

**LES FEMMES
AFRICAINES
font face aux crises
économiques**

1991 I
ECO-AFR
FR

**NUMERO DOUBLE
1991
NO. 16**

Sommaire

- 2 **PROJET DE L'INSTRAW SUR LE SECTEUR INFORMEL EN AFRIQUE TENTE UNE PERCEE STATISTIQUE**
Lorsque le continent fait face à une crise sans précédent, de plus en plus de femmes défavorisées deviennent des travailleurs indépendants en commerce et en services, où les défis sont également grands.
- 7 **ATELIERS REGIONAUX RECLAMENT DE NOUVELLES DEFINITIONS DU SECTEUR INFORMEL**
Des critères tels que la taille, le fait d'être propriétaire et le nombre de salariés se discutent entre statisticiens africains.
- 11 **EN COLLABORATION AVEC LES COMMISSIONS REGIONALES : PROJET DE L'INSTRAW POSERAIT LES BASES POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION DES FEMMES DANS LE SECTEUR INFORMEL**
Une compilation de données de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine sur la situation des femmes dans le secteur informel serait faite, à l'usage des planificateurs et décideurs.
- 14 **LES EXPERTS SE REUNISSENT SUR LA POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE**
Des principes directeurs pour l'approvisionnement de l'appui en ce qui concerne l'infrastructure, l'accès au crédit financier, l'éducation et la formation sont les importants résultats d'une réunion à Rome.
- 28 **LES RISQUES DE SANTE LIES A L'ENVIRONNEMENT SONT LE THEME D'UNE REUNION EN BARBADE**
L'INSTRAW et des groupements femmes et développement se préparent pour le Sommet planète terre.
- 40 **UNE REUNION CONSULTATIVE SUR LES STATISTIQUES RELATIVES AUX FEMMES AGEES**
Les résultats des recensements de 1990 devraient être utilisés pour évaluer la situation des femmes âgées, à long terme, selon les participants.

Rubriques

- 1 **EDITORIAL**
Les activités informelles des femmes africaines sont les clefs du développement -- et de la survie.
- 23 **ACTIVITES DE L'INSTRAW**
Des programmes sur les femmes et la pauvreté, et sur les femmes dans les "pays en transition", sont approuvés par le Conseil d'administration de l'Institut, qui en outre nomme trois nouveaux points focaux.
- 26 **SECTEURS ECONOMIQUES: LE ROLE DES FEMMES**
L'engagement de l'INSTRAW au volet "femmes et développement" comprend un large éventail de secteurs économiques et sociaux.
- 45 **FEMMES EN DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE**
Les Nations Unies et l'Organisation des Etats américains (OEA) se réunissent sur les femmes et le développement; les points focaux de l'INSTRAW dans les pays méditerranéens parlent de coopération régionale.
- 58 **BIBLIOTHEQUE**
- 60 **NOUVELLES INTERNES**
Margaret Shields est nommée la nouvelle Directrice de l'INSTRAW.

Edition: Erica Meltzer

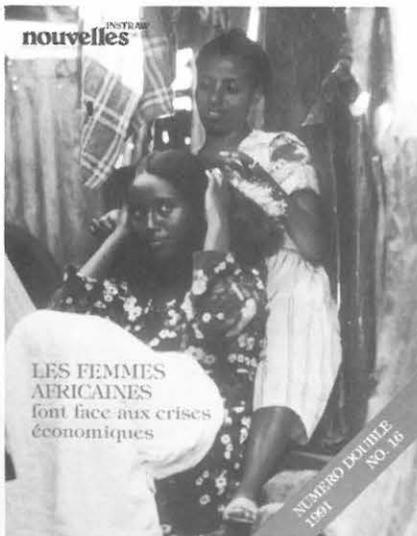
Rédaction: Eleni Stamiris, Jeannie Ash de Pou, Julia Tavares, Paola Antolini

Collaboration: Grace Bediako, Corazón Narváez, Florissa Abréu, Francia Sención

Production et distribution: Magda Canals, Leonora Dipp, Leticia Vences

Traduction: Yvonne Bellion

Composition et mise en page: Ninón de Saleme



Couverture : jeune filles éthiopienne
coiffant une amie
photo ONU

Editorial

Les femmes africaines font face aux crises économiques

Les femmes représentent près de 40% du total des actifs en Afrique subsaharienne et leur nombre s'accroît selon une progression géométrique. La situation des femmes de ce continent, accablé par des perspectives économiques et sociales moroses, est particulièrement difficile, étant donné le nombre croissant de foyers dont le chef de famille est une femme, de femmes atteintes de sida, de femmes réfugiées et la généralisation des maladies, de la sécheresse et des guerres civiles. En Afrique, plus de la moitié de toutes les actives sont des travailleuses indépendantes – ce qui signifie, dans la plupart des cas, qu'elles travaillent dans le secteur informel à une agriculture de subsistance, à la vente d'aliments sur le marché, comme employées de maison ou comme sous-traitantes. Elles sont analphabètes, non qualifiées et paupérisées. Pourtant, leur travail est prépondérant pour la survie de millions de familles.

Le secteur informel a été défini comme "le facteur principal de création d'emplois et de revenus et de stabilité sociale" des années 90. Son accroissement constant, en particulier dans les pays en développement, ne fait aucun doute. Le point encore controversé, c'est de savoir s'il convient de laisser cette vaste gamme d'activités économiques – qui incorpore au marché du travail une population de près de 300 millions de jeunes dans le monde entier qui ne pourraient pas trouver de travail ailleurs – s'étendre en marge de toute réglementation et de toute couverture sociale ou si au contraire elle doit être intégrée au sein des structures de travail officielles.

Pour résoudre ce dilemme, les Nations Unies essaient d'améliorer le rôle des femmes africaines au sein du secteur informel. La contribution de l'INSTRAW a été décisive dans le domaine des statistiques et ses travaux – considérés comme un véritable labeur de "défrichage" – ont démontré que les données disponibles peuvent être utilisées pour évaluer les contributions économiques des femmes. Ces estimations, à leur tour, sont utilisées par les gouvernements pour la formulation des politiques et par la communauté internationale en général pour les actions de formation, la concession de crédit et d'autres moyens de production vitaux pour maintenir la prospérité relative du secteur.

Le No 16 d'INSTRAW *Nouvelles* porte essentiellement sur la situation des femmes africaines du secteur informel et sur le projet des Nations Unies (voir dossier p. 2). Les recommandations émises par les ateliers de l'INSTRAW en Afrique visant à réviser les concepts économiques et les méthodes statistiques sont analysées (p. 7), de même que les propositions concernant la formulation de politiques macro-économiques destinées à améliorer la productivité des activités informelles (p. 14 et dans le dépliant qui remplace le supplément de ce numéro). Un article connexe expose en détail un projet d'approche interrégionale destinée à accroître la participation des femmes au secteur (p. 11). Une brève description de la situation des exploitantes du secteur informel dans le pays hôte de l'INSTRAW, la République dominicaine, est présentée page 13 et un choix de bibliographie est proposé page 15.

Ce numéro adopte une nouvelle présentation, articulée autour de secteurs intéressants les spécialistes de la participation des femmes au développement. Ainsi, la rubrique intitulée "Les femmes et l'environnement" analyse les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (Sommet planète terre, Brésil, 1992), et en particulier le nouveau programme de l'INSTRAW concernant les femmes, l'environnement et le développement durable (p. 26). Les travaux de l'INSTRAW dans le domaine des statistiques, du crédit, de l'énergie, de l'eau et l'assainissement et des femmes âgées y sont décrits ainsi que les grandes lignes d'un projet de recherche sur les femmes et le sida. Une autre nouvelle rubrique, "Les femmes et le développement dans le monde", met en lumière les activités concernant la participation des femmes au développement au sein du système des Nations Unies et en dehors de celui-ci.

Les travaux de l'INSTRAW sur le secteur informel constituent l'un de ses principaux programmes d'activités. Ils fourniront des données cruciales pour la Conférence internationale des spécialistes en statistiques du travail en 1993. L'Organisation internationale du Travail considère que le secteur informel est "l'une des questions de politique les plus difficiles qu'affronte actuellement le monde du travail"; les opinions des lecteurs au sujet de ce numéro d'INSTRAW *Nouvelles* seront les bienvenues. □

Le projet de l'INSTRAW sur le secteur informel africain renverse des obstacles dans le domaine des statistiques

Il y a énormément de dynamisme dans le secteur informel et les femmes sont l'élément le plus important du secteur", dit Henri Bazin, chef de la Division des programmes régionaux et conseiller économique principal du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. Le PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement - finance un projet interinstitutionnel de 2,7 millions de dollars pour l'amélioration du rôle des femmes africaines dans le secteur informel dans lequel l'INSTRAW a une participation de premier plan.

En Afrique, ajoute-t-il, un tel but "a une grande importance - peut-être plus grande encore que dans les autres régions du monde. Quand vous parlez de petites entreprises autochtones, en fait vous parlez des femmes, car ce sont elles qui sont les exécutantes les plus connues dans ce métier ou cette profession. Elles ont dû en venir là, non seulement pour satisfaire leurs propres besoins mais encore ceux de leurs familles.

"De nombreuses, très nombreuses personnalités connues qui font actuellement parler d'elles - beaucoup de chefs d'Etat, de médecins et de ministres - ont en fait été élevés grâce au travail des femmes dans le secteur informel" dit M. Bazin. "Et face à la crise que vit actuellement l'Afrique, on pourrait dire que le secteur informel est lui-même appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la survie de la société africaine. C'est l'une des raisons pour lesquelles on l'a laissé prendre son essor comme il l'a fait".

Le secteur informel - défini de manière très approximative comme la partie "invisible" de l'économie avec une population active qui se consacre au commerce à très petite échelle, aux travaux domestiques, au traitement des aliments et à l'industrie, souvent sans aucune rémunération - fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des planificateurs du développement au fur et à mesure que la stagnation et la contraction des économies grossissent le nombre des chômeurs. En Afrique, en particulier, le secteur est considéré com-

me une soupe de sûreté qui permet à des milliers de chefs de famille, - des femmes dans leur grande majorité - d'échapper à l'indigence et à une pauvreté abjecte. Etant donné que la population actuelle de ce continent, qui est de 642, 1 millions, fera plus que doubler d'ici l'an 2025 pour atteindre 1,6 milliard, cette capacité d'absorption se révèle terriblement impérative.

"On exige chaque jour davantage de la terre et les gens cherchent d'autres moyens d'obtenir de l'argent", explique

"Le secteur informel joue un rôle de plus en plus important pour la survie même de la société africaine."

Henri Bazin
PNUD

Marilyn Carr, chef du Bureau d'assistance technique du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), organisation internationale engagée elle aussi dans des projets concernant le secteur informel. "Des femmes, en nombre croissant, et en particulier celles des zones rurales, s'incorporent à ce secteur, et un pourcentage élevé d'entre elles se tournent vers des activités non agricoles, telles que le traitement des aliments et le commerce".

Cet afflux spectaculaire des femmes vers le secteur - dans certains pays elles représentent plus de la moitié des travailleurs du secteur informel - signifie également que les femmes qui réalisent le plus souvent des travaux similaires ou bien offrent des biens et des services analogues, se font concurrence entre elles, ce qui a des répercussions sur le développement de leur communauté. C'est pour cela que le projet africain se concentre sur les activités des femmes du secteur informel dans trois domaines

clés: l'industrie, le commerce et les services. Il a pour objectif à long terme d'accroître la productivité de ces branches d'activité et sa stratégie est ciblée sur les politiques, les statistiques et la formation. Quatre pays - le Burkina Faso, le Congo, la Gambie et la Zambie - ont été choisis pour y réaliser des études de cas, à cause de leur disponibilité en matière de données pertinentes concernant les femmes de ce secteur.

Il est urgent d'aider les femmes africaines

Les problèmes économiques et environnementaux les plus graves qu'affronte le monde aujourd'hui se retrouvent tous sur le continent africain où ils ont provoqué une crise d'une dimension sans précédent.

Le fléchissement économique des années 80 qu'accompagnait l'accroissement de l'endettement et les mesures d'austérité qui sont à l'origine des coupes sombres dans les dépenses sociales des pays en développement, la désertification et la sécheresse qui ont appauvri de vastes secteurs de la population, et les ont privés de services satisfaisants d'approvisionnement en eau et d'assainissement, provoquant une migration massive des campagnes vers les villes; les guerres civiles et les conflits ethniques incessants, l'épidémie du sida, tout cela a causé de nombreuses victimes. Examinez les statistiques suivantes :

- 21% au moins des ménages africains ont désormais une femme comme chef de famille; dans certaines zones rurales, ce taux atteint presque 50 %

- Près d'une femme africaine sur deux, entre 15 et 49 ans, souffre d'anémie, indicateur probant de la malnutrition; plus de 100 millions d'Africains ne mangent pas à leur faim.

- En Afrique sub-saharienne, 325 millions de personnes - 52% de la population - vivaient dans des conditions de misère absolue en 1989, et parmi elles, 70% des habitants des villes.

• 80% des défavorisés (dont la plupart sont des femmes) vivent dans les zones rurales et en Afrique sub-saharienne les femmes rurales sont deux fois plus nombreuses que les femmes urbaines; 30% des ménages ruraux n'ont pas de terres.

• Les taux de fécondité de l'Afrique sont parmi les plus élevés du monde.

• Dans de nombreux pays africains presque autant de femmes que d'hommes -- à peine moins d'un pour cent de la population comprise entre 15 et 49 ans -- sont contaminées par le virus du sida. L'espérance de vie moyenne des femmes est de 53 ans pour toute l'Afrique sub-saharienne.

• Un réfugié sur trois, en Afrique, est soit une femme soit un enfant.

• Le taux d'analphabétisme chez les femmes sub-sahariennes âgées de 20 à 24 ans était de 49,2% en 1990.

• 24% des forêts du continent ont disparu au cours des 40 dernières années, augmentant ainsi la pression sur les femmes qui sont essentiellement celles qui ramassent le bois de feu et qui produisent près de 80% des aliments en Afrique.

Lorsque l'on examine le rôle des femmes dans l'économie africaine, le panorama est tout aussi lugubre. Alors que le pourcentage d'actifs percevant un salaire est inférieur pour les femmes à celui des autres régions (30% en 1985), la proportion d'exploitantes travaillant dans le secteur informel y est bien plus élevée. Près de 59% des femmes actives sont, en Afrique sub-saharienne, des travailleuses indépendantes -- terme qui désigne le plus souvent des activités du secteur informel (à l'exclusion des professions libérales où les femmes africaines sont en quantités infimes).

L'agriculture emploie 79% des femmes actives âgées de 15 ans ou plus. Dans le secteur tertiaire, les femmes représentent les deux tiers des exploitants du secteur informel africain tout entier. Elles travaillent en moyenne 67 heures par semaine, travaux ménagers non rémunérés compris, alors que la moyenne est de 54 heures pour les hommes. Le nombre de chômeurs a quadruplé -- aussi bien pour les femmes que pour les hommes -- de 1979 à 1989.

"Les salaires réels ont chuté dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne au cours de ces dix dernières années et le déclin est plus marqué pour les ouvriers non qualifiés -- les pauvres des villes", constate le Worldwatch Institute. Or les femmes sont encore plus nombreuses que les hommes à émigrer vers les zones urbaines à la recherche d'un travail. La participation des femmes dans la main d'oeuvre sub-saharienne



Des femmes dahoméennes discutent leurs problèmes au cours d'une réunion. Cotonou (Dahomey). Photo ONU

a en fait diminué de 2% entre 1970 et 1990, à cause de la détérioration sévère de l'économie et malgré l'essor considérable de la croissance démographique du continent. L'industrie, qui se concentre généralement dans les zones urbaines, n'emploie que 10% des actives de la région -- ce qui signifie que le secteur informel est devenu l'employeur numéro un dans la plupart des villes, tant pour les hommes que pour les femmes. En ce qui concerne les femmes, elles travaillent essentiellement dans le commerce à très petite échelle, le traitement des aliments, la petite industrie et la prestation de services personnelles; la prostitution et d'autres activités illégales sont parfois comprises également dans cette liste.

Même dans l'agriculture, fief traditionnel des femmes sub-sahariennes, leur participation est passée de 87% en 1970 à 81,8% en 1985. Même si ces chiffres semblent sous-estimer la grande quantité de femmes qui exercent un travail saisonnier rémunéré, il est clair que l'épuisement des sols, allié aux contraintes topographiques du continent africain, tourne à leur désavantage.

En résumé, les femmes du secteur informel sont généralement des migrantes, pauvres, analphabètes et non qualifiées. Leurs salaires sont bas et le plus souvent inférieurs à ceux des hommes; elles font une "double journée de travail" mais ne jouissent ni de la sécurité de l'emploi ni de la protection du gouvernement, elles manquent de financement, n'ont pas accès aux technologies ni aux droits reconnus par la loi, ni entre autres, à la propriété des terres.

La diversification est cruciale

Le sida a des conséquences particulièrement dramatiques pour les femmes africaines. "Les femmes sont de plus en plus nombreuses à quitter leurs maris" contaminés par la maladie, dit Mme Carr de l'UNIFEM "et grossissent le flot des femmes qui tentent leur chance dans le secteur informel". Toutes ces nouvelles arrivantes sur le marché du travail cherchent des moyens de gagner leur vie comme manoeuvres et c'est pour cette raison que Mme Carr considère comme cruciale la diversification.

"Le crédit n'est pas la solution", insiste-t-elle. "Si les femmes ne sont pas qualifiées ou bien si elles font toutes les mêmes choses et n'ont pas de débouchés, elles ont besoin de techniques de production différentes et pas seulement qu'on leur accorde des prêts. Il s'agit bien davantage de créer des liens que de financement; les femmes ayant des connaissances techniques dans une profession spécifique ou le désir d'en avoir ont besoin d'entrer en contact avec des centres de formation technique et avec les mécanismes nationaux de promotion de la femme".

M. Bazin, du PNUD, est d'accord avec elle. "La diversification n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air, car cela peut signifier très souvent sortir du secteur informel. Cependant, ce secteur offre encore certaines possibilités permettant aux gens de se diversifier. Certains commencent par exemple par ven-

dre des aliments; au bout de quelque temps, ils ont suffisamment d'argent pour acheter des vêtements qu'ils revendent ou pour installer une épicerie". (Voir l'article sur les femmes dominicaines, p. 13).

"Mais j'ai l'impression que les possibilités de diversification sont assez limitées et cela ne dépend pas seule-

lier de réparation de voitures, deux activités bien typiques du secteur informel. On s'attend à ce que ce soit les hommes qui pêchent et les femmes qui fassent sécher le poisson. Les traditions sociales sont très importantes".

Quatre pays traduisent la diversité de l'Afrique

Pourquoi la communauté internationale porte-t-elle toute son attention vers l'Afrique ? Parce qu'il est maintenant tout à fait clair que si le monde entier veut aider l'Afrique, il doit aider les femmes africaines.

Les quatre pays participant au projet sur le secteur informel reflètent la diversité physique, culturelle et économique du continent tout entier. La Gambie, pays d'Afrique de l'Ouest anglophone, est virtuellement un micro-Etat, entouré sur trois côtés par le Sénégal francophone; 23% à peine de ses 900.000 habitants habitent dans les villes. De nombreux Gambiens se consacrent au "commerce frontalier" de matériel électronique. Des droits de douane insignifiants avaient été instaurés pour attirer le commerce, mais le pays dépense 20% de ses revenus annuels pour importer du riz et la malnutrition s'accroît. Malgré tout, des politiques axées sur les marchés ont provoqué une forte croissance et freiné l'inflation: la production d'arachide et de coton est en hausse, les recettes au titre du tourisme augmentent et les investissements étrangers sont en pleine expansion. Ceci compense amplement le choc qu'a représenté l'effondrement des cours du cacao et du café sur les marchés internationaux.

Selon les données compilées par l'INSTRAW à partir de recensements nationaux, d'enquêtes sur les ménages, de documents administratifs et d'autres sources, 69% des Gambiennes font partie de la population active et 88% d'entre elles travaillent dans le secteur informel, vendant des légumes ou des arachides sur les marchés ou bien des appareils ménagers, des produits de beauté fabriqués à la maison, des tubercules cultivés par elles-mêmes ou des teintures végétales en poudre. Si l'agriculture ne figure pas parmi ces chiffres, les femmes exploitantes du secteur informel représentent à peine 9,5% des actives et il s'agit pour la plupart d'entre elles d'une entreprise commerciale. Au total, le produit national brut (PNB) des femmes du secteur informel représente 25% du PNB national.

Ces données contrastent notablement avec celles de la Zambie, l'autre

pays anglophone du projet. La moitié des 8,5 millions d'habitants de la Zambie, Etat de première ligne sans accès à la mer, est urbaine; 39% des Zambienues vivent dans les villes où elles exercent une activité de vente à très petite échelle ou de prestation de services communautaires, sociaux ou personnels. Sans compter l'agriculture, 17,6% des actives travaillent dans le secteur informel.

La Zambie étant parmi les cinq pays en développement les plus endettés, l'importance croissante pour le revenu global des familles des revenus que les femmes ont tiré du secteur informel pendant les années 80 ne doit pas nous surprendre. Le fait que les femmes soient responsables de 34,5% du PNB du secteur informel est véritablement remarquable.

Dépendant depuis des décennies pour ses devises du cuivre et du cobalt, le pays a été gravement touché dans les années 80 par une foule de facteurs: l'effondrement des prix qui a affecté ces produits; le remboursement d'une dette extérieure trois fois plus élevée que son PNB; la sécheresse et l'accroissement de la malnutrition. Détenant le taux de fécondité féminine le plus élevé des quatre pays du projet - une moyenne de 7,2 enfants par mère - la Zambie s'efforce résolument d'abaisser son taux de croissance démographique et d'inverser le sens des migrations des zones rurales vers les villes.

Le Burkina Faso, ancienne colonie française en Afrique occidentale, est un pays essentiellement musulman. Près de 92% de sa population, qui atteint 9 millions d'habitants, travaillent dans une agriculture de subsistance (où les femmes sont majorité) orientée vers quatre industries de traitement des aliments - le dole, l'huile d'arachide, le beurre de karité et le soubala - et ils représentent 49% des actifs. L'aide extérieure entre pour presque 50% dans le PNB et les Burkina-Be dépendent dans une grande mesure de l'argent qu'envoient à leurs familles leurs compatriotes installés dans le pays limitrophe, la Côte d'Ivoire.

Au Burkina Faso, 80,4% des femmes font partie de la population active - le taux le plus élevé des quatre pays. Les femmes constituent également les deux tiers des exploitants du secteur informel, classés officiellement comme travailleurs familiaux non rémunérés. Leur espérance de vie en 1985-1990 n'était que de 48,9 ans et le pays est parmi les plus pauvres du monde.

Le Congo a été appelé "le seul pays marxiste capitaliste d'Afrique". Après avoir mis en place un secteur para-étati-



A Gagnoa (Côte d'Ivoire) une femme apporte leur repas de midi à des travailleurs
Photo ONU

ment de la nature des activités exercées par les femmes mais aussi de l'accès au crédit", ajoute-t-il. "Diversifier c'est véritablement avancer dans l'inconnu et pour ce faire vous avez besoin de capacités nouvelles et d'offres d'emploi qui ne sont peut-être pas faciles à trouver.

"Par ailleurs, dans le secteur informel lui-même, il existe pratiquement une division tacite du travail entre les hommes et les femmes" qui limite un peu la diversification, explique-t-il. "Il y a des tâches qu'exécutent les hommes et il est difficile d'imaginer qu'une femme puisse les réaliser, comme le fait d'être serrurier ou de posséder un ate-

que encombrant qui pesait lourdement sur les maigres ressources du pays, cette nation francophone a trouvé du pétrole et elle est devenue rapidement l'un des plus gros producteurs de l'Afrique subsaharienne. Avec une population de 2,3 millions d'habitants en 1990, il considère son taux de croissance comme trop faible et il s'efforce d'augmenter son taux de natalité qui est actuellement de 6,3 enfants par mère. (Le taux était de 6,0 en 1990 pour l'Afrique toute entière; dans d'autres régions en développement il variait de 3,0 en Asie de l'Est à 5,4 en Asie du Sud entre 1985 et 1990).

Il existe moins de statistiques et d'indicateurs disponibles sur le Congo que sur les autres pays du projet. Cependant, les données existantes indiquent que plus de 37% de la population active travaille dans le secteur informel. Un peu plus de 49% des femmes sont des actives qui travaillent dans le secteur informel et c'est dans le commerce qu'elles se concentrent principalement (67,8%). Elles produisent 39,26% du PNB du secteur informel et 40% de sa population vit dans les villes.

Remèdes pour un secteur économique qui bat de l'aile

Que peut-on faire pour aider les femmes à vaincre les obstacles qui s'opposent à leur bien-être économique? "Les offres d'emploi du secteur informel s'adressant aux femmes doivent augmenter en encourageant les industries à fort coefficient de travail, travaillant pour le marché national ou l'exportation, telles que la maroquinerie, l'électro-ménager et le traitement des aliments" demandent instamment Mayra Buvinic et Sally Yudelman dans *Women, Poverty and Progress in the Third World*. Cependant, comme le dit Mme Carr de l'UNIFEM, il faut éviter de dépendre des marchés extérieurs. "Nous nous efforçons d'aider les femmes à produire des articles pour l'exportation" dit-elle et elle cite un projet en Afrique australe qui forme les femmes à la gestion des exportations de produits alimentaires, tels que les tomates séchées au soleil, les pêches et les plantes à tisane ainsi qu'un projet au Laos où les tissus fabriqués sont destinés aux marchés étrangers. Il vaut mieux rechercher de préférence des marchés nationaux stables permettant de former les femmes à l'exécution de tâches non traditionnelles, qui utilisent des techniques adaptées et des matériaux qui ne sont pas dangereux pour l'environnement. (suite p. 6)

Les travaux ménagers dans le PNB étendu

Les travaux ménagers, sont, bien sûr, l'une des activités absorbant la plus grande partie du temps des femmes. Les types de travaux qu'ils englobent vont depuis faire la cuisine, faire la vaisselle, balayer, épousseter, changer les draps, laver le linge et jardiner. Quatre approches sont utilisées pour quantifier ce travail. La première consiste à prendre le salaire (réel) moyen des femmes et à l'appliquer aux ménagères. Cependant, comme il y a un élément de discrimination dans les salaires payés aux femmes dans de nombreux pays, la seconde approche utilise une mesure hypothétique, appelée rémunération moyenne non discriminatoire pour calculer la rémunération que les femmes auraient perçue si elles n'étaient pas discriminées.

La troisième méthode se sert des salaires exprimés en équivalent-marché pour une fonction spécialisée : ainsi, par exemple, si la ménagère a travaillé chez elle pendant un certain nombre d'heures comme cuisinière ou comme blanchisseuse, son travail est évalué en multipliant le nombre d'heures par le salaire d'une femme qui exercerait cette même fonction contre rémunération. L'application des salaires exprimés en leur équivalent-marché et des taux non discriminatoires pour une fonction spécialisée constitue la quatrième approche qui est une adaptation de la précédente.

Comme le note le manuel de l'INSTRAW "une certaine controverse entoure le concept de PNB étendu, spécialement lorsqu'il s'applique aux pays en développement. Ainsi, aller chercher de l'eau est l'une des fonctions réalisées par les femmes des zones rurales. Dans certains pays, cela signifie parcourir près de dix kilomètres par jour, parce qu'il n'y a pas de source plus près.

"Si le travail des femmes est quantifié et ajouté au PNB, cela laisse supposer un accroissement du PNB, alors qu'en réalité, la nécessité d'aller chercher de l'eau est un indice du sous-développement et elle ne devrait pas être utilisée pour comptabiliser une augmentation du PNB", dit le manuel. □

Pourquoi exclure l'agriculture ?

La participation des femmes aux activités agricoles constitue l'essentiel des activités économiques des femmes dans la plupart des pays africains, selon la synthèse élaborée par l'INSTRAW à partir des études pilotes. Néanmoins, l'agriculture ne fait pas partie du projet sur le secteur informel. Ceci provient de ce que les statistiques agricoles sont très différentes des statistiques non agricoles et alors que les résultats des activités non agricoles sont généralement hétérogènes, ceux de l'agriculture sont plutôt homogènes. Les statisticiens qui travaillent avec l'Institut considèrent qu'une approche méthodologique différente est nécessaire pour l'agriculture et ils recommandent de traiter séparément le problème des femmes du secteur informel agricole. □

Remèdes pour un...

(suite de la p. 5)

Avant d'entreprendre une action de formation, il faut faire une recherche afin de déterminer quelle est la situation qui doit changer. Et c'est ici que le projet du PNUD entre en jeu.

"Ce que nous faisons, ce sont essentiellement des projets pilotes qui sont testés dans quelques pays, et nous espérons qu'ensuite des projets nationaux pourront démarrer là-même où finit le projet régional", dit M. Bazin. "Nous nous intéressons à des choses ayant une spécificité régionale et en même temps différente de ce qui se passe au niveau national. Et cette vaste perspective régionale est probablement unique dans le système des Nations Unies."

Selon le Bureau de statistique du Département des affaires économiques et sociales internationales des Nations Unies, le projet concernant le secteur informel a permis d'obtenir des estimations sur la participation des femmes au secteur et de la part que ce dernier représente dans le PNB. Ces statistiques, à leur tour, fournissent aux gouvernements les données dont ils ont besoin pour la formulation des politiques. En se situant au niveau régional, le volet "statistique" du projet a permis de dégager un patron avec lequel travailler

tant au niveau international que national.

Les études de cas ont mis en relief par exemple la prolifération généralisée des activités du secteur informel à cause de la crise économique et la prépondérance des femmes au sein du secteur. C'est pourquoi, les politiques pourront dorénavant être formulées en ciblant les domaines où la condition des femmes est susceptible de s'améliorer : l'accès au crédit, la formation à la gestion et la formation professionnelle.

L'INSTRAW a la responsabilité de la mise en oeuvre du volet "statistique" du projet, en liaison avec le Bureau de statistique des Nations Unies. A partir d'études sur les statistiques disponibles dans chacun des pays concernés par le projet, l'Institut a élaboré une synthèse des études pilotes et un manuel technique. Il a aussi organisé quatre ateliers de formation nationaux et deux ateliers régionaux qui ont permis, par leurs recommandations, de réviser le manuel (voir p. 7).

Pour chaque pays, la synthèse fournit une analyse des sources et résume la comptabilité nationale, les recensements de population et les travaux de recherche. De nombreux tableaux par pays décrivent la répartition en pour-

centages par sexe et par tranche d'âge des actifs, des fabricants à domicile, des travailleurs indépendants, des membres de la famille travaillant sans rémunération et des travailleurs.

Le manuel, de son côté, veut être un guide pratique montrant comment élaborer et utiliser les statistiques dans le secteur informel non agricole. Il examine les méthodes de base utilisées pour fixer une valeur économique au travail rémunéré et non rémunéré des femmes et il fait le bilan des lacunes dans les données disponibles.

"Je pense que de véritables obstacles ont été renversés" dit M. Bazin en se référant au volet "statistique". "Des enquêtes concernant de nombreuses activités des femmes ont été menées et elles ont abouti à de nouveaux indicateurs pour mesurer ces activités. C'est ainsi, par exemple, qu'ont vu le jour des indicateurs très précis permettant de quantifier la contribution des femmes au PNB".

L'aspect le plus original du projet relatif aux statistiques est sans doute le fait qu'il a démontré que les données existantes -- même si elles sont parfois très inadéquates -- peuvent servir à calculer cette contribution. (Le PNB est défini comme la valeur totale des biens

Calcul de la contribution économique des femmes dans le SCN

A partir de la Conférence internationale pour les femmes de Mexico, en 1975, les femmes ont cherché à ce que leur contribution au développement et à l'économie de leurs pays soit mieux calculée. Trois obstacles s'y opposent. Tout d'abord la définition de bien ou service économiques des comptables nationaux. Deuxièmement, l'application correcte et sans aucun biais de cette définition dans les comptabilités nationales et les statistiques concernant les actifs. Troisièmement, il faut calculer séparément les revenus et la production des femmes et des hommes afin de déterminer la contribution relative et le rendement des femmes. (Comme le montre la synthèse des études pilotes réalisée par l'INSTRAW "l'analyse du secteur informel induit en erreur s'il n'y a pas de division par sexe.")

La version actuelle du Système de comptabilité nationale des Nations Unies recommande une couverture relativement ample des biens et services monétaires et non monétaires dans le concept d'activité économique. C'est ainsi qu'il inclut toutes les formes de production agricole destinée à la consommation familiale et la formation de capital propre (la construction de la maison, par exemple). Mais le SCN n'inclut les autres biens et services produits par le ménage pour sa propre consommation que si ces biens sont vendus sur le marché. Il exclut la maternité, le soin aux enfants et à la famille, les travaux ménagers, la préparation des repas et les achats. Le SCN recommande nettement, cependant, d'y inclure en principe toutes les activités informelles, clandestines et même illégales si elles impli-

quent une opération économique et si un bien ou un service quelconque en résulte.

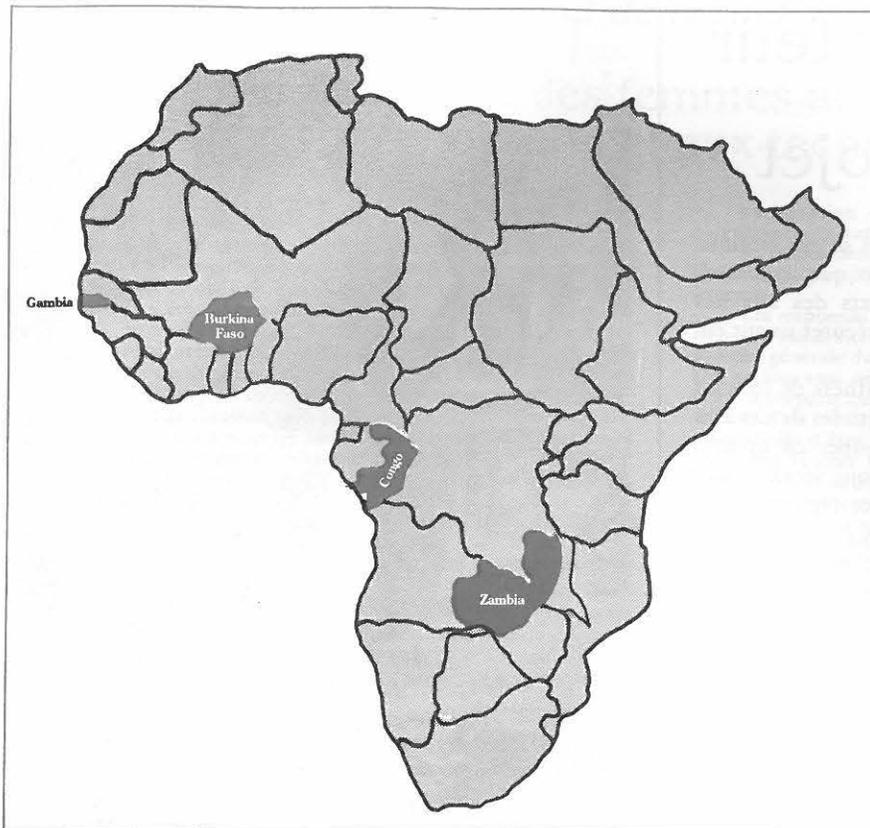
Les principaux problèmes encore non résolus en matière de quantification de la contribution des femmes à la production économique sont les suivants :

- De nombreux biens et services produits en majorité par les femmes sont sous-évalués dans les comptabilités nationales -- ou sont calculés à partir d'estimations tellement approximatives que les résultats finals ne sont d'aucune utilité pour la formulation des politiques.

- Le rôle productif des femmes est sous-évalué dans les statistiques concernant la main-d'oeuvre.

- La maternité, les soins aux enfants et à la famille et tous les autres travaux ménagers non rémunérés ne sont pas comptés ni dans les comptabilités nationales ni dans les statistiques concernant la main-d'oeuvre. Si les travaux ménagers non rémunérés étaient calculés sur la base du prix que l'on paierait pour des biens et services comparables ou du salaire de la personne engagée pour réaliser ce travail, la valeur calculée du PNB des différents pays augmenterait de 25 à 30% selon la plupart des estimations (Voir discussion sur le concept de "PNB étendu" dont l'INSTRAW recommande vivement l'utilisation).

--Résumé tiré de "The World's Women 1970-1990 : Trends and Statistics", publication des Nations Unies, ST/ESA/STAT/SER.K./8.□



et services finis produits par les résidents d'une économie nationale donnée pendant un laps de temps spécifique).

La quantification de la contribution économique des femmes est évidemment une tâche terriblement complexe. Il existe pour cela deux approches générales: l'évaluation du rôle que jouent les femmes dans l'augmentation ou la diminution de certains indicateurs du développement et la quantification de leur participation à la force de travail ou à la production et aux recettes du pays, de la région ou du secteur. En ce qui concerne le secteur informel, il s'agit de montrer le revenu net des femmes qui y travaillent, essentiellement comme travailleuses indépendantes. Ceci se fait en recueillant des informations concernant soit directement leurs revenus soit leurs extrants, ce qui permet de calculer les intrants. Si ces données ne sont pas disponibles, ce chiffre peut être calculé à partir des quantités totales produites et de leurs prix de marché respectifs.

Le manuel de l'INSTRAW utilise des estimations conformes aux recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et du Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN) dont se servent la majorité des pays pour quantifier leur production et leur croissance économique. Les défini-

tions du SCN font actuellement l'objet d'une révision, à cause principalement des objections soulevées par le fait qu'elles ne tenaient pas compte des activités réalisées dans les ménages. Le travail de l'INSTRAW tant dans le projet africain que dans d'autres domaines a contribué à faire progresser l'interminable mais indispensable processus de révision.

Définition du secteur informel

Il n'existe pas, ainsi que le souligne le manuel, de définition universellement acceptée pour le secteur informel en Afrique et parfois il y a plus d'une définition dans un pays donnée. Au niveau international, le terme a été utilisé pour regrouper toutes les activités économiques qui ne font pas partie du secteur formel, mais cette définition est trop vaste pour pouvoir être utilisée pour les politiques.

"Les unités du secteur informel sont considérées comme petites, comme utilisant une main-d'oeuvre nombreuse, d'un rendement relativement faible, non syndiquée et généralement mal payée, et comme opérant le plus sou-

(suite p. 18)

Des ateliers régionaux réclament de nouvelles définitions du secteur informel

L'importance de définir le secteur informel à partir des activités au lieu de le faire à partir des unités de production a été soulignée par l'Atelier régional sur les méthodes de collecte et d'analyse des statistiques concernant les femmes du secteur informel et leur contribution au produit national pour les pays francophones organisé par l'INSTRAW et qui a eu lieu à Ouagadougou (Burkina Faso) du 8 au 12 octobre 1990. Les participants, qui ont par ailleurs parlé de leurs expériences nationales en matière de collecte et de compilation des statistiques concernant la contribution des femmes au secteur, ont proposé de le définir ainsi :

"Le secteur informel consiste en une série d'activités économiques exécutées selon le principe fondamental de travail indépendant (travail à son propre compte) qui ne sont pas directement calculées par les comptabilités nationales ni par les statistiques économiques".

Etablir une différence au sein de la "population active" entre "généralement active" (si la période de référence est d'au moins un an) et "actuellement active" (pour des périodes de référence d'une semaine ou d'un jour) est capital selon les participants, étant donné qu'en Afrique en particulier, on risque de sous-estimer les femmes qui sont des actives de manière saisonnière ou intermittente, spécialement dans l'agriculture. Par ailleurs, ils ont fait ressortir l'importance des enquêtes sur l'emploi du temps et ils ont demandé que leur champ d'étude soit étendu afin d'inclure également la participation des femmes du secteur informel agricole.

Les autres recommandations adoptées à Ouagadougou sont, entre autres :

- D'étendre la portée des enquêtes sur l'emploi et sur la population active afin d'identifier et de dresser la liste des activités des femmes et des hommes du secteur informel des zones urbaines et rurales.

- De réaliser des recherches approfondies et des études de cas à tous les niveaux - national, régional et mondial - afin d'élaborer des concepts et des procédures statistiques appropriés pour la compilation des estimations du PNB étendu, qui inclut les activités domestiques.

- D'étendre à tous les pays de la région ayant des programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux le programme national de formation à la compilation de statistiques concernant les femmes du secteur informel afin qu'il s'occupe aussi d'autres aspects tels que la conception du questionnaire, le traitement et la tabulation des données, les techniques d'estimation ainsi que l'analyse et l'établissement des statistiques ayant trait à l'emploi du temps. Il est nécessaire de s'efforcer tout particulièrement que des non statisticiens puissent profiter de ces programmes de formation.

Les problèmes de définition ont également été examinés à l'Atelier régional sur les

(suite p. 17)

Le Comité directeur évalue les résultats du projet

Les avant-dernières réunions des Comités interorganisations et directeur du projet financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) -- *Amélioration du rôle des femmes africaines dans le secteur informel : production et gestion* ont eu lieu à Addis Abeba les 18, 19 et 20 mars ainsi que le 22 mars respectivement.

Les réunions ont étudié les objectifs et les réalisations du projet à ce jour. Elles ont considéré que, à la suite des quatre séminaires nationaux sur les politiques qui s'étaient tenus l'automne dernier dans les pays concernés, le processus de sensibilisation en ce qui concerne le rôle des femmes du secteur informel avait commencé. Une réunion récente du Conseil des ministres du Travail de l'OUA a recommandé la poursuite du projet et son extension à d'autres pays d'Afrique.

Les volets du projet mis en oeuvre jusqu'à présent ont débouché sur trois résultats fondamentaux : les études de cas concernant les politiques et qui sont actuellement en cours de révision à la lumière des suggestions émanant des séminaires nationaux sur les politiques ; le manuel statistique qui sera utilisé dans quatre ateliers de formation nationaux cette année-ci et l'élaboration d'une méthodologie de formation qui combinera la formation aux affaires et les services de formation professionnelle.

Ces réunions ont recommandé de veiller à ce que le projet parvienne à bon terme à la fin de l'année 1991 et que la plupart de ses objec-

tifs originels soient atteints. Il serait bon que les principaux résultats des activités restant à exécuter soient entre autres :

- une synthèse de tous les rapports d'études de cas afin de les regrouper en un seul document, qui serait utilisé pour l'atelier régional d'experts des pays africains en novembre 1991 ;

- des ateliers nationaux de statistiques destinés non seulement à former des utilisateurs et des producteurs de statistiques mais encore à sensibiliser les techniciens et les dirigeants à la nécessité d'intégrer les questions du secteur informel à la planification nationale ;

- des sessions hebdomadaires de formation pour chefs de micro-entreprises, des ateliers mensuels pour le perfectionnement des formateurs et des tables rondes mensuelles afin de sensibiliser les fonctionnaires. Les études de cas concernant la formation devront elles aussi être terminées et il faudra évaluer l'impact de cette formation.

Des représentants du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (organisme bailleur de fonds), la CEA (agent d'exécution) et les autres organisations participant au projet (l'OUA, l'INSTRAW, l'OIT et le Bureau des services aux projets du PNUD qui est l'agent d'exécution du projet de contrepartie concernant l'aide au crédit destiné aux femmes) ont assisté à ces réunions. Les dernières réunions des Comités interorganisations et directeur auront lieu en septembre 1991. □



Jour de marché à Santa Cruz (Cap Vert).
Photo WFP/Sayagues

Essais pour cerner le concept de secteur informel

Cet article résume un exposé de Gita Sen, du Centre d'études du développement à Trivandrum, Etat du Kerala (Inde) et consultante de l'INSTRAW, à la Réunion consultative du groupe d'experts pour l'analyse des politiques macro-économiques en faveur des femmes du secteur informel, organisée par l'INSTRAW, à Rome, en mars 1991.

Depuis que le rapport de l'OIT sur le Kenya en 1972 avait mentionné la notion de secteur informel, les économistes du développement et les statisticiens discutent de sa nature et de ses dimensions. La confusion provient, en partie, du fait que l'activité économique organisée, formelle, est supposée normale, si bien que le secteur informel, dès ses débuts, a été perçu comme un concept fourre-tout pour tout ce qui reste. Ainsi, dans la pratique, le concept englobe une gamme et une variété d'activités économiques dont le dénominateur commun est qu'elles diffèrent de celles du secteur formel. Les unités informelles sont considérées comme étant de petites dimensions, comme utilisant

(suite p. 9)

Centre africain de formation et de recherche pour les femmes :

Amélioration de l'accès des femmes au crédit par le biais de la formation à la gestion et aux techniques de crédit

Le Centre africain de formation et de recherche pour les femmes a entrepris des activités visant à améliorer les capacités des femmes dans le domaine de la gestion des entreprises et de l'accès au crédit. Ce projet, intitulé "Amélioration de l'accès des femmes au crédit par le biais de la formation à la gestion et aux techniques de crédit" a été conçu pour toute la région africaine après avoir utilisé trois pays - l'Éthiopie, l'Ouganda et le Rwanda - comme champ d'expérimentation pour l'élaboration de mesures destinées à accroître l'accès des femmes au crédit. Ce projet, d'une durée de deux ans, financé par l'Autorité suédoise pour le développement international, a deux objectifs immédiats : accroître et améliorer l'accès aux services de crédit existants pour les femmes pauvres des zones rurales et urbaines et établir des projets pilotes afin de tester différentes possibilités de développement pour des industries de petites dimensions.

Les résultats prévus sont au nombre de quatre :

- Adoption de mesures pour améliorer les capacités des femmes dans le domaine de la gestion.
- Formation à la gestion et aux compétences propres aux chefs d'entreprises de 25 femmes d'affaires.

• Réalisation de trois projets nationaux pilotes fonctionnant parfaitement et autosuffisants à la fin du projet.

• Financement de projets individuels ou de groupes qui découleront des projets pilotes et continueront aussi longtemps que durera le projet.

Les responsables du projet ont entrepris des études exploratoires et/ou de faisabilité dans les trois pays pilotes afin d'obtenir une perspective générale des questions et besoins dont le projet doit s'occuper. Des actions sont nécessaires dans plusieurs domaines, et notamment, pour la préparation des femmes remplissant les conditions pour l'obtention d'un crédit, pour les aider à identifier des projets bien définis, susceptibles d'être acceptés par les banques, et entrepris grâce à un prêt, leur fournir l'aide les habilitant pour le crédit et les rendant plus fiables et accroître la capacité des organisations intermédiaires et d'appui à exécuter ces actions.

Etant donné que la formation de 25 femmes d'affaires ne créera pas l'impact nécessaire au niveau régional et qu'il est évident qu'un effet multiplicateur est souhaitable, les femmes d'affaires ont été formées par des méthodes tant directes qu'indirectes. L'approche

(suite p. 12)

Essais pour cerner...

(suite de la p. 8)

une main-d'oeuvre nombreuse, d'un rendement relativement faible, non syndiquée et généralement mal payée et comme opérant le plus souvent en dehors des réglementations ou de l'aide du gouvernement. S'il est certain qu'il y a une certaine validité descriptive dans cette approche, il faut établir certaines différences entre la femme qui pousse une charrette à bras et fait des livraisons dans les rues des villes et celle qui à la tête d'une petite entreprise fabrique des vêtements qu'elle vend à l'exportation.

L'OIT a fait des progrès considérables en direction de l'unification des concepts et des méthodes dans divers pays. Malgré cela, les comparaisons diachroniques au sein d'un même pays dépendent dans certains pays des données des recensements. Un problème supplémentaire concernant l'estimation de la dimension du secteur provient de ce que quelques-unes de ses activités au moins sont à la limite de la légalité. Dans certains pays, ceux par exemple où le trafic d'armes ou de drogue sont des activités importantes, cela pose un problème sérieux. Mais même dans les autres, les activités des micro-entreprises ou des travailleurs indépendants violent souvent les réglementations gouvernementales en matière d'impôts, d'autorisations ou d'emploi et cela jette quelques doutes sur l'exactitude des données obtenues dans les enquêtes. Traiter des données basées sur les enquêtes sur les ménages requiert une classification des travailleurs ayant des activités multiples dont certaines appartiennent au secteur informel et d'autres au secteur formel. Bien que ce phénomène ait été traditionnellement plus fréquent dans les économies à revenus élevés et socialistes, les observateurs ont remarqué qu'il est en expansion même chez les professionnels dans les pays africains ayant affronté une baisse importante de leur niveau de vie réel au cours des années 80.

Croissance du secteur au cours des années 80

Cependant, les données semblent indiquer une croissance du secteur informel pendant les années 80. Selon les

données des recensements de population de 17 pays latino-américains, en 1980 la population active non agricole non rémunérée oscillait entre 10,8 % de la population urbaine du Costa Rica à 44 % de celle-ci en Bolivie. De 1950 à 1980 la plupart de ces pays avaient enregistré une augmentation de ce taux. Ces données incluent les travailleurs indépen-

Quatre ateliers de formation aux statistiques auront lieu en Afrique

Quatre ateliers de formation aux statistiques concernant les activités des femmes du secteur informel seront organisés par l'INSTRAW en 1991. Les deux premiers se tiendront en Gambie et en Zambie, en mai, puis les deux autres au Burkina Faso et au Congo, en août. Ces ateliers représentent l'étape finale de la mise en oeuvre du volet "statistique" du projet du PNUD sur le secteur informel africain qui a démarré en 1988 (voir *INSTRAW Nouvelles No 12*). Les principaux objectifs des ateliers sont de former les producteurs aux techniques de compilation et d'analyse des statistiques concernant la contribution des femmes au secteur informel dans les quatre pays concernés par le projet. Les participants de ces ateliers seront des fonctionnaires des bureaux nationaux de statistique, des départements de statistiques des ministères gouvernementaux, d'institutions non gouvernementales, des chercheurs et des dirigeants des secteurs public et privé de chacun des pays.

Ces ateliers permettront aux producteurs et aux utilisateurs de statistiques concernant le secteur informel d'établir un dialogue. Ils dégageront également la manière d'améliorer la qualité et l'accessibilité des données provenant de sources diverses, comme les recensements, les enquêtes et les documents administratifs et ils s'efforceront de normaliser les concepts utilisés pour la collecte des données sur le secteur informel. De plus, les documents de l'atelier seront testés afin de pouvoir être utilisés comme matériaux de formation. La documentation sera composée par plusieurs publications de l'INSTRAW: *Manuel sur les méthodes de compilation et d'analyse des statistiques concernant les femmes du secteur informel travaillant dans l'industrie, le commerce et les services*, *Synthèse des études nationales pilotes sur la compilation des statistiques concernant les femmes du secteur informel dans quatre pays* et des rapports sur les études de cas ayant trait aux statistiques, aux femmes et au secteur informel dans les pays concernés.

dants et aides familiaux non rémunérés (à l'exception des employeurs et de ceux travaillant dans des professions scientifiques, techniques et libérales) ne travaillant ni dans l'agriculture ni dans les industries extractives.

Les données comparables pour l'Afrique et l'Asie pour les années 70 et 80 s'échelonnent de 17,2 % en Algérie jusqu'à 75 % au Mali et de 10 % à Hong-Kong jusqu'à 48 % en Inde. Ces données ne prennent pas en considération un élément important de l'emploi dans le secteur informel : les travailleurs salariés gagnant moins que le salaire minimum et travaillant sans couverture sociale, ni indemnités de chômage, ni prestations ni avantages d'aucune sorte ni protection syndicale. Si l'on incluait ces travailleurs, les estimations seraient évidemment plus élevées dans la plupart des pays.

Les comparaisons diachroniques pour les années 80 n'existent que pour l'Amérique latine. Les données de neuf enquêtes nationales sur les ménages montrent que le pourcentage du secteur informel non agricole (en excluant les travailleurs gagnant moins que le salaire minimum) est passé de 26 % en 1980 à 31 % en 1985. Dans l'ensemble, ce progrès s'est effectué aux dépens de l'emploi dans le secteur privé formel qui a décliné de 58 % à 53 % pendant la même période. Au cours de ces cinq années, le chômage s'est accru de 8,1 %.

L'emploi dans les manufactures a ralenti dans l'Asie du Sud et l'emploi dans la fonction publique a lui aussi diminué pendant les crises d'ajustements structurels des années 80, ce qui signifie une croissance équivalente des activités du secteur informel dans ces régions. Les salariés représentent à peine 10 % des travailleurs du secteur informel en Afrique, alors que les apprentis et les aides familiaux atteignent 40 %. En Amérique latine et en Asie le pourcentage de salariés semble beaucoup plus élevé. Ceci peut provenir de l'importance relative en Afrique des services et du commerce informel en comparaison avec les petites entreprises de production, à l'inverse de ce qui se produit dans les deux autres régions.

Féminisation de la main-d'oeuvre

Malgré le fait que de nombreuses études de grande envergure ne font pas toujours une désagrégation par sexe des données, la féminisation croissante de la main-d'oeuvre est une thèse solide. Pour les années 80, sur un échantillon de 35 pays en développement et de 20 pays développés, les taux d'activité économique concernant les femmes ont progressé dans 69 % des pays en développement et dans 90 % des pays développés. Quelques remplacements d'hommes

Les salaires des femmes du secteur informel sont non seulement inférieurs au salaire minimum, ils sont également inférieurs à ceux des hommes

par des femmes au sein de la main-d'oeuvre peut donc s'être produit et ceci est confirmé en partie par l'accroissement enregistré entre 1975 et 1985 dans la proportion de femmes exerçant des emplois non agricoles. Dans les pays africains, ce taux est passé de 13 à 20 % et des augmentations tout aussi importantes ont été enregistrées également dans un certain nombre de pays d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

La proportion de femmes travaillant dans des entreprises manufacturières a elle aussi augmenté; cet accroissement

est particulièrement remarquable dans certains pays subsahariens, et quoique moins frappant, il reste encore important en Amérique latine et en Asie. Pourtant, dans certains pays au moins, les femmes sont embauchées soit pour des emplois de fabrication récemment créés et mal payés, soit au niveau le plus bas de l'échelle des emplois existants. C'est pour cette raison que l'accroissement des taux d'activité économique et la participation des femmes peuvent dépendre de l'importance croissante du secteur informel au sein du marché du travail.

Très peu de données chronologiques sont disponibles pour les femmes travaillant à leur compte, mais ces données semblent indiquer que les femmes sont devenues un élément de plus en plus représentatif parmi les travailleurs indépendants pendant les années 70 et 80. Les femmes sont de plus en plus nombreuses aux deux extrémités du secteur informel -- les travailleurs gagnant des salaires très bas (souvent inférieurs au salaire minimum) dans de petites entreprises de production et les travailleurs indépendants qui améliorent leur condition de vie grâce à des capitaux infimes, des capacités ou l'accès à d'autres ressources).

Une autre catégorie de travailleuses qui a contribué de façon significative à la féminisation de la main-d'oeuvre est celle des femmes employées dans les chaînes de montage à forte intensité de travail des grosses sociétés. Ces travailleuses gagnent souvent plus que le salaire minimum et leurs conditions de travail sont meilleures que celles rencontrées dans les petites entreprises. Au sens strict, elles ne font pas partie du secteur informel, mais il existe souvent de nombreux liens fondamentaux entre ces travailleuses et les autres, si bien qu'il faut les prendre en considération dans toute discussion portant sur le secteur informel.

Les salaires des femmes du secteur informel sont non seulement inférieurs au salaire minimum, ils sont également inférieurs à ceux des hommes. A Lima (Pérou), par exemple, les salaires des femmes travaillant dans des entreprises employant plus de 10 travailleurs sont égaux à ceux des hommes travaillant dans des entreprises de très petite dimension.

Il existe une ségrégation professionnelle considérable qui se base sur le sexe. Dans la plupart des professions manuelles, un seul des sexes domine clairement, et cette ségrégation se rencontre aussi bien dans le secteur formel qu'informel. Alors que les professions exercées par les hommes tendaient à chevaucher la frontière entre les secteurs formel et informel, les professions exercées par les femmes se limitaient beaucoup plus au secteur informel et il s'agissait de professions presque exclusivement "féminines". De plus, les professions des hommes exigeaient un degré de savoir-faire bien supérieur à celui des professions des femmes qui -- hormis les travailleuses de la confection -- étaient généralement classées comme manoeuvres.

Préoccupation à cause de l'excédent de main-d'oeuvre

Le débat concernant le secteur informel au cours des années 70 se situait au nombre des tentatives pour comprendre la nature des migrations des campagnes vers les villes dans les pays en développement et il surgissait des préoccupations existantes face au phénomène du chômage "déguisé" ou de la soi-disant main-d'oeuvre "excédentaire". Les recherches les plus récentes des années 80 situent carrément l'économie informelle parmi les changements structurels à long terme qui affectent les économies mondiales et nationales

(suite p. 12)

En liaison avec les commissions régionales

Le projet de l'INSTRAW réalisera un travail préparatoire en vue d'améliorer l'emploi des femmes dans le secteur informel

Une approche régionale destinée à améliorer la participation des femmes aux activités du secteur informel est actuellement mise au point par l'INSTRAW sous forme d'un projet de recherche et de formation d'une durée de trois ans, dont le démarrage est prévu pour la fin 1991. Il s'agit de compiler dans plusieurs régions des informations sur la condition des femmes, leur participation au sein du secteur et leur contribution à celui-ci, susceptibles d'être utilisées pour élaborer des plans d'action destinés à améliorer les offres d'emploi, la productivité et les revenus dans le secteur informel, renforçant ainsi l'intégration des femmes aux économies nationales. L'Institut préparera également des directives sur la manière de tenir compte systématiquement de la participation des femmes au secteur informel dans la formulation de la planification et des politiques.

Ce projet a quatre objectifs immédiats :

1. Créer des mécanismes de coopération interrégionale dans le domaine des programmes d'intégration des femmes au développement, et plus particulièrement, au secteur informel.

2. Analyser la condition des femmes du secteur informel et identifier leurs besoins en matière d'accès aux ressources et à la formation.

3. Formuler des directives et des plans d'action pour les initiatives destinées à améliorer la condition des femmes du secteur.

4. Renforcer la communication interrégionale et les canaux pour la diffusion des résultats des travaux parallèles sur le secteur informel susceptibles d'être adaptés à d'autres régions.

Le projet sera mis en oeuvre en Asie, en Amérique latine et en Afrique grâce à une programmation parallèle de l'INSTRAW et des commissions régionales des Nations Unies.

Le secteur informel devient chaque jour davantage le gagne-pain de la majorité de la population des pays en développement. De plus en plus de demandeurs d'emploi, de jeunes en condition d'abandon scolaire et de travailleurs évincés dans le secteur formel accourent vers le secteur informel -- mais pas seulement comme vers leur planche de salut, mais parce qu'ils sont attirés par l'autonomie et la liberté d'innovation qu'il leur offre. Bien que son potentiel soit limité à cause de l'insuffisance de l'aide gouvernementale, s'il n'y avait pas de secteur informel auquel recourir, le chômage serait encore plus généralisé.

Ainsi, pendant les années 80, beaucoup de pays africains ont adopté des programmes d'ajustements structurels qui ont réduit les effectifs du secteur public. Des programmes conçus pour faciliter l'absorption des travailleurs évincés avaient, cependant, pour objectif principal le développement des petites entreprises, et ne tenaient souvent pas compte ni des micro-entreprises ni des affaires du secteur informel. L'opprobre qui va souvent de pair avec le secteur informel sabote les initiatives des gouvernements visant à adopter des politiques spécifiques. Et malgré la création d'organisations internationales pour satisfaire les besoins du secteur, il faut accorder davantage d'importance au secteur pour que les gouvernements encouragent de manière plus activement la croissance des entreprises du secteur informel.

(suite p. 20)

• NOTRE CHOIX

Publications récentes sur le secteur informel

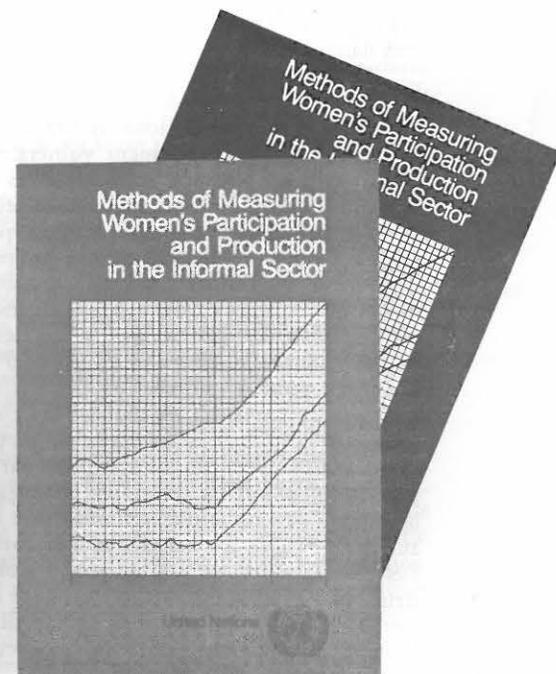
Methods of Measuring Women's Participation and Production in the Informal Sector. Nations Unies, New York, 1990, 216 pages, en anglais. Ouvrage destiné à la vente, No. E. 90. XVII. 16.

Ce rapport technique fournit une meilleure base en matière de procédés pour élaborer des indicateurs sur le secteur informel et la participation des femmes à ce dernier, en termes d'emploi et de production économique dans les comptabilités nationales. La première partie examine les concepts et les définitions, et entre autres, les projets de définition du secteur informel, l'activité économique informelle dans le cadre du Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN), la

production du secteur informel et la production non monétaire en dehors du SCN. Les sources de données, telles que les recensements démographiques et économiques, les enquêtes par sondage sur les ménages, les statistiques sur les prix et les documents administratifs, y sont également décrites et les méthodes pour calculer la contribution des femmes au développement du secteur dans les zones rurales et urbaines y sont présentées en détail.

La deuxième partie du rapport porte sur la collecte et la compilation des statistiques concernant l'emploi du temps pour quantifier la participation des femmes au secteur informel. Elle examine des études nationales de pays en déve-

(suite p. 16)



Essais pour cerner...

(suite de la p. 10)

et elles étudient ses répercussions à court et à moyen terme sur les crises économiques et les politiques de restructuration.

Les nouvelles écoles de pensée considèrent également le secteur informel comme un phénomène propre aux pays en développement comme aux pays développés et elles sont conscientes que de nombreuses activités de ce secteur ne sont pas traditionnelles mais modernes. C'est pourquoi, elles considèrent que les femmes sont un élément capital pour la croissance des activités du secteur informel tant par le fait qu'elles sont activement recrutées par les entreprises cherchant de nouvelles manières pour abaisser leurs coûts et adopter les technologies nouvelles que par leur capacité de réaction face à la crise qui affecte leurs moyens d'existence et leurs revenus réels et qui constitue l'envers des restructurations macro-économiques.

Les changements structurels qui ont transformé le contexte des secteurs formel et informel opèrent aux niveaux macro et micro-économiques. L'accroissement du chômage déclaré a contribué au déclin marqué de l'importance numérique des syndicats et du pouvoir de négociation dans la plupart des pays. Au niveau micro, il en est résulté le remplacement des travailleurs à plein temps par des travailleurs à temps partiel, des saisonniers et des sous-traitants ainsi que l'exigence de compétences moindres et de formation moins poussée pour occuper les emplois. L'accroissement qu'entraînent ces phénomènes dans la "chaîne de montage mondiale" a abouti à une escalade de la concurrence internationale des pays exportateurs aux salaires peu élevés, renforçant la pression sur les syndicats des centres manufacturiers traditionnels.

Trois caractéristiques structurelles de l'économie informelle ont été mises en lumière. Premièrement, son lien systémique avec l'économie formelle : les réseaux spécialisés formés par des entreprises opérant en dehors des réglementations libèrent les grandes entreprises des contraintes que leur imposent les contrôles sociaux et les normes institutionnelles. Les grandes sociétés se sont décentralisées en unités semi-autonomes et le plus grand nombre possible de ces unités sont informelles, de sorte qu'elles combinent les avantages de la souplesse et ceux des activités non réglementées dans un milieu réglementé.

Leur seconde caractéristique, c'est que les travailleurs de l'économie informelle sont inclinés à accepter des salaires inférieurs et des conditions de travail moins satisfaisantes parce qu'ils sont socialement vulnérables. Ce n'est pas par hasard que les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et les immigrants sont en majorité au sein de ce secteur.

La troisième caractéristique, c'est que les activités informelles, bien que s'effectuant à la limite de la légalité, sont tacitement ou franchement encouragées par les gouvernements qui voient en elles un mécanisme susceptible de raviver la croissance économique, d'augmenter la productivité, de faire baisser le chômage déclaré et d'améliorer le canevas social. Le secteur informel est devenu, aux yeux des grands bailleurs de fonds, le secteur porteur et le secteur décisif pour la relance des économies des pays en développement.

Les années 80 ont été marquées par un revirement complet du débat sur les politiques stratégiques. L'idéologie de la théorie de l'offre qui accordait une importance extrême aux mécanismes de marché et à la compétitivité des coûts s'est matérialisée en une stratégie globale d'"ajustements structurels et de stabilisation" qui a été associée aux changements radicaux des relations de travail dans la plupart des économies mondiales. Dans les pays en développement, la

théorie de l'offre s'est traduite en programmes d'ajustements structurels préconisés par la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international qui reposent sur la croyance que les principaux goulots d'étranglement structurels proviennent dans la plupart des pays de l'intervention excessive des gouvernements dans la vie économique.

L'impact à court terme de la déflation de la demande interne combiné au panorama morose du commerce mondial a provoqué une récession considérable, une progression importante du chômage déclaré et l'expansion des activités économiques informelles. Les conséquences de la récession nationale sur le secteur des sous-traitants du secteur informel varient selon que les produits sont destinés au marché national ou à l'exportation. Les politiques d'ajustements structurels qui entraînent la dévaluation de la monnaie nationale peuvent favoriser les sous-traitants qui fabriquent pour l'exportation. Les sous-traitants qui travaillent pour le compte des grosses sociétés transnationales dans des zones industrielles sont mieux placés pour tirer profit de la dévaluation. Au contraire, les sous-traitants qui travaillent pour le marché national seront affectés négativement par la récession qui touche leur société-mère. La partie du secteur informel qui tend à s'étendre en conditions de récession est celle du travail indépendant à très petite échelle.

Dans trois pays latino-américains, le service domestique représentait entre 1960 et 1980 la plus grande partie des emplois féminins du secteur informel. Cependant, s'il est vrai que ce secteur est devenu plus visible entre 1980 et 1985, il s'est également appauvri puisque l'augmentation de

(suite p. 22)

Centre africain...

(suite de la p. 9)

directe a consisté en un voyage d'étude pour 16 femmes d'affaires de pays d'Afrique de l'Est et australe jusqu'au Ghana, au cours duquel elles ont pu réaliser des activités de chefs d'entreprise. Grâce à la méthode indirecte, 40 monitrices ont été formées à la gestion et à l'apprentissage et au perfectionnement du savoir-faire des chefs d'entreprise.

Les projets nationaux pilotes englobent des actions telles que la création et l'expansion de groupes; la captation de l'épargne parmi les groupes et la mise en relation de l'épargne et des institutions financières, l'identification des projets bancables et leur accès au crédit.

Le projet comprend les volets suivants : établissement de relations, organisation institutionnelle, démarrage du projet pilote, évaluation du projet et diffusion des informations.

Les organisations désignées pour mettre en oeuvre les différents volets sont, entre autres, la CEA, l'OUA et l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le volet "politiques"; l'INSTRAW et le Bureau de statistiques des Nations Unies pour le volet "statistique" et l'OIT pour le volet "formation". L'UNIFEM a participé au volet "crédit" par le biais de son projet portant sur les systèmes d'aide au crédit. L'objectif global de ce projet était d'améliorer la capacité de planification de toutes les institutions concernées par la productivité et par la production des femmes du secteur informel. La CEA est aussi l'agent d'exécution et elle a à sa charge la coordination globale du projet. Les pays concernés par le projet sont le Burkina Faso, le Congo, la Gambie et la Zambie.

Un projet complémentaire concernant le crédit (RAF/87/063) est actuellement mis en oeuvre par le Bureau des services aux projets en étroite liaison avec les trois autres volets de ce projet sur le secteur informel. A long terme, les initiatives et les approches nouvelles en matière d'établissement d'un environnement permettant d'améliorer les conditions et les lieux de travail, l'infrastructure, les méthodes de promotion et de production des exploitants du secteur informel, les modules de formation et le système d'aide au crédit pour les activités du secteur informel auront priorité et elles seront mises en oeuvre afin d'accroître la contribution des femmes au développement national. □

Pour les femmes dominicaines le secteur informel signifie la survie

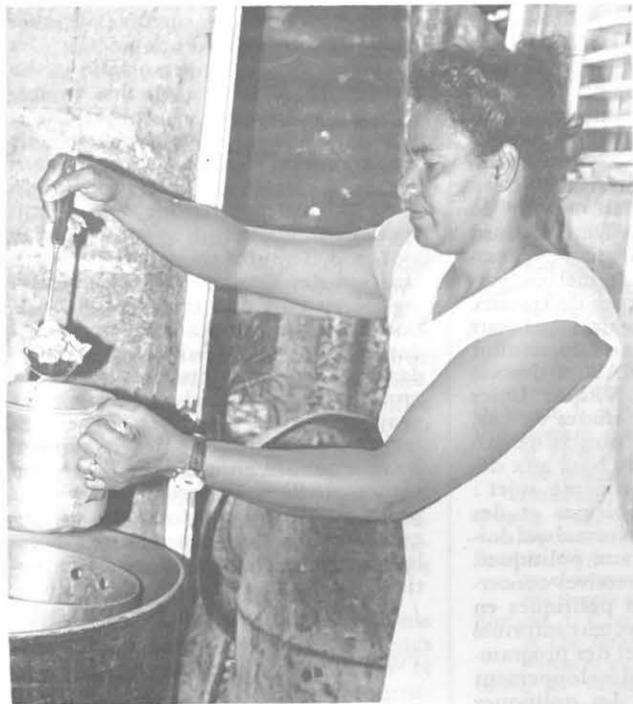
Dans la banlieue Nord de Saint-Domingue (République dominicaine), le "barrio Sabana Perdida" a surgi de terre au cours de ces dernières années. Cet amas de cabanes aux toits de tôle ondulée abrite plusieurs milliers de personnes.

Un assainissement non hygiénique et des conditions de vie généralement précaires dominent à Sabana Perdida et pour ses femmes "le problème qui se pose n'est pas la diversification mais gagner sa vie" dit Valentina Pezoa qui travaille à leurs côtés pour l'ADOPEM. L'Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer (ADOPEM), filiale de la Women's World Banking, offre aux femmes et aux groupes de solidarité de cette communauté et de bien d'autres communautés urbaines similaires des prêts destinés à des micro-entreprises. Des financements sont également octroyés par la Banque interaméricaine de développement.

Malgré l'inconfortable et long trajet jusqu'à la capitale et le bas niveau des revenus des résidents du barrio, de nombreuses bénéficiaires des prêts de l'ADOPEM font des affaires florissantes. Elles vendent des fruits et des légumes sur des étals en pleine rue, font la cuisine ou gèrent un salon de coiffure à domicile, cousent des chaussures qu'elles revendent à l'usine locale ou bien font des couvre-lits sur commande. Ces femmes chefs de micro-entreprises dont le but est l'autosuffisance économique sont déjà presque sorties



Nora Sánchez
coud un couvre-lit.



Cándida Cueva López prépare du mondongo, et contribue ainsi à faire vivre sa famille.

Photos E. Meitzer

du secteur informel. Bien qu'elles ne paient pas d'impôts, elles ont à s'acquitter de la patente sur les ventes.

Rosaura Navarro Mota a 30 ans, elle est mariée, avec quatre enfants. Elle s'était inscrite à une école d'esthéticienne afin d'arrondir les revenus de son mari, mais elle a trouvé que la vente de produits de mercerie, de bananes et de rhum dans une échoppe minuscule dans les rues de Sabana Perdida était bien plus rentable. Il y a trois ans, elle s'est affiliée à l'ADOPEM qui lui a accordé un prêt de 55 \$; actuellement elle gagne 76 \$ par mois et son affaire vaut 1.600 \$. Rosaura est l'une des cinq membres d'un groupe d'emprunteuses solidaires de l'ADOPEM qui lui a appris à tenir sa comptabilité et l'a encouragée à se lancer dans son affaire.

Couturière pendant presque toute sa vie, Nora Sánchez, qui a 55 ans, vient de Barahona. Elle supervise actuellement deux autres femmes de sa famille qui font des couvre-lits et elle se vante de pouvoir en coudre trois ou quatre par jour à elle seule. Nora achète le coton par livre sur le marché de Saint-Domingue et elle vend chaque couvre-lit environ 7 \$. Son autre source de revenus est la cuisine, mais cette affaire ne mache pas aussi bien à cause de la récession qui sévit.

L'argent est lui aussi un problème pour Miledi Ramírez. Cette mère de neuf enfants (de 16 à 31 ans), a 49 ans. Elle vend les légumes de son jardin et dépense une bonne partie de ses revenus mensuels, qui se montent à 80 \$ en médicaments et en visites chez le médecin qui peuvent lui coûter 12 \$ chacune. Elle se rend sur le marché de Saint-Domingue chaque jour en autobus mais elle doit payer le conducteur pour le transport de ses produits. Chaque *bulto* lui revient



Miledy Ramírez
à son étal de légumes.

environ à 0,20 \$, selon le poids, dans un pays où le salaire minimum journalier atteint à peine 2,25 \$.

Le mari de Cándida Cueva López l'a abandonnée il y a six ans. Elle dit qu'il l'a volée et si l'on en juge par l'illustration d'une revue accrochée en bonne place sur le mur de son salon de coiffure ("Femmes battues : que se passe-t-il chez vous?"), il la battait également. Cándida avait peur que

si elle laissait ses enfants seuls toute la journée pour aller travailler ils ne deviennent des toxicomanes et c'est pour cette raison qu'elle a choisi de travailler à domicile. Elle prépare du *mondongo* (des tripes) avec l'aide de trois employées auxquelles elle donne 20 % de son propre bénéfice. Elle abandonnera son salon de coiffure à domicile à cause des faibles profits dûs aux coupures de courant - phénomène fréquent dans cette capitale des Caraïbes de 1,2 millions d'habitants où les dollars sont rares.

Depuis qu'elle s'est affiliée à l'ADOPPEM, Cándida a réussi à acheter trois lopins de terrain à Sabana Perdida. Elle prévoit de payer 160 \$ pour en louer un quatrième plus proche du centre pour son commerce de *mondongo* et elle dit avec fierté qu'elle vient d'acheter le zinc pour le toit. Pourtant, quand on lui demande quel est son "métier", Cándida répond : "Je ne travaille pas".

Un jour de travail qui consiste à coudre près de 100 paires de chaussures rapporte 21,60 \$ à María Pou; elle peut arriver à gagner de 96 \$ à 152 \$ par semaine, selon la quantité de paires qu'elle vend au magasin géré par la société fabricante de chaussures qui lui livre à domicile des biens non terminés par sacs de trois pieds de hauteur. María a cinq aides familiaux et il semble que ses affaires marchent bien si l'on en juge par la chafne hi-fi et les trois postes de télévision alignés le long du mur de son salon. Elle travaille de la sorte depuis cinq ans et elle achète les chaussures au-dessous du pair car sa façon est prise en considération dans le prix. □

Les experts examinent les politiques macro-économiques

Une réunion consultative d'experts pour analyser les politiques macro-économiques concernant la participation des femmes au secteur informel a été organisée par l'INSTRAW avec l'aide financière du gouvernement italien. L'Association italienne pour la participation des femmes au développement (AIDoS), point focal de l'INSTRAW en Italie, a co-organisé la manifestation.

La réunion s'est tenue au siège de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome du 18 au 22 mars 1991. Elle avait pour objectif principal d'examiner les politiques visant à aider les femmes travaillant dans le secteur informel en matière d'infrastructure de base, d'accès au crédit, à l'éducation et à la formation dans le but de créer des revenus et de permettre aux femmes de maîtriser leurs revenus au profit de leurs familles. Les experts ont également évalué le degré de participation des femmes au secteur informel et les différentes manières dont elles y participent, puis ils ont défini des principes directeurs pour la recherche.

Le travail de l'INSTRAW concernant le secteur informel fait partie du programme ordinaire de l'Institut depuis 1988, mais il était alors axé

essentiellement sur les statistiques. La réunion a été pour l'INSTRAW l'occasion de s'engager pour la première fois dans le domaine de la formulation des politiques qui est considérée comme un premier pas décisif pour améliorer la condition des femmes au sein du secteur informel.

La réunion s'articulait autour de trois thèmes centraux. Tout d'abord elle a fait l'historique du rôle des femmes dans le secteur informel en étudiant l'évolution des types de travaux réalisés par les femmes ainsi que leur participation au secteur et le résultat des travaux de l'INSTRAW et des autres organisations des Nations Unies dans ce domaine. Des études de cas, des programmes et des projets de différents pays ont servi de base aux débats portant sur le deuxième sujet : l'identification des problèmes et des contraintes du secteur informel qui doivent être résolus grâce aux politiques.

La discussion des directives concernant la formulation des politiques en faveur des femmes du secteur informel a porté sur des projets et des programmes de planification du développement national ainsi que sur des politiques agricoles, financières, monétaires et du travail. Elle s'est également penchée sur l'impact des programmes d'ajuste-

ments structurels et sur les politiques macro-économiques réglementant les importations et les exportations, les restrictions gouvernementales en matière d'autorisations et de permis, la commercialisation, les systèmes de sous-traitance, les obstacles limitant l'accès à certaines professions ainsi que les réglementations concernant le salaire minimum.

Les différentes modalités de participation des femmes au secteur informel - en tant que travailleuses occasionnelles, sous-traitantes, employées domestiques ou travailleuses indépendantes - ont été étudiées par deux groupes de travail qui ont élaboré des propositions de directives concernant les politiques ainsi que des recommandations qui ont ensuite été adoptées en séance plénière. Les recommandations portaient sur quatre domaines spécifiques : les politiques monétaires, fiscales, extérieures et du travail, et en particulier sur les aspects suivants :

Politiques monétaires

Les participants ont considéré que les politiques monétaires et financières devraient être plus innovatrices et plus équilibrées afin de mieux satisfaire

les besoins des femmes du secteur informel et qu'il fallait, entre autres, étudier jusqu'à quel point la déréglementation et la libéralisation améliorent l'accès des femmes au crédit orienté vers les petites entreprises.

Les points suivants doivent être pris en considération dans la formulation des politiques :

- Créer des lignes de crédit spéciales par le biais des banques commerciales et des autres institutions financières.

- Créer des conditions de prêt adéquates qui tiennent compte des contraintes structurelles, légales et socio-culturelles qui pèsent particulièrement sur les femmes.

- Offrir des prêts ayant des durées, des conditions et des montants adaptés aux besoins particuliers des femmes du secteur informel.

- Sensibiliser les banques aux taux de remboursement élevés des prêts accordés aux femmes.

- Simplifier les formalités inhérentes à la procédure de prêt.

- Encourager les prêts aux groupes et les *credit unions* afin d'abaisser le coût des emprunts et des prêts; et

- Accorder des primes aux banques afin qu'elles étendent leurs services aux zones rurales et qu'elles fournissent aux usagers des informations concernant ces services.

Politiques fiscales

La capacité d'expansion de tout secteur d'activité économique dépend de facteurs influencés à la fois par l'offre et par la demande. Etant donné que les politiques d'ajustements structurels ont entraîné une diminution considérable de la demande dans les secteurs économique et social, il peut se révéler utile de déterminer quels groupes du secteur informel -- et notamment les femmes -- sont susceptibles de réagir en cas d'élimination des contraintes limitant l'offre.

Les experts ont ensuite demandé :

- Une évaluation approfondie des besoins et capacités afin de garantir l'efficacité et l'effectivité des programmes.

- Un examen minutieux du rôle et de l'impact des dépenses gouvernementales, subventions comprises, afin d'identifier leurs aspects positifs et négatifs sur les activités des femmes du secteur informel.

- Réaffectation de ressources budgétaires afin d'améliorer les services sociaux pour alléger le fardeau des multiples responsabilités qui incombent aux femmes.

- Etude d'autres manières et moyens d'offrir des services tels que garderies d'enfants et cuisines communales et évaluation du type d'aide gouvernementale nécessaire à partir des expériences de différents pays afin d'identifier ceux qui peuvent être imités.

(suite p. 21)

Choix de publications sur le secteur informel

- Berger, Marguerite. "Giving women credit: the strengths and limitations of credit as a tool for alleviating poverty", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 1017-32.
- Bonilla, Elssy. "La mujer trabajadora en América Latina", *Economic and Social Progress in Latin America. 1990 Report*, Washington, Banque interaméricaine de développement, 1990.
- Buvinic, Mayra, Marguerite Berger et Stephen Gross. "Una mano para la mujer que trabaja" in *La mujer en el sector informal. Trabajo femenino y microempresa en América Latina*, éd. Marguerite Berger et Mayra Buvinic, Quito, ILDIS, 1988.
- . "Investing in poor women: the psychology of donor support", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 1045-57.
- Carson, C. "The underground economy: an introduction", *Survey of current business*, 64 (mai 1984), p. 21-37.
- Castells, Manuel et Alejandro Portes. "World underneath: the origins, dynamics and effects of the informal economy", in *The Informal Economy: Study in Advanced and Less Developed Countries*, éd. Manuel Castells et Lauren Benton, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.
- Chandarvakar. "The role of informal credit markets in support of microbusiness in developing countries", 1988.
- Charmes, J. "Les contradictions du développement du secteur non structuré", *Tiers Monde*, 82 (1980).
- . "Le secteur informel, un concept contesté des modèles d'évolution inadaptés, une réalité inconnue", *Tiers Monde*, 1987.
- . "A critical review of concepts, definitions and studies in the informal sector", in *The Informal Sector Revisited*, éd. D. Turnham, B. Salome et A. Schwarz, Paris, OCDE, 1990.
- Chen, M. "A sectoral approach to promoting women's work: lessons from India", *World Development*, 17:17 (juillet 1989), p. 1007-16.
- Chinery-Hesse, M. et alt. *Engendering Adjustment for the 1990s: Report of the Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment*, Londres, Secrétariat du Commonwealth, 1989.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). *African Alternative Framework to Structural Adjustment Programmes for Socioeconomic Recovery and Transformation*, Document E/CEA/CM. 15/6/Rév. 3, 1989.
- . INSTRAW et Bureau de statistique des Nations Unies. "Handbook on Compilation of Statistics on Women in the Informal Sector in Industry, Trade and Services in Africa", Saint-Domingue et New York, 1991.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). *Las mujeres en el sector informal de América Latina y el Caribe. Aspectos metodológicos*, Santiago du Chili, 1990 (LC/R. 562).
- . *Changing Production Patterns with Social Equity. The Prime Task of Latin America and Caribbean Development in the 1990s*, Santiago du Chili, 1990 (LC/G. 1601-P), publication des Nations Unies pour la vente No. E.90.II.G.6.
- Cordonnier, R. *Femmes africaines et commerce: les revendeuses de tissu de la ville de Lomé*. Paris, L'Harmattan, 1987, 2ème édition (Collection villes et entreprises).
- Cornia, G., R. Jolly et F. Stewart, éd. *Adjustment with a Human Face*, Oxford, Clarendon Press, 1987.
- De Bandt, J. et P. Hugon. *Les tiers nations en mal d'industrie*, Paris, Economica, 1988.
- Département des affaires économiques et sociales internationales des Nations Unies, la CEA et l'INSTRAW. "Synthesis of Pilot Studies on Compilation of Statistics on Women in the Informal Sector in Industry, Trade and Services in Four African Countries", Saint-Domingue et New York, 1991.
- Dessing, Maryke. *Support for microentreprises: lessons for Sub-sabaran Africa*, Washington, Document technique de la Banque Mondiale No. 122 (1990).
- Escobar, Silvia. "El comercio en pequeña escala en la ciudad de La Paz, Bolivia", in *La mujer en el sector informal. Trabajo femenino y microempresa en América Latina*, éd. Marguerite Berger et Mayra Buvinic, Quito, ILDIS, 1988.
- Fortuna, J. C. et S. Prates. "Informal sector versus informalized labor relations in Uruguay", in *The Informal Economy - Studies in Advanced and Less Developed Countries*, éd. A. Portes et alt., Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1989.
- Gaiha, R. "Structural adjustment and household welfare in rural areas. A micro-economic perspective", rapport d'un consultant de la FAO, 1990.
- González, M. "Lo público y lo privado: El grupo doméstico frente al mercado de trabajo urbano", in *Cambio regional*, éd. G. de la Peña et A. Escobar, Guadalajara, El Colegio de México.

- Grown, C. et J. Sebstad. "Introduction: toward a wider perspective on women's employment", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 937-52.
- Harris, J. C. "Study on the linkage between the formal and informal sector in developing countries: an interim report", 1987.
- Jiggins, J. "How poor women earn income in Sub-saharan Africa and what works against them", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 953-64.
- Lautier, D. "L'ajusteur ajusté", in *Politique d'ajustement. Emploi et dérégulation en Amérique latine*, Colloque au Caire, 1-3 février 1988.
- Liedholm, C. et D. Mead. *Small-scale industries in developing countries: empirical evidence and policy implications*, Université de l'Etat du Michigan, 1987.
- Lim, L. "Women's work in export factories: the politics of a cause", in *Persistent Inequalities*, éd. Tinker, New York, Presses de l'Université d'Oxford, 1990.
- López I. et H. Castano. "Secteur informel et société moderne: l'expérience colombienne", *Tiers Monde*, 28:110 (avril-juin 1987).
- Maldonado, C. "Mobilisation et maintien des capacités des petits producteurs urbains. Evolution et leçons d'une expérience en cours (Mali, Rwanda, Togo), Paris, Organisation internationale du Travail, 10-11 mars 1988.
- McKee, Katherine. "Microlevel strategies for supporting livelihoods, employment and income generation of poor women in the Third World: the challenge of significance", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 993-1006.
- Mesa-Lago, Carmelo. "La seguridad social y el sector informal", *Investigaciones sobre empleo*, série No. 32, Santiago du Chili, Programme régional pour l'emploi en Amérique latine et aux Caraïbes, 1990.
- Moser, Caroline. "The impact of recession and structural adjustment on women: Ecuador", *Development*, Rome, 1989: 1.
- "Gender planning in the Third World: meeting practical and strategic gender needs", *World Development*, 17:7.
- Nations Unies. "Methods of Measuring Women's Participation and Production in the Informal Sector", *Studies in Methods, Série F No. 46*.
- O'Connor, M. "Un essai critique de: Le développement spontané: les activités informelles en Afrique". OEDS, février 1987.
- Oppong C. et K. Abu. *Seven roles of Women*, Genève, Organisation internationale du Travail, 1987.
- Organisation internationale du Travail. "Recommandations internationales sur les statistiques du travail, octobre 1986.
- "Pauvreté et marché du travail urbain: le cas d'Abidjan (Côte d'Ivoire), IIES, 1988.
- Oudin, X. "Population et emploi non structuré en Côte d'Ivoire. Estimation de l'emploi dans les différents types d'activité d'après les statistiques démographiques", Paris, pamphlet AMIRA No. 51, juin 1986.
- Programme régional pour l'emploi en l'Amérique latine et aux Caraïbes. "Los programas especiales de empleo. Algunas lecciones de la experiencia", série document de travail No 225, Santiago du Chili, avril 1983.
- Scott, A. "Informal sector or female sector? gender bias in urban labour market models", in *Male Bias in the Development Process*, éd. D. Elson, Manchester, Presses de l'Université de Manchester, 1991.
- Sen, Gita. "Basic needs provisioning: alternative frameworks and strategies", polycopié, 1990.
- Sethuraman, S. V. "Prospects for employment in the Asian informal sector", Genève, Organisation internationale du Travail, mars 1988.
- Shramshakti. *Report of the National Commission on Self Employed Women and Women in the informal Sector*, New Delhi, 1988.
- Soto, Hernando de. "El otro género: la revolución informal", Lima, Editorial El Barranco Negro, 1986.
- Souza, P. *The Informal sector. A critical evaluation after 10 years*, Campinas, Université de Campinas.
- Spring, A. et V. Wilde. "Women farmers, Structural Adjustment and FAO's Plan of Action for Integration of Women in Development", in *Structural Adjustment and African Women Farmers*, éd. C. H. Gladwin, Gainesville, Presses de l'Université de la Floride, 1991.
- Standing, G. "Global feminization through flexible labor", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 1077-96.
- Stewart, Frances et alt. *The Other Policy*, Londres, Publications de technologie intermédiaires, 1990.
- Tadesse, Z. "Coping with change, women and the African Economy: an overview", polycopié, 1990.
- Tendler, J. "Whatever happened to poverty alleviation?", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 1033-44.
- Tinker, Irene. "Street foods: testing assumptions about informal sector activity by women and men", *Current Sociology*, Londres, 35:3 (hiver 1987).
- "The making of a field: advocates, practitioners and scholars", in *Persistent Inequalities*, New York, Presses de l'Université d'Oxford, 1990.
- Tinturier, D. "Crise économique et développement urbain à Bangui. Le cas de l'activité productrice des femmes", Paris, 1987.
- Todaro, M. P. "Informal sector revisited", Paris, septembre 1988.
- Tokman, Victor. "Policies for a heterogeneous informal sector in Latin America", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), p. 1067-76.
- "The informal sector in Latin America: fifteen years later", au Centre de développement de l'OCDE, 1988.
- Turnham, D., B. Salome et A. Schwarz, éd. *Nouvelles approches du secteur informel*, Paris OCDE, 1990.
- Yunus, N. "Grameen Bank: organization and operations" in *Conference of Donor Agencies for Small Enterprise Development*, 1988.

Voir également "Publications récentes dans le secteur informel" P. 11.

Notre choix...

(suite de la p. 11)

loppement et développés et contient en annexe un résumé des enquêtes d'emploi du temps dans 13 pays. Les méthodes utilisées pour la collecte des statistiques en Amérique latine sont décrites dans la troisième partie et la quatrième partie propose une nouvelle approche pour évaluer la situation économique des femmes.

Ce rapport qui fait partie d'une série publiée par les Nations Unies afin de promouvoir l'amélioration et l'utilisation des statistiques et indicateurs concernant la situation des femmes a été analysé lors d'une Réunion du groupe d'experts pour la quantification des revenus des femmes et de leur participation et contribution au secteur informel, qui s'est tenue à Saint-Domingue, en octobre 1986. Il s'inscrit dans le cadre d'un projet commun de l'INSTRAW et du Bureau de statistique des Nations Unies.

La situación de la mujer en la economía informal - Caso ecuatoriano. Instituto Ecuatoriano de Investigaciones y Capacitación de la Mujer (IECAIM), Quito (Equateur), 1991, 61 pages, en espagnol.

Ce livre est le résultat d'une recherche effectuée à la demande du point focal de l'INSTRAW en Equateur, l'IECAIM, et financée par l'INSTRAW. La recherche faisait partie des initiatives de l'IECAIM visant à améliorer la situation des femmes et à accroître leur participation au processus de développement. Elle avait pour but de fournir des données concernant les femmes du secteur informel en Equateur et de contribuer à l'amélioration et à la mise en oeuvre de programmes d'aide, publics et privés, aux femmes propriétaires de micro-entreprises.

Le livre se divise en trois sections. Le rapport de la direction établit les objectifs et les buts de la recherche, la méthodologie et le choix de l'échantillon (l'enquête touchait 264 femmes propriétaires de micro-entreprises dans trois arrondissements de Quito). L'approche générale du sujet, les caractéristiques démographiques des femmes qui travaillent dans le secteur informel à Quito, leur degré d'instruction, la composition de la famille, leurs conditions de vie, les caractéristiques du travail et de la micro-entreprise ainsi que la création de revenus, tels sont les thèmes qu'examine le rapport descriptif.

La troisième section s'occupe de la vérification de l'hypothèse, à savoir, que pendant les deux dernières décennies, la participation des femmes au processus de développement national a progressé et qu'elles jouent un rôle prépondérant dans le secteur informel où elles représentent près de 40 % de

la main-d'oeuvre du secteur. L'étude souligne que 42 % des ménagères des trois villes principales de l'Equateur sont des actives, qui travaillent dans les



services personnels et le commerce de détail. A Quito seulement, où les femmes sont 47 % de la population active du secteur informel, 20 % environ des femmes âgées de 12 ans et plus sont des chefs de famille.

Women's Ventures: Assistance to the Informal Sector in Latin America. *Éditrices: Marguerite Berger et Mayra Buvinic, Centre international de recherche sur les femmes, Washington, 1989, 265 pages, en anglais.*

Ce recueil réunit d'importants travaux récents sur deux thèmes clés pour le développement latino-américain : l'emploi des femmes et le développement de la micro-entreprise. Il se base pour une grande part sur des exposés présentés en 1986 pendant un séminaire international intitulé "Accès des femmes au crédit en Amérique latine : suggestions pour les programmes de développement".

Cet ouvrage s'adresse aux dirigeants, aux planificateurs et aux administrateurs de projets et il a pour but de rendre les femmes propriétaires d'entreprises en Amérique latine plus visibles, en soumettant leurs besoins à une enquête empirique et les politiques et les programmes à un examen. Quatre grands thèmes centraux y sont analysés : panorama du secteur informel et en particulier le secteur des micro-entreprises au sein de ce contexte, ainsi que les politiques et les programmes conçus pour leur venir en aide; actions de formation et d'assistance technique à l'intention de ce secteur; évaluation désagrégée par sexe des programmes d'assistance technique

et études de cas des programmes de crédit destinés aux petites et micro-entreprises. Ce dernier point concerne Mujeres en Desarrollo (MUDE) Dominicana, l'Association pour le développement des micro-entreprises, Women's World Banking, le Fonds de développement rural du Banco Industrial del Perú, la Fondation équatorienne de développement et un projet de crédit à Quito.

If Women Counted: A New Feminist Economics. *Marilyn Waring, San Francisco, Harper & Row, 1989, 386 pages, en anglais.*

Le côté "politique économique féministe" du titre se réfère à la plaidoirie de l'auteur visant à ce que l'on "attribue une valeur monétaire au travail de production et de procréation non rémunéré" grâce à la redéfinition des termes économiques et statistiques conventionnels afin d'y inclure un indicateur précis de la contribution des femmes au secteur informel. Elle commence par critiquer le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN) qui est largement utilisé pour l'attribution d'aide et d'investissements aux pays en développement, puis elle décrit les outils en usage pour la collecte des informations et l'élaboration des indices dans cette comptabilité nationale et en quoi consiste les "difficultés de calcul".

L'auteur -- qui est diplômée d'économie politique et ancienne élue du parlement néozélandais -- propose un "nouveau modèle d'économie politique mondiale" dans lequel les indicateurs qualitatifs cruciaux de la vie des êtres humains, des loisirs, de "l'économie clandestine", du travail de procréation des femmes et de la pollution de l'environnement devraient être adoptés comme des composantes d'une approche intégrée des indicateurs économiques. Assigner une valeur au travail des femmes dans la comptabilité nationale, insiste-t-elle, changera l'ordre des priorités des dirigeants nationaux et des programmes de développement.

Des cadres de référence, tels que le PNB, qui sont nés de descriptions des économies développées ne devraient pas s'appliquer aux pays en développement où une grande partie de la production s'effectue en dehors de l'économie de marché, selon Mme Waring, qui cite à plusieurs occasions les travaux de l'INSTRAW.

If Women Counted est une approche hardiment innovatrice pour un sujet qui intrigue les spécialistes depuis des décennies. C'est l'ouvrage que doivent lire tous ceux qui souhaitent être au courant de l'évolution des choses en ce qui concerne la participation des femmes au développement. □

Des atelier...

(suite de la p. 7)

méthodes de collecte et d'analyse des statistiques concernant les femmes du secteur informel et leur contribution au produit national pour les pays anglophones, tenu à Siavonga (Zambie) du 23 au 27 juillet 1990. Les participants ont considéré que les distinctions entre organisé et non organisé et entre moderne et traditionnel que l'on associe généralement à l'économie urbaine informelle dans les pays en développement n'étaient pas appropriées pour décrire la nature du travail des femmes et qu'elles ne permettaient pas de quantifier correctement la participation des femmes au processus de production. Le problème provient du manque de précision de la définition du secteur en tant que "la somme de toutes les unités de production qui n'emploient aucun travailleur salarié à titre régulier ou qui en emploient moins d'une certaine quantité".

Les participants ont dit également que puisque les travailleurs indépendants sont majorité dans les activités agricole, il faut disposer pour l'analyse de données séparées pour les activités agricoles et non agricoles. De même, les professionnels et les autres travailleurs indépendants doivent être exclus de ce secteur et il faut établir une distinction entre travailleurs indépendants, aides familiaux non rémunérés et apprentis dans les activités économiques du secteur informel.

Deux critères de définition furent adoptés : la taille des entreprises (un maximum de cinq employés rémunérés) et la propriété (à l'exclusion des unités de production étatisées). Il faudrait définir le secteur, selon les recommandations faites par les deux groupes de travail, comme "la somme de toutes les unités économiques qui fonctionnent en dehors du secteur formel" ou bien comme "étant composé de tous les établissements qui n'emploient aucun ou très peu de travailleurs salariés, sans compter les apprentis". La question serait tranchée au niveau national.

Finalement, ils ont recommandé que l'INSTRAW et le Bureau de statistique des Nations Unies révisent le Manuel en tenant compte des suggestions des deux ateliers régionaux.

L'atelier d'Ouagadougou, accueilli par le gouvernement du Burkina Faso, était financé conjointement par le Bureau de statistique des Nations Unies et la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Ont assisté 36 participants provenance des pays suivants : l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine et Sao Tomé-et-Principe. L'INSTRAW y était représenté par Grace Bediako, conseillère technique du projet.

Quarante-cinq participants en provenance des pays suivants: les Seychelles, la Somalie, le Ghana, la Gambie, la Zambie, le Swaziland, le Malawi, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Nigeria et le Soudan ont assisté à l'atelier de Zambie. L'INSTRAW y était représenté par Marie Paul Aristy, coordinatrice du projet et par Grace Bediako, conseillère technique du projet.

La 78ème session de la Conférence internationale du Travail qui a eu lieu à Genève du 5 au 26 juin 1991 a été convoquée spécialement pour étudier la question du secteur informel. On s'attend à ce que les travaux de la Conférence jettent un jour nouveau sur le concept du secteur informel. □

Définition du...

(suite de la p. 7)

vent en marge des réglementations ou de l'aide gouvernementales", écrit Gita Sen dans un exposé présenté lors d'une réunion de l'INSTRAW sur l'analyse des politiques macro-économiques ayant trait au travail des femmes dans le secteur informel. (Voir l'article p. 8). Elle demande instamment de "faire clairement la distinction entre la femme qui pousse une charrette à bras et fait des livraisons dans les rues des villes et celle qui à la tête d'une petite entreprise fabrique des vêtements qu'elle vend à l'exportation."

Les critères suivants sont utilisés couramment pour définir le secteur : propriété et dimension de l'unité, caractéristiques de son fonctionnement (telles que division du travail et spécialisation), qualification de sa main-d'oeuvre, enregistrement industriel et livres de comptabilité. L'INSTRAW considère que la définition la plus opérationnelle du point de vue des types de statistiques existants devraient se circonscrire aux travailleurs indépendants, aux travailleurs familiaux non rémunérés et chaque fois que cela est possible aux apprentis. Cependant, cette différenciation est obligatoirement limitée par la classification internationale actuelle des situations relatives à l'emploi (CISE) qui doit être élargie si l'on veut qu'elle tienne compte des véritables dimensions du secteur.

"Généralement, le terme "informel" ne désigne pas une personne en particulier ni même une activité économique spécifique", déclare le manuel. "Le concept d' "informel" concerne la manière dont est organisée l'unité de production. De ce fait, un membre du ménage qui travaille sans rémunération dans l'entreprise d'un autre membre de ce même ménage – établissement employant un certain nombre de travailleurs salariés – appartient au secteur informel si l'unité de production dans laquelle il travaille appartient à ce secteur". (Voir article concernant les recommandations des ateliers régionaux de l'INSTRAW en Afrique pour améliorer cette définition, p. 7).

Quoi qu'il en soit – et le débat sur le secteur informel continue à faire rage pour savoir s'il est ou non synonyme d'"économie clandestine" et d'activités illégales – quatre approches au moins sont utilisées pour rendre compte de son existence et elles renvoient directement au problème de sa définition. L'approche structuraliste "considère que la plupart des personnes employées dans le secteur informel

travaillent à cause du manque d'emplois dans le secteur formel moderne" ainsi que l'expriment Marguerite Berger et Mayra Buvinic. Les éditrices de *Women's Ventures: Assistance to the Informal Sector in Latin America* pensent que ce "contexte d'offre de main-d'oeuvre excédentaire" est la définition la plus vaste mais qu'elle ne favorise pas la catégorisation du service domestique. En Amérique latine en particulier, où les femmes représentent de 80 à 90% des employés de maison, inclure ce type de travail "fait apparaître le secteur informel d'Amérique latine comme largement dominé par les femmes". C'est pour cela que certains experts proposent d'exclure le service domestique de la définition.

La seconde approche est celle que Mmes Berger et Buvinic appellent approche "néo-marxiste": elle "souligne l'exploitation des travailleurs du secteur informel" et se base sur la prémisse que "fonctionnellement, le travail non rémunéré des femmes dans le ménage et le travail des femmes dans le secteur informel quoique réalisé en échange d'un salaire, ont le même but, celui de diminuer les coûts de main-d'oeuvre ou les coûts de matières premières au profit du capital".

Les femmes du secteur informel sont un facteur de plus en plus important pour les économies des pays en développement

Selon l'approche dite du "marché noir", "l'économie clandestine est le résultat des pressions exercées par une concurrence accrue à échelle mondiale qui a abouti à la mise en place d'un nouveau type de fabrication basé sur la sous-traitance et le travail à la pièce". Inclure ce type de travail au sein du secteur informel est lui-même contestable, étant donné qu'il ressemble au secteur informel, alors qu'il s'agit en réalité, selon Mmes Berger et Buvinic, "d'une sorte d'emploi salarié déguisé" où les employeurs bénéficient de l'absence de réglementations en matière de travail. Cependant, de nombreuses compagnies qui fabriquent pour l'exportation ne paient pas d'impôts et leurs activités ne sont pas non plus "réalisées à des fins illégales"; il est donc incorrect de faire coïncider la sous-traitance pour le compte d'entreprises manufacturières qui travaillent

pour l'exportation avec le marché noir.

Hernando de Soto, auteur péruvien de *L'autre voie*, s'est rendu célèbre par l'"approche néo-libérale", exposée dans son livre. Il y définit le secteur "à partir de l'absence de formalités ou de documents légaux", tels qu'autorisations, réglementations relatives au salaire minimum et versements à la sécurité sociale. Cependant, cette approche ne parvient pas à décrire d'autres aspects des activités économiques informelles et dans beaucoup de pays, les entreprises du secteur formel elles-mêmes ne se soucient guère de ces obligations.

Mmes Berger et Buvinic préfèrent définir le secteur – du moins dans les zones urbaines – simplement comme "un ensemble hétérogène d'activités productives qui ont en commun le fait d'employer un certain nombre de personnes qui seraient incapables de trouver un emploi dans le secteur moderne et de devoir générer leurs propres effectifs salariés avec un accès relativement minime aux facteurs de production qui complètent l'offre de main-d'oeuvre".

En ce qui concerne les femmes de ce secteur, elles "jouent un rôle clé dans la chaîne de production qui unit le secteur informel et le secteur formel", selon un rapport de la Banque interaméricaine de développement (BID) en 1990. Qu'elles se consacrent à "des activités de production consistant à fabriquer des produits finis ou semi-finis pour des entreprises du secteur formel en tant que sous-traitantes" ou à des "activités indépendantes" (la commercialisation de leurs services ou la vente d'aliments et d'autres produits), les femmes du secteur informel sont un facteur de plus en plus important pour les économies des pays en développement et ce qu'elles font de leur temps précieux doit être compris.

Le projet concernant le secteur informel est une entreprise commune interorganisations qui a débuté en 1987 comme une tentative visant à aider les pays africains à établir leurs propres statistiques concernant les femmes et le secteur informel. La Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Bureau international du Travail (BIT), le Bureau de statistique des Nations Unies et le PNUD s'y sont tous intéressés. Les données citées dans cet article proviennent de documents élaborés par plusieurs organisations des Nations Unies, et notamment l'INSTRAW ainsi que du Worldwatch Institute et du livre "Women's Ventures". □

En liaison avec...

(suite de la p. 11)

Pour que ces programmes aient du succès, il faut utiliser une approche tenant compte de la différenciation sexuelle et reflétant la réalité du secteur : à savoir, que dans presque toutes les régions en développement, il est dominé par les femmes, qu'il est la source principale de revenus pour un nombre considérable de familles, dont beaucoup ont une femme comme chef de famille, et que, même lorsque les femmes ne sont pas le soutien économique principal de la famille, l'argent qu'elles gagnent grâce à leurs activités informelles contribue à faire vivre leur famille et leur ménage.

Les approches régionales tirent profit d'une vaste expérience

La Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), par exemple, possède une expérience précieuse dans le domaine de la conceptualisation et de l'expérimentation concernant les méthodes de collecte de données sur le secteur informel et elle a entrepris une compilation bibliographique sur le secteur. Grâce au projet financé par le PNUD et qui en est à sa troisième année, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a appris beaucoup de choses au cours de la mise en oeuvre du projet et grâce à la documentation qui constitue le principal résultat du projet; les méthodes appliquées dans le domaine des politiques, des statistiques et de la formation constituent un point de départ logique pour le projet interrégional prévu. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de son côté, est connue pour les activités concernant le secteur informel qu'elle a mises en oeuvre – en y associant en particulier des organisations de femmes.

En ce qui concerne l'INSTRAW, son rôle de défenseur l'a mené à s'assurer que les questions des femmes sont partie intégrante d'une vaste gamme d'activités de recherche et de formation. Il a également contribué à attirer l'attention sur la contribution non calculée des femmes au secteur informel. L'expérience de l'Institut dans le projet africain sur le secteur informel est elle aussi un atout précieux pour l'avenir de la coopération interrégionale.

Le rôle capital que joue le secteur informel en absorbant la main-d'oeuvre excédentaire – composée des secteurs de la population les plus vulnérables, y compris les femmes, en particulier dans les pays en développement – a été largement reconnu. Ceci peut être l'occasion propice de sensibiliser les secteurs sociaux concernés, à commencer par les dirigeants et les planificateurs de programmes, aux questions pertinentes et de les aider à prendre en considération les contributions actuelles et potentielles des femmes du secteur informel dans la planification du développement national. Le projet prévoit un impact considérable et durable en créant des canaux systématiques pour la diffusion des résultats comparatifs des activités parallèles au sein du secteur informel en vue de leur adaptation, en mettant à profit les connaissances techniques, les ressources et le matériel des commissions régionales.

Les études de cas quantifieront la contribution des femmes

Suite aux expériences acquises grâce aux travaux préalables de l'INSTRAW, des études de cas seront entreprises

dans des pays sélectionnés. Elles ont pour objectif de quantifier la participation et la contribution des femmes au secteur informel en vue d'une analyse approfondie des indicateurs économiques nationaux pertinents et/ou des politiques macro et micro-économiques.

C'est pourquoi, la recherche se concentrera sur les axes d'intervention suivants :

- *Statistiques et recherches concernant les femmes du secteur informel* : à partir des données disponibles, on compilera et analysera des statistiques et des indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

- *Lacunes dans les données* : les données existantes devraient fournir des informations de base permettant d'élaborer des principes directeurs pour l'amélioration de la situation des femmes dans le secteur informel. Etant donné que les données existantes ne sont pas appropriées pour appréhender le comportement, la condition, le rôle des femmes dans ce secteur ainsi que leur contribution, il faudra résoudre le problème du manque de données et préciser les besoins en statistiques quantitatives et qualitatives, tant au niveau macro que micro. Les écarts entre les sexes dans les variables socio-économiques (telles que les revenus et le temps libre) devront être mis en lumière et un dialogue permanent devra s'établir entre les producteurs et les utilisateurs de données.

- *Recherches sur les politiques* : les études de cas devront inclure des recherches approfondies sur les aspects pertinents des politiques, tels que l'évaluation de l'impact des politiques d'ajustements structurels sur le secteur informel et en particulier sur les activités des femmes de ce secteur; l'évaluation de la capacité d'absorption du secteur informel en matière d'emploi, de ressources financières et d'accès à ces ressources ainsi qu'une étude sur la diversification des activités informelles des femmes.

- *Synthèse des études de cas* : les études de cas seront synthétisées afin d'analyser la recherche statistique et l'examen des politiques et c'est à partir de cette synthèse que sera élaboré le volet "formation". Des indicateurs pertinents seront compilés et/ou calculés à partir des données afin d'analyser la situation, les contributions et le potentiel des femmes du secteur informel. C'est dans ce but que le *Manuel de compilation des statistiques concernant les femmes du secteur informel travaillant dans l'industrie, le commerce et les services en Afrique* de l'INSTRAW sera examiné et testé aux fins de révision dans les pays choisis pour le projet.

Les domaines ayant besoin de modifications afin de représenter les spécificités régionales et thématiques devront être identifiés pour l'Asie et pour l'Amérique latine. Etant donné qu'un grand nombre de femmes du secteur informel se consacrent à des activités agricoles, la collecte et le calcul des données pourraient être étendus afin d'inclure l'agriculture. L'un des principaux résultats du projet consistera donc à élaborer des manuels de compilation statistique qui seront adaptés au niveau régional.

Les stratégies de compilation et d'analyse des données concernant les questions de politiques seront également conçues en prenant en compte les directives préparées à la *Réunion consultative du groupe d'experts sur l'analyse des politiques macro-économiques en faveur des femmes du secteur informel* de l'INSTRAW (Rome, mars 1991).

(suite p. 12)



Des experts examinent les politiques en faveur des femmes du secteur informel lors d'une réunion consultative à Rome en mars dernier.

Les experts examinent...

(suite de la p. 15)

- Accorder la priorité à l'enseignement et à la formation, et notamment à la formation de formateurs ainsi qu'à l'extension des services destinés aux femmes rurales; et,

- Création par les gouvernements d'un environnement juridique plus favorable et plus habilitant pour encourager le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les organismes bailleurs de fonds à affecter leurs ressources à la satisfaction des besoins des femmes du secteur informel.

Politiques du secteur extérieur

La libéralisation des taux de change et des réglementations concernant les devises peut éliminer quelques-unes des contraintes pesant sur l'offre pour l'exportation mais du fait du protectionnisme des pays développés et de l'existence de structures de marchés internationaux non compétitives, certains pays ont rencontré des difficultés pour accéder aux marchés internationaux. Cette situation peut être particulièrement cruciale pour les petits producteurs.

Les politiques doivent donc viser non seulement l'élimination des contraintes en matière d'offre mais encore l'appui aux petits producteurs qui affrontent des conditions difficiles dans

le domaine de la demande. C'est pourquoi la réunion a recommandé ce qui suit :

- De prévoir des mesures d'encouragement aux exportations moyennant l'étude et l'amendement des règlements et procédures et l'élimination de la bureaucratie inutile, ce qui favorisera également l'exportation des produits fabriqués par les femmes du secteur informel.

- D'encourager et de simplifier l'organisation des chefs d'entreprises afin d'accroître leur compétitivité et leur pouvoir de négociation sur les marchés d'importation et d'exportation; et

- De fournir d'autres canaux de distribution pour les produits fabriqués par des femmes.

Politiques du travail

L'effet différentiel des politiques sur les divers groupes du secteur informel est encore plus évident dans le cas des politiques du travail. Les conditions de travail, le niveau des salaires et la sécurité de l'emploi sont souvent loin d'être satisfaisants pour la plupart de ceux qui travaillent dans ce secteur. Pourtant la compétitivité des activités informelles dépend généralement de la réduction du coût de main-d'œuvre. C'est pourquoi il est nécessaire de trou-

ver de nouvelles manières d'améliorer les conditions de travail tout en conservant au secteur sa compétitivité. Les options suivantes sont à étudier :

- Sensibilisation des institutions du secteur formel à la possibilité de faire des profits en élargissant la couverture sociale et les assurances en particulier aux femmes du secteur informel.

- S'assurer de l'aide gouvernementale aux chefs d'entreprises du secteur informel afin de mettre en oeuvre des mesures tendant à améliorer les conditions de travail du secteur (et en particulier pour les employés occasionnels et les petits travailleurs indépendants).

- Etablissement de nouveaux canaux de distribution libérant ainsi la plus-value que touchent actuellement les intermédiaires de sorte qu'une partie de celle-ci puisse aller aux travailleurs.

Les participants provenaient de plusieurs organisations des Nations Unies, des commissions régionales, du ministère des Affaires étrangères italien et de deux organisations de femmes (l'AIDoS et la British Housewives in Dialogue). Des participants du Kenya, de Malaisie, du Pérou et de Tunisie ont parlé des expériences de leurs pays. L'INSTRAW y était représenté par sa sous-directrice, Eleni Stamiris, par l'administratrice adjointe aux Affaires sociales, Corazón Narvaez et par l'administratrice de programmes, Florissa Abreu. □

En liaison avec...

(suite de la p. 20)

Suivi en matière de matériel de formation

La synthèse des études de cas servira à préparer des matériels de formation très complets qui seront utilisés dans des ateliers de formation aux statistiques et aux politiques. Ceci impliquera la révision du manuel de l'INSTRAW afin de l'adapter aux deux autres régions en vue d'enseigner aux utilisateurs et aux producteurs de statistiques com-

ment compiler des statistiques et comment tirer des données disponibles des estimations ou des indicateurs concernant la participation et la contribution des femmes du secteur informel. Les participants des ateliers prendront ainsi conscience des lacunes existantes dans des données spécifiques et des difficultés conceptuelles dont il faut tenir compte au moment d'entreprendre des enquêtes spéciales. □

Essais pour cerner...

(suite de la p. 12)

son volume s'est accompagnée d'une diminution du revenu moyen.

On fait à tort une distinction entre travailleurs et employeurs; ils sont souvent impossibles à distinguer quand il s'agit de travailleurs indépendants à très petite échelle. Si c'est le groupe des travailleurs indépendants à très petite échelle qui a progressé pendant ces 10 dernières années, alors l'optimisme à l'égard du potentiel de croissance des activités informelles peut être excessif, voire déplacé. Cet optimisme est la pierre de touche de presque toutes les philosophies multilatérales portant sur la possibilité d'une relance des croissances économiques et du développement dans les pays en développement au cours de cette décennie.

Alors que les années 70 ont été la décennie des besoins élémentaires et de la croissance avec redistribution des richesses et les années 80 celle des ajustements structurels, les années 90 promettent d'être la décennie au cours de laquelle de plus en plus de tentatives seront faites pour réduire la pauvreté tout en rétablissant la croissance économique en améliorant la productivité des pauvres. Deux secteurs sont considérés comme particulièrement importants pour cette approche à deux fronts : le secteur des petits exploitants ruraux et le secteur informel urbain. Les politiques proposées pour promouvoir ce dernier sont : 1) éliminer les politiques ayant trait au marché du travail, telles que les salaires minimums, les réglementations relatives à la sécurité de l'emploi et la couverture sociale; 2) suppression des réglementations tendant à freiner les activités informelles; et 3) augmentation du crédit destiné aux pauvres par le biais de prêts aux groupes et de nouveaux modèles d'épargne. L'amélioration du capital humain des pauvres est considérée comme l'élément fondamental d'une stratégie à long terme pour diminuer la pauvreté.

Nécessité d'une meilleure réglementation du travail informel

Les distinctions établies entre les différents groupes du secteur informel, et entre travailleurs, employeurs et travailleurs indépendants à très petite échelle, sont capitales pour l'évaluation de l'impact de cette stratégie et notamment sur les femmes de ce secteur. La répercussion que peut avoir la suppression de la législation et de la réglementation du travail en vigueur exercera plus de pression sur les travailleurs du secteur informel en déprimant les salaires du secteur formel. Ceux qui ont travaillé de très près avec les travailleurs indépendants à très petite échelle du secteur informel se déclarent en faveur non pas de diminution des réglementations du secteur formel mais plutôt de réglementations plus nombreuses et meilleures des conditions de travail dans le secteur informel. Des démarches résolues visant à obtenir de l'OIT une Convention sur la reconnaissance et la protection des travailleurs à domicile sont actuellement en cours. Une limitation ou un démantèlement des lois du travail en vigueur avantageront les employeurs tant du secteur formel qu'informel, mais il est douteux qu'ils soient favorables aux travailleurs. Un grand nombre de femmes travaillent déjà dans des conditions où la plupart des lois du travail en vigueur ne sont pas vraiment appliquées -- dans les petits ateliers de confection par exemple ou dans les zones industrielles d'exportation où les employeurs sont exemptés de pres-

que toute réglementation. (Parmi les pays n'ayant pas ratifié la Convention No 100 de l'OIT sur l'égalité des rémunérations demandant "à travail égal, salaire égal", il y a une quantité anormalement élevée de pays possédant de grandes zones industrielles d'exportation).

Il est fort peu probable que l'affaiblissement de la législation du travail du secteur formel dans quelque pays que ce soit, développé ou en développement, ait créé des offres d'emploi ou ait amélioré les conditions de travail de ces femmes.

Les mesures d'encouragement en faveur du secteur informel sont de plus en plus populaires parmi les grandes organisations bailleuses de fonds, mais ce sont les employeurs des petites entreprises qui en tireront le profit le plus immédiat. Quelques réglementations prétendant encourager certains aspects du bien-être général favorisent souvent la corruption. La question cruciale est de savoir d'où doivent provenir les ressources afin de fournir à la production une assistance adéquate si bien que les activités informelles puissent contribuer à la croissance et à la création de revenus au niveau macro-économique.

Les années 90 promettent d'être la décennie au cours de laquelle de plus en plus de tentatives seront faites pour réduire la pauvreté tout en rétablissant la croissance économique en améliorant la productivité des pauvres

Au cours des années 80 s'est produite une augmentation croissante de la main-d'oeuvre féminine rémunérée à cause du développement des entreprises manufacturières à fort coefficient de main-d'oeuvre travaillant pour le marché national ou l'exportation et les projets de travaux d'infrastructure payés en aliments qui requièrent une main-d'oeuvre importante. Cette situation, qui a attiré l'attention sur des secteurs ou des commerces employant déjà un grand nombre de femmes, a été défendu avec beaucoup de conviction, car elle semble pouvoir combler la brèche entre les rôles économiques des femmes et la planification macro-économique des gouvernements, entachée jusqu'ici de préjugés favorisant les hommes. On est parvenu à un consensus en ce qui concerne la valeur des programmes de crédit qui constituent le meilleur moyen d'appuyer les activités économiques des femmes, mais il convient d'établir une différence entre les femmes dont l'objectif fondamental diffère, à savoir, survivre, stabilisation / sécurité ou croissance. La nécessité de complémentarité des politiques officielles et l'organisation des femmes travaillant à leur compte ont également été étudiées.

Un examen de l'impact probable des politiques macro-économiques a révélé l'existence de différences considérables entre les divers groupes. A l'inverse de l'opinion généralement acceptée, selon laquelle le secteur informel en bloc s'est étendu au cours des années 80, il y a des raisons plausibles de s'attendre à des effets négatifs de la récession au sein de groupes importants. En ce qui concerne les femmes, il est urgent de collecter des données macro-économiques appuyées par un contexte analytique approprié. □

Activités de l'INSTRAW



Le Conseil d'administration de l'INSTRAW adopte la question des femmes et la pauvreté comme hautement prioritaire

La question des femmes et la pauvreté sera hautement prioritaire pendant l'exercice biennal 1992-1993 de l'INSTRAW conformément à la décision adoptée par le Conseil d'administration de l'Institut lors de sa session de 1991 (New York, 19-22 février). Le Conseil d'administration a aussi recommandé à l'INSTRAW d'entreprendre un projet en faveur des femmes dans les "pays en transition", c'est-à-dire les anciens pays à économies planifiées d'Europe de l'Est.

Conformément aux autres recommandations du Conseil d'administration, l'INSTRAW devra :

- entreprendre la publication d'une série d'études exceptionnelles dont le premier numéro sera sur *Les femmes et l'environnement*, en préparation de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (Sommet Planète Terre, Rio de Janeiro, Brésil, juin 1992).

- entamer un programme d'une durée de deux ans concernant l'élaboration de matériaux de communications sur la participation des femmes au dé-



Le Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar, assiste au cocktail de l'INSTRAW lors de la session du Conseil d'administration. De gauche à droite : Nina Miness, Javier Pérez de Cuéllar, Gule Afruz Mabbub, Eleni Stamiris, Amara Pongsapich, Pilar Escario Rodríguez et Fabiola Cuví.

veloppement en Argentine, en Colombie et en République dominicaine.

La désignation de deux nouveaux points focaux en Corée et en Pologne et le changement de point focal au Danemark ont également été approuvés par le Conseil d'administration (voir article à ce sujet, p. xx). Le Conseil d'administration a donné son accord de principe à l'établissement de bureaux de l'INSTRAW dans chacune des cinq régions, si les fonds le permettent.

Au cours de la réunion, le Conseil a ensuite décidé de créer un Comité stratégique de planification avec mission d'assister l'Institut en matière de politique entre réunions du Conseil d'administration et un Comité des finances avec mission de renforcer la base financière de l'Institut.

Eloge du travail réalisé en statistique

Les actions de formation en statistique de l'INSTRAW sont allées bien au-delà de la sensibilisation et en fait elles ont été précieuses pour planifier les développements nationaux selon l'attaché de liaison du Fonds international de développement agricole (FIDA) qui assistait à la session. Le représentant du Bureau de statistique des Nations Unies a dit que les travaux de l'Institut concernant les femmes du



Les membres du Conseil d'administration. De gauche à droite : Elena Atanassova Lagadinova, Eleni Stamiris, Kristin Tornes, Gertrude Ibengwe Mongella, Hawa Diallo, Penelope Ruth Fenwick, Gule Afruz Mabbub, Amara Pongsapich, Jacqueline Malagón, Fabiola Cuví Ortiz, Pilar Escario Rodríguez, et Virginia Olivo de Celli.

secteur informel africain avaient "défriché le terrain" en matière de collecte des données sur ce secteur et il a ajouté que pour la première fois la contribution des femmes au secteur informel allait pouvoir être estimée. Dans son rapport au Conseil économique et social, le Conseil d'administration a ratifié l'importance du "rôle de catalyseur" de l'INSTRAW dans la mise au point d'une méthodologie de compilation des statistiques désagrégées par sexe pour la formulation de politiques concernant le rôle des femmes dans le secteur informel, y compris agricole.

Le Conseil d'administration a élu Présidente Gule Afruz Mahbud (du Bangladesh), Virginia Olivo de Celli (du Venezuela) Vice-Présidente et Penelope R. Fenwick (du Nouvelle Zélande) Rapporteur. Enrique ter Horst, Sous-Secrétaire général du Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, en représentation du Secrétaire général, des représentants des commissions régionales, du pays hôte, la République dominicaine, du Secrétariat des Nations Unies, d'autres organisations des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et des points focaux de l'INSTRAW étaient également présents. □

L'INSTRAW finance des bourses d'études et des stages

Dans le cadre de ses activités concernant le programme de bourses d'études pour l'exercice bienal 1990-1991, l'INSTRAW a mis des bourses d'études à la disposition de ses points focaux, selon le principe d'une distribution géographique égalitaire, qui permettent à leurs bénéficiaires de passer d'un à trois mois à l'INSTRAW. Dix candidates hautement qualifiées ont été proposées par neuf points focaux d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes. Trois boursières, Rita María Pereira (Amérique latine et Caraïbes), Ellen Juul Olsen Farr (Europe) et Myrna Ilagan Jarillas (Asie) ont été choisies cette année, sur la base de l'intérêt que présentent pour les programmes de l'INSTRAW leurs expériences et leur travail préalable ainsi que les domaines les intéressant, à savoir, respectivement, la différenciation sexuelle, l'environnement et le développement durable; la participation des femmes au développement et les statistiques et indicateurs.

Le programme de bourses a pour but d'offrir des possibilités de formation à des chercheurs spécialistes de la participation des femmes au développement, en conformité avec le programme de travail de l'INSTRAW et les choix spécifiques de la candidate. On espère des boursières qu'elles contribueront au progrès des travaux de l'INSTRAW dans le cadre d'un programme ou d'un domaine spécifique et que la formation qu'elles recevront à l'Institut améliorera les connaissances et les compétences dont elles auront besoin pour leur travail futur.

En 1990, les 10 stagiaires suivantes ont participé au programme de stages de l'INSTRAW et ont réalisé des recherches ou des travaux dans les domaines de la participation des femmes au développement, les femmes mûres et âgées, le secteur informel, les cursus sur la participation des femmes au développement, l'énergie, l'accès des femmes au crédit et l'environnement: Iris Deprsch (Allemagne), Pilar González Laso (Espagne), LaVerne Hargett (Etats-Unis), Natasha Kadic (Etats-Unis), Nabeela Khatak (Pakistan), Riham Kosta (Royaume Uni-Oman), Stephanie Mullet (Etats-Unis-France), Susan Sadocha (Etats-Unis), Mahendra Shrestha (Népal) et Michelle Turner (Etats-Unis).

En 1991, Gretchen Kuhner, Diana M. Cepeda et Linda Schade, qui proviennent toutes trois des Etats-Unis, ont réalisé des stages en liaison directe avec les programmes de l'INSTRAW concernant l'accès des femmes au crédit, les cursus sur la participation des femmes au développement et les communications, respectivement.

Mme Kuhner est diplômée en Sciences politiques de l'Occidental College de Los Angeles (Californie) et elle jouit actuellement d'une bourse d'études libres de la Fondation Thomas J. Watson d'une durée d'un an. Mme Cepeda, qui est diplômée en Sciences politiques du Wagner College de Staten Island (New York) fait partie de la mission permanente de la République dominicaine auprès des Nations Unies. Mme Schade est, elle aussi, diplômée en Sciences politiques -- de la Rutgers University de New Brunswick (New Jersey). Elle commencera cet automne un mémoire en vue de la maîtrise en Planification municipale et régionale à la Cornell University d'Ithaca (New York).

Boursière travaille avec des troupes de théâtre dominicaines

Une autre boursière de l'INSTRAW, Michelle Turner, a séjourné pendant trois mois dans le pays. Elle a travaillé

avec deux troupes de théâtre féminines de la République dominicaine opérant au niveau de la communauté afin d'étudier la possibilité d'utiliser le théâtre comme outil pour l'apprentissage, la mise en commun et l'expression d'expériences personnelles et collectives ainsi que pour la transmission de valeurs, d'idées et d'attitudes.

Née en République dominicaine, Michelle Turner, qui a fait des études théâtrales au Dartmouth College, est arrivée à l'INSTRAW en 1990 par le biais du Dartmouth's United Nations Institute. Au cours de son séjour de trois mois, elle a travaillé avec le Teatro Ruta dans la région centre-nord du pays et avec un autre groupe de débutantes de la banlieue de Saint-Domingue. Le Teatro Ruta a été fondé à la suite d'initiatives de la communauté, mais il a bénéficié de l'aide technique d'une organisation de femmes nationale, MUDE, qui a mis un metteur en scène à la disposition du groupe pendant trois mois.

Mme Turner a trouvé que ce dont a le plus besoin une troupe de théâtre c'est de l'appui d'autres groupes ou d'autres individus plus connus, tels que les organisations de femmes et des spécialistes du théâtre. Ce qui est le plus important, souligne-t-elle, c'est le sentiment de légitimité qui surgit de cet appui.

Les principaux objectifs du programme de stages de l'INSTRAW sont de familiariser les stagiaires avec les programmes des Nations Unies et de l'INSTRAW et de leur permettre de mener à bien des recherches sur la différenciation sexuelle dans des domaines spécifiques du développement. Ces stages qui peuvent avoir une durée de deux à six mois ont lieu généralement au siège de l'INSTRAW à Saint-Domingue et au bureau de liaison de l'INSTRAW au Secrétariat des Nations Unies. □

Le Conseil économique et social désigne cinq membres du Conseil d'administration

Trois femmes originaires des Bahamas, du Maroc et de Pologne ont été désignées pour siéger au Conseil d'administration de l'INSTRAW par le Conseil économique et social Lors de sa première session ordinaire de 1991, le Conseil a également décidé de reconduire Gule Afruz Mahbud (du Bangladesh) et Kristin Tornes (de Norvège).

Le Dr Gail Saunders (des Bahamas), directrice des Archives nationales et

présidente de la Société d'Histoire des Bahamas s'est occupée pendant la plus grande partie de sa vie professionnelle d'archives et de documents officiels. Elle s'est acquittée de nombreuses missions ayant trait à l'histoire et à la culture des Bahamas et elle a participé à des conférences et écrit des livres et des articles. Titulaire d'un doctorat en Histoire-Philosophie, elle est également membre de la Commission de planification du Musée national de l'État libre et associé des Bahamas.

Fatima Bensliname (du Maroc) est présidente-directrice de la Ligue marocaine de protection de l'enfance, membre du bureau de l'Association pour l'UNICEF et Secrétaire générale de l'Association des amis des études étrangères du Maroc. Elle est également membre fondateur de l'Association marocaine de planification de la famille et de l'Organisation panafricaine de la famille.

Mme Bensliname a participé à plusieurs réunions ayant trait au progrès des femmes dans le monde entier et elle a représenté son pays à diverses conférences internationales sur la participation des femmes au développement. Ses articles sur l'émancipation des femmes ont été publiés dans des journaux nationaux et dans des revues internationales et elle a publié un document en Chine en collaboration avec l'Union internationale de protection de l'enfance.

L'Europe de l'Est sera dorénavant représentée par Renata Siemienska-Zochowska (de Pologne). Chargée de cours à l'Institut de sociologie de l'université de Varsovie, elle est également conseillère du bureau des Affaires féminines au ministère du Travail et des Affaires sociales. Mme Siemienska-Zochowska a une vaste expérience de l'enseignement universitaire et elle a fait de nombreuses conférences à l'étranger. Auteur de livres et d'articles traitant une vaste gamme de sujets dans le domaine des sciences sociales, elle a écrit sur les femmes et la politique, l'égalité des sexes, les femmes polonaises et la famille, les femmes et l'éducation et la féminisation des professions. Par ailleurs, elle est membre du Conseil de l'Association internationale de sciences politiques.

Le Conseil d'administration est composé de 11 membres, proposés par les États et désignés par le Conseil économique et social, qui siègent à titre individuel pendant une période de trois ans, en tenant compte du principe de répartition géographique équitable. Le mandat des cinq membres du Conseil d'administration désignés au mois de mai prendra effet le 1er juillet. □



Des fillettes pakistanaises apprennent la couture pour accroître les revenus de leurs familles.
Photo ONU

SECTEURS ECONOMIQUES *le rôle des femmes*

Femmes et l'environnement

L'INSTRAW lance son nouveau programme concernant les femmes, l'environnement et le développement durable

Le nouveau programme de l'INSTRAW concernant les femmes, l'environnement et le développement durable répond à la préoccupation globale pour les questions de l'environnement qui ont attiré l'attention du monde entier lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972) et qui seront de nouveau examinées vingt ans plus tard par la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (Sommet Planète Terre, Rio de Janeiro, Brésil, juin 1992).

L'INSTRAW a commencé à s'occuper des questions d'environnement dès 1982 avec ses programmes sectoriels concernant les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et celui concernant les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Ces programmes préconisaient une gestion judicieuse de l'environnement.

Le nouveau programme de l'INSTRAW se concentre sur la différenciation sexuelle, variable importante en matière d'environnement. Les femmes sont les principales, quoique trop souvent ignorées, administratrices de l'environnement, surtout dans les pays en développement. Cependant, leur santé et leurs moyens de subsistance – et par conséquent leur capacité à intervenir comme agents efficaces de sa préservation – sont souvent menacés par la dégradation du milieu et par des projets de développement et de conservation n'ayant pas tenu compte, dans

leur conception, du rôle crucial des femmes en matière d'environnement.

Dans le cadre de son programme de recherche à long terme, l'INSTRAW va entreprendre des recherches dans le domaine de l'environnement sous l'angle de la différenciation sexuelle afin de démontrer combien les femmes contribuent à l'écosystème. Cette recherche que l'INSTRAW a confiée à une équipe de spécialistes de l'Université d'Utrecht et de l'Institut de sociologie de La Haye, comportera deux étapes. La première consistera en une étude exhaustive centrée sur les femmes, l'environnement et le développement durable, qui placera le sujet dans son cadre théorique et qui étudiera les actions passées et futures aux niveaux des politiques et de la prise de décision. La seconde étape sera l'élaboration d'une méthodologie pour les recherches et les actions de formation dans ce domaine.

Un autre projet de recherche actuellement en cours s'intitule "Analyse de l'impact social des projets technologiques dans les pays en développement, du point de vue en particulier de la condition de la femme". Le Centre international des entreprises publiques en Yougoslavie, prépare pour l'INSTRAW un inventaire très actualisé et une analyse critique de la littérature existante sur les paramètres socio-environnementaux du transfert de technologie dans le domaine de l'équipement dans les pays en développement et plus particulièrement sur l'impact social de ces technologies sur les femmes. La recherche s'efforcera d'identifier également les approches utilisées actuellement pour analyser l'impact

social afin d'appliquer cette analyse pour planifier et évaluer les projets en cours et elle élaborera une méthodologie pour analyser l'impact social en vue d'actions au niveau des politiques.

Les activités prévues pour 1991-1992 incluent la participation à diverses réunions et conférences internationales sur l'environnement et la parution du premier numéro d'une série de publications extraordinaires de l'INSTRAW sur le thème des femmes et de l'environnement.

Les points focaux d'Amérique latine assistent à des réunions sur l'environnement

Pour préparer le Sommet Planète Terre une série de forums, intitulés *ECO'92* se sont tenus au niveau régional. La réunion destinée aux pays européens a eu lieu en Norvège, en mai 1990, alors qu'*ECO'92* pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue en Thaïlande en octobre 1990. Des forums sont également prévus pour l'Afrique et pour l'Asie occidentale.

Mexico a accueilli *ECO '92* destinée à l'Amérique latine et aux Caraïbes, du 2 au 4 mars 1991. L'INSTRAW y était représenté par son point focal au Mexique, le Consejo Nacional de Población. Près de 200 participants se sont penchés sur des questions telles que la dette extérieure, les politiques d'ajustements structurels et leur impact sur le développement durable, la gestion et l'utilisation des forêts, l'énergie et l'industrie, la pauvreté, les ressources marines et côtières, le commerce international, les toutes dernières technologies, la

croissance démographique et l'accès aux ressources. Le forum a abouti à une proposition visant à créer une institution financière latino-américaine pour aider au financement de la restauration de l'environnement. Cette réunion était organisée par la Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Federación Conservacionista de México (FECOMEX) et la Fondation Friedrich Ebert.

La République dominicaine accueille une conférence sur "L'humanité et la nature"

Les préparatifs pour le Sommet Planète Terre ont commencé au niveau sous-régional. Une conférence intitulée "L'humanité et la nature" a été organisée par la Fondation Ciencia y Arte en République dominicaine afin d'examiner les questions de l'environnement dans la région des Caraïbes, et plus particulièrement en République dominicaine et à Haïti. Elle s'est tenue à Saint-Domingue, du 18 au 23 mars 1991.

Elle avait pour but de contribuer à l'élaboration d'une plateforme politique pour l'utilisation des ressources naturelles et la préservation de l'environnement. Des experts nationaux et internationaux ont traité les thèmes suivants: l'importance des ressources naturelles dans le processus de développement dominicain; le déboisement et le reboisement; les ressources marines et côtières; le tourisme et l'environnement; l'urbanisme et la production industrielle et agricole; la santé et les expériences nationales et internationales en matière d'élaboration de plateformes politiques sur les ressources naturelles et la préservation de l'environnement.

L'une des principales conclusions de la Conférence a été que, dans le domaine de l'écologie et de l'environnement, les Caraïbes doivent être considérées comme un tout, malgré leur diversité sociale, politique, culturelle et économique. Des problèmes environnementaux spécifiques, tels que la déforestation à Haïti, la pollution côtière et maritime à Porto Rico et le déboisement et la pollution des cours d'eau en République dominicaine affectent la région tout entière.

Les participants ont recommandé de présenter au Sommet Planète Terre un projet de plateforme donnant un aperçu des problèmes et des stratégies de la région. L'INSTRAW a fait un exposé établissant le lien unissant les femmes

et l'environnement qui résume son nouveau programme dans ce domaine. S'adressant à un auditoire spécialiste de différents aspects de l'environnement mais peu familiarisé avec la question de la différenciation sexuelle, l'exposé a mis l'accent sur les contacts directs des femmes avec l'environnement, tant dans les pays développés qu'en développement. Dans ces derniers, les femmes sont exploitantes agricoles, ramasseuses, productrices et administratrices du combustible ainsi qu'utilisatrices primaires de l'eau destinée à leur foyer et à l'agriculture. Elles sont également chargées pour une grande part de l'évacuation des ordures. Dans les pays en développement comme dans les pays développés, les femmes sont aux premiers rangs dans les mouvements écologistes, tel le mouvement Chipko en Inde. Parce qu'elles influent sur les conditions de l'environnement et que celui-ci à son tour les affecte, elles doivent être prises en considération dans toutes les politiques et stratégies de l'environnement et elles doivent participer à leur formulation.

Le volet diaporama du module de formation de l'INSTRAW sur "Les femmes et l'énergie: les sources nouvelles et renouvelables d'énergie", a également été présenté pendant la Conférence, de même que des publications en espagnol de l'Institut sur les questions de l'énergie et de l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

L'environnement est le thème d'une réunion dans les Andes

Une conférence internationale sur l'environnement et le développement intitulée *Encuentro de los Andes* s'est déroulée à Las Leñas, province de Mendoza (Argentine) du 14 au 20 avril 1991 en préparation du Sommet Planète Terre. Il s'agissait d'un forum, destiné aux organisations non gouvernementales (ONG) et autres institutions afin de prospecter des idées sur les différentes positions idéologiques et centres d'intérêt sectoriels qui constituent les tendances actuelles dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

Le Comité organisateur était composé de trois ONG - la Fundación Bariloche, la Fundación Ambiente y Recursos Naturales et la Fundación Mediterránea. Elle était financée par le Centre d'information des Nations Unies pour l'Argentine et l'Uruguay, le Centre pour notre avenir commun, la CEPALC et le Bureau régional pour

l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

L'INSTRAW y était représenté par son point focal en Argentine, le sous-secrétariat aux Affaires des femmes du secrétariat à la Promotion humaine et à la Famille, dépendant du ministère de la Santé et des Affaires sociales.

Une assemblée mondiale des femmes se réunira à Miami

Une autre réunion préparatoire importante en vue du Sommet Planète Terre est actuellement organisée par des femmes du monde entier. Cette réunion, *Assemblée mondiale des femmes et de l'environnement: partenaires à vie*, est planifiée par le groupe des conseillères principales sur le développement durable du PNUD, avec la collaboration de plusieurs organisations des Nations Unies, et en particulier, de l'INSTRAW. La réunion se tiendra à Miami (Floride), du 4 au 8 novembre 1991.

L'Assemblée est convoquée pour servir de forum aux femmes et leur permettre de présenter leurs activités et leurs réussites dans le domaine de l'environnement, et de l'énergie et l'influence de ceux-ci sur les changements de climat, les déchets et les systèmes, technologies et produits sans danger pour l'environnement. Les femmes feront ainsi connaître leurs approches actuelles et futures en matière de développement durable dans le monde entier. L'INSTRAW prépare une cassette vidéo et un module sur les femmes et l'environnement qu'il présentera pendant la réunion et pendant le séminaire de formation sous-régional de l'INSTRAW sur le même thème qui se tiendra l'année prochaine au Caire (Egypte). Par ailleurs, l'Institut subventionnera la participation de trois femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, s'occupant activement de la préservation écologique ou environnementale, à l'Assemblée.

Les femmes latino-américaines préparent l'Assemblée mondiale

En prévision de l'Assemblée mondiale, un certain nombre de réunions sont organisées actuellement dans différentes régions et sous-régions.

La Fundación Natura, de l'Equateur, a entrepris un projet intitulé "Les années 90: le rôle des femmes d'Améri-

que latine dans l'obtention d'un développement durable". Ce projet a abouti à une réunion régionale concernant les femmes, l'environnement et le développement qui a servi de forum préparatoire latino-américain en prévision de l'Assemblée mondiale. Elle a eu lieu à Quito (Equateur), les 24 et 25 mars 1991.

L'INSTRAW y était représenté par Fabiola Cuvi, ancienne vice-présidente du Conseil d'administration de l'INSTRAW et actuelle présidente de l'Instituto Ecuatoriano de Investigaciones y Capacitación de la Mujer (IECAIM), point focal de l'Institut en Equateur.

Une autre réunion préparatoire de l'Assemblée mondiale et du Sommet Planète Terre a été organisé par Development Alternatives for Women in a New Era (DAWN). Cette réunion qui s'est déroulée à la Barbade, les 23 et 24 mai, a rassemblé des activistes, des chercheurs et des dirigeants de plusieurs régions du monde invités à prospecter des idées sur les questions relatives aux femmes, à l'environnement et au développement. Les discussions seront résumées dans une proposition de plateforme, que DAWN prépare actuellement en vue du Sommet Planète Terre (voir encadrément).

L'INSTRAW a collaboré avec DAWN pour cette réunion et il a chargé plusieurs participants de travaux de recherche. Ces recherches ainsi que le compte rendu de la réunion seront inclus dans le premier numéro de la série de publications extraordinaires de l'INSTRAW.

Réunion des femmes rurales dominicaines pour parler de l'environnement

Des dirigeantes, des techniciennes et des professionnelles engagées en faveur de l'environnement se réuniront dans un séminaire-atelier intitulé *Les femmes, l'environnement et les ressources naturelles*, qui se tiendra à San José de Ocoa (République dominicaine) du 25 au 29 juin, pour mettre en commun leurs expériences. Il a pour but d'étudier et d'améliorer le rôle des organisations de femmes dans la défense de l'environnement et des ressources naturelles, de promouvoir l'utilisation de technologies appropriées et d'examiner les stratégies de développement durable pour les zones rurales.

La situation actuelle de l'environnement et des ressources naturelles

Une réunion à la Barbade examine les risques de l'environnement pour la santé

Les conséquences que les processus industriels ont pour les femmes en tant que travailleuses et en tant qu'intermédiaires envers leurs enfants et leurs familles étaient au nombre des questions concernant la différenciation sexuelle qu'a examinées la réunion qui a eu lieu récemment à la Barbade sur *Les femmes et l'environnement*, les 23 et 24 mai et qui était financée par Development Alternatives for Women in a New Era (DAWN). L'exposition aux polluants industriels et toxiques est seulement l'un des risques sanitaires qu'affrontent les femmes résidant dans les zones d'extraction de la bauxite ou bien à proximité des usines nucléaires, des sites d'essais ou de décharges de déchets toxiques. Ces risques incluent également l'empoisonnement alimentaire et les maladies d'origine hydrique.

La réunion, à laquelle assistaient 36 participants, et parmi eux, des représentants régionaux de DAWN, des fonctionnaires et des consultantes de l'INSTRAW, des repré-



sentantes des gouvernements et d'organisations de femmes du pays hôte et d'autres pays des Antilles anglaises a pris la forme de trois ateliers.

L'atelier sur les essais nucléaires, les déchets industriels et toxiques, l'évacuation des ordures, la pollution et les pesticides, a centré ses discussions sur les maladies respiratoires, les infections de la peau et les cancers qui résultent de l'exposition aux polluants. Les participants ont souligné le fait que les employeurs des industries extrac-

tives et pétrochimiques se faisaient tirer l'oreille pour mettre en application ou instaurer des mesures de prévention des maladies professionnelles en faveur des femmes, ainsi que la dispersion physique qui peut affecter les femmes et leurs familles aux termes des accords d'utilisation des sols négociés entre les combinats industriels du Nord et les gouvernements du Sud.

Dans les régions productrices de bauxite, par exemple, la perte de tous liens affectifs à l'égard des terres et de la communauté pousse les femmes vers des relations professionnelles et sociales qui portent préjudice à leur santé et à leur bien-être. Les femmes de ces régions qui travaillent dans l'agriculture souffrent énormément des effets de la poussière, de la pollution atmosphérique et des épandages de déchets caustiques. Les moyens d'existence des femmes et des communautés qui dépendent des ressources marines et côtières sont menacés par le déversement de produits toxiques dans la mer et par les opérations de nettoyage des pétroliers et autres transporteurs de produits primaires. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables aux conséquences d'une formulation, utilisation, stockage, transport et évacuation inappropriés des pesticides – dont la réglementation fait défaut dans la plupart des pays en développement.

L'argument soutenant que la croissance démographique est la cause principale de la dégradation de l'environnement a été examiné par le deuxième atelier portant sur la population, les migrations, l'urbanisation et le droit à la procréation. Les participants ont étudié les effets des migrations sur le profil de fécondité ainsi que la difficulté pour les pauvres de se préoccuper de la protection de l'environnement. Ils ont également examiné l'impact sur les femmes des politiques économiques axées sur le profit ainsi que de l'exploitation à court terme de l'environnement.

Un troisième atelier était consacré aux risques naturels, à la prévention et à la gestion des catastrophes, au déboisement, aux industries extractives, à la destruction des mers et des côtes et les participants ont fait remarquer que les catastrophes naturelles ne pouvaient pas être séparées des politiques gouvernementales. Les femmes qui jouent des rôles multiples dans la prévention des catastrophes et la récupération après celles-ci, sont souvent les premières à prendre part aux opérations de recherche et de sauvetage, aux soins donnés aux victimes et aux opérations d'évacuation, tout en s'occupant de satisfaire leurs propres besoins et ceux de leurs familles. Dans ce contexte, la réunion a étudié les politiques d'ajustements structurels qui sacrifient souvent les investissements dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'assainissement et des autres services sociaux au nom du développement social.

Faire connaître aux femmes et aux enfants tous les types de risques en matière d'environnement; faire participer les femmes à l'analyse des questions concernant la population et l'environnement du point de vue des migrations spontanées ou forcées; les encourager à s'opposer à la gestion de la crise résultant des effets pernicieux de la mauvaise administration des ressources; payer des femmes pour planter des arbres et promouvoir la protection de l'environnement comme un moyen de gagner leur vie et d'assurer un développement durable et leur apprendre des alternatives économiques et sociales sans danger pour l'environnement, telles que le tourisme écologique, tels ont été les thèmes que les participants souhaitent voir traités par de futurs ateliers.

L'INSTRAW y était représenté par sa sous-directrice, Eleni Stamiris et par l'administratrice adjointe aux Affaires sociales, Julia Tavares. □

en République dominicaine sera analysée par l'une des conférencières. Les autres thèmes traités incluent la gestion des bassins intérieurs et la détérioration des sources; l'importance de l'agriculture biologique pour la préservation de l'environnement; la création et la gestion de fermes énergétiques; le rôle de l'irrigation et la conservation des sols dans les écosystèmes équilibrés et l'impact de l'éducation en matière d'environnement sur la qualité de la vie des femmes rurales.

Des représentantes de groupements écologistes, d'organisations de femmes et de groupements de développement agricole dominicains assisteront à l'atelier. L'INSTRAW a prévu d'y faire un exposé.

L'INSTRAW participe à la publication sur "Les femmes et l'environnement"

L'INSTRAW a écrit un article pour le livre intitulé *Les femmes et l'environnement* que prépare actuellement le groupe pour le programme conjoint Nations Unies - ONG sur les femmes et le développement et que publiera ZED Books. L'article qui porte sur l'éducation et les communications analyse le rôle et le potentiel des femmes en tant que sources et transmetteuses de connaissances sur les questions de l'environnement et du développement durable. Il s'insère dans le chapitre "*Les femmes : facteurs clés du changement*" et il a été écrit par l'ancienne fonctionnaire des communications de l'INSTRAW, Elisabeth J. Marsollier.

L'article commence par définir les termes éducation et communication et il souligne la nécessité d'offrir aux femmes la formation appropriée en matière d'environnement, ainsi que l'information nécessaire et des emplois afin de parvenir à un développement plus équitable et plus durable de la planète et à un environnement plus sain. Il analyse le rôle d'éducatrices primaires des femmes, qui influencent tout le cercle familial et qui ont une importance capitale par le fait qu'elles transmettent leur point de vue sur l'environnement à leurs enfants. L'article présente ensuite une enquête auprès d'éducateurs de pointe, de communicateurs et de spécialistes de l'information sur la question des femmes et de l'environnement avec un "zeste de Yin", comme le dit l'auteur.

Parce que les femmes n'ont pas accès aux ressources technologiques et

(suite p. 43)

Femmes et le crédit

Chypre accueille un séminaire sur les services bancaires à l'intention des femmes rurales

Un séminaire de formation inter-régional sur la manière d'améliorer les services bancaires destinés aux femmes rurales, organisé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'INSTRAW, avec la collaboration de l'Institut méditerranéen de gestion, s'est tenu à Nicosie (Chypre), du 19 au 30 novembre 1990.

Ce séminaire se proposait de former les participants, issus essentiellement d'institutions de financement, aux moyens d'améliorer l'accès des femmes aux services de prêts. Il voulait faire connaître aux participants les services bancaires destinés aux femmes qui ont eu du succès et qui sont susceptibles d'être imités, tels que politiques bancaires, concepts, systèmes et procédures de commercialisation. Les groupes de travail et les voyages d'étude sur le terrain ont permis aux femmes chypriotes et à celles des autres pays de mettre leurs expériences en commun et aux participants d'élaborer des plans d'action concernant les services financiers en faveur des femmes qu'ils soumettront à leurs institutions.

Des représentants des secteurs public et privé de Chypre, tels que la Cyprus Popular Bank, la Bank of Cyprus, le ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles et le ministère du Commerce et de l'Industrie ont analysé des modèles et coopératives de prêts pour les femmes. Des fonctionnaires d'organisations internationales ont présenté des études de cas concernant les femmes et le crédit en Afrique et dans d'autres régions et il y a eu des exposés sur les services financiers proposés aux femmes de différents pays. Les femmes chypriotes et celles des autres pays ont mis en commun leurs expériences dans le domaine des petites entreprises appartenant à des femmes et gérées par elles. Les participants ont également étudié la participation des fem-

mes aux activités économiques et au secteur privé chypriote et les changements survenus dans les rôles traditionnels des femmes à partir de l'indépendance nationale en 1960.

Le séminaire a fait un certain nombre de recommandations afin d'améliorer l'accès des femmes rurales aux services financiers, et parmi celles s'adressant au secteur gouvernemental :

- de sensibiliser les dirigeants et les gérants des banques aux besoins des groupes les moins favorisés, et tout spécialement, à ceux des femmes;

- d'abolir les lois discriminatoires et en particulier celles concernant la propriété terrienne, l'âge de la majorité, les droits de propriété au sein de la famille et de la communauté et la législation fiscale;

- d'accorder aux institutions financières des mesures d'encouragement afin qu'elles décentralisent leurs services pour les rendre plus accessibles aux femmes des zones rurales;

- d'accroître les offres de crédit, d'assistance technique et les services de formation destinés aux activités créatrices de revenus pour les femmes rurales;

- de promouvoir la collecte de données statistiques désagrégées par sexe qui serviront à rendre compte des contributions des femmes au développement national.

Au niveau des institutions, les recommandations demandaient entre autres de:

- adapter les politiques institutionnelles pour qu'elles tiennent compte des besoins spécifiques des femmes rurales;

- inclure des données désagrégées par sexe dans les systèmes d'information à l'intention de la direction;

- fournir des services axés sur la clientèle qui tiennent compte des besoins des femmes rurales, telles que l'ouverture de succursales en zones rurales, la création de banques itinérantes, l'aménagement des horaires d'ouverture en fonction des exigences

(suite p. 32)

LES et la c



Photo ONU - J. Foxx ↑ Photo ONU - B. Wolff ↓

LES FEMMES

la crise économique



Photos E. Meitzer

La crise économique mondiale a limité encore davantage les possibilités d'emploi des femmes.

Alors, les femmes se tournent de plus en plus vers le secteur informel afin de survivre et elles utilisent leur créativité pour produire des revenus.

des femmes en la matière, l'assouplissement des demandes de caution portant sur des propriétés terriennes, la simplification des procédures bancaires et l'offre de modèles d'épargne mieux adaptés;

- former le personnel à tous les niveaux pour le sensibiliser aux aspects de la dimension sexuelle au moment d'offrir des services financiers;

- accroître le nombre de femmes travaillant comme agents d'exécution dans les zones rurales;

- aider leur clientèle féminine à acquérir une qualification professionnelle en matière de gestion et de direction des entreprises;

- recruter et promouvoir des femmes qualifiées aux niveaux de direction et de décision.

Dix-huit participants, représentant des banques centrales, des banques privées, des banques de développement agricole et industriel, des banques coopératives et des caisses d'épargne, sont venus de 16 pays africains.

Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque Mondiale avaient envoyé des représentants, de même que la Women's World Banking, institution financière à but non lucratif dont le siège se trouve aux Pays-Bas.

Les femmes rurales d'amérique latine et des Caraïbes sont le thème central d'un séminaire au Costa Rica

Le progrès économique des femmes rurales d'Amérique latine et des Caraïbes, tel est le thème d'un séminaire régional qui aura lieu à San José (Costa Rica) du 17 au 21 juin. Financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), avec la collaboration de l'Institut interaméricain de coopération agricole, ce séminaire portera sur quatre thèmes centraux :

- analyse du rôle économique et des besoins des femmes rurales latino-américaines;

- accès des femmes aux services de formation professionnelle axés sur la production et à la formation traditionnelle;

- accès au crédit, à l'organisation et à la gestion financières, aux systèmes et procédures de financement; et

(suite p. 43)

Femmes et l'eau

Les femmes et l'eau : le Conseil de collaboration change de nom

Le Conseil de collaboration des organisations d'aide extérieure qui s'occupent de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement a pris la décision de changer son nom en Conseil de collaboration pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement au cours d'une réunion solennelle qui s'est tenue à New Delhi (Inde), les 8 et 9 septembre 1990.

Le Conseil avait convenu que ses objectifs devaient être modifiés et que sa composition devait se diversifier afin d'inclure des professionnels provenant aussi bien d'organisations d'aide extérieure que de pays en développement. Ces changements se reflètent également dans la modification de son nom.

Le Conseil a pour mandat de renforcer la collaboration entre les organisations d'aide extérieure et les pays en développement afin d'accélérer la mise en place de travaux d'adduction d'eau et d'assainissement durables ainsi que de services de gestion des déchets pour toutes les classes sociales et notamment pour les moins favorisées.

Pour atteindre cet objectif, le Conseil se propose de :

- servir de point de rencontre aux professionnels de ce secteur, leur permettant ainsi d'identifier et d'analyser des questions clés, de parvenir à un consensus et d'assurer la meilleure diffusion possible des résultats obtenus;

- faire connaître à ses membres la manière la plus rentable d'utiliser les ressources disponibles;

- sensibiliser davantage l'opinion publique quant à la nécessité de multiplier les initiatives afin de parvenir à une couverture acceptable et à une utilisation plus efficace pendant les années 90;

- promouvoir une collaboration accrue au niveau national; et

- encourager l'adoption de politi-

ques, stratégies et programmes plus cohérents.

Le Conseil de collaboration élaborera des documents de base et des notes d'information sur les questions clés concernant ce secteur et il s'efforcera de mieux sensibiliser ses membres et le public en général quant aux approches et buts communs ainsi que de multiplier les réunions régionales organisées par les institutions régionales pertinentes, membres du Conseil.

Cinquante participants, issus de 30 organisations d'aide extérieure, ont assisté à la réunion, et en particulier, deux représentants du gouvernement indien et le président du Syndicat des distributeurs d'eau d'Afrique. L'INSTRAW y était représenté par Borjana Bulajich, administratrice adjointe chargée des Affaires sociales.

Eau potable horizon 2000 : desservir les non desservis

Une réunion mondiale sur le thème de *L'eau potable et l'assainissement pendant les années 90* s'est tenue à New Delhi (Inde), du 10 au 14 septembre 1990. Accueillie par le gouvernement indien, elle était financée conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Comité directeur des Nations Unies d'actions de coopération en faveur de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement (1981-1990) et le Conseil de collaboration des organisations d'aide extérieure.

Cette réunion a évalué la Décennie qui a permis à une population estimée à 700 millions de personnes d'avoir accès à de l'eau potable et à 250 millions de personnes d'obtenir des services d'assainissement satisfaisants. Ces chiffres, pourtant, sont contre-balancés par la croissance démographique, si bien que la quantité de personnes qui continuent à ne pas avoir accès à l'eau pota-

ble ni à l'assainissement reste la même qu'il y a 10 ans. La Décennie a eu des résultats exceptionnellement positifs et elle a contribué à systématiser les stratégies, les approches et les structures de soutien aux niveaux national, régional et mondial. Mais, vu l'accroissement incessant de la population mondiale, la détérioration des conditions sanitaires et la dégradation de l'environnement, les efforts concertés doivent se poursuivre à travers le monde pendant les années 90.

Cette réunion mondiale avait pour but de faciliter les consultations entre pays en développement et organisations d'aide extérieure et d'élaborer pour les années 90 et au-delà des stratégies durables et qui ne menacent pas l'environnement dans le domaine de l'eau pota-

ble et de l'assainissement. Elle a fait fonds sur les résultats obtenus par la Décennie, qui a été le point de départ d'une nouvelle étape de développement accéléré pour des centaines de millions de personnes à faibles revenus dépourvus jusqu'alors de ce type de service.

La maximisation de services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement durables requiert la volonté politique de tirer profit des nombreuses leçons de la Décennie. L'utilisation de techniques adaptées, unie à la gestion de ces dernières par la communauté et à la formation des ressources humaines, diminuera le coût des investissements et améliorera la durée de ces services. Les pays pourront ainsi étendre leur taux de couver-

ture dans ce domaine avec des normes de service satisfaisantes et réalisables du point de vue social pour un niveau d'investissement acceptable.

Pour relever ce défi, le secteur s'est fixé quatre principes directeurs inscrits dans la philosophie générale qui se résume par : "un petit peu pour tous plutôt que davantage pour quelquesuns":

- prévention sanitaire et protection de l'environnement grâce à une gestion intégrée des ressources hydriques et des déchets;

- réorientation des stratégies institutionnelles afin de garantir une approche intégrée, et notamment en ce qui concerne l'éducation, la modification des attitudes, des comportements et des procédures et la participation des femmes à tous les niveaux des institutions du secteur;

- gestion et opération des installations par la communauté; et

- des méthodes financières saines, une meilleure gestion des biens existants et une utilisation systématique des technologies appropriées.

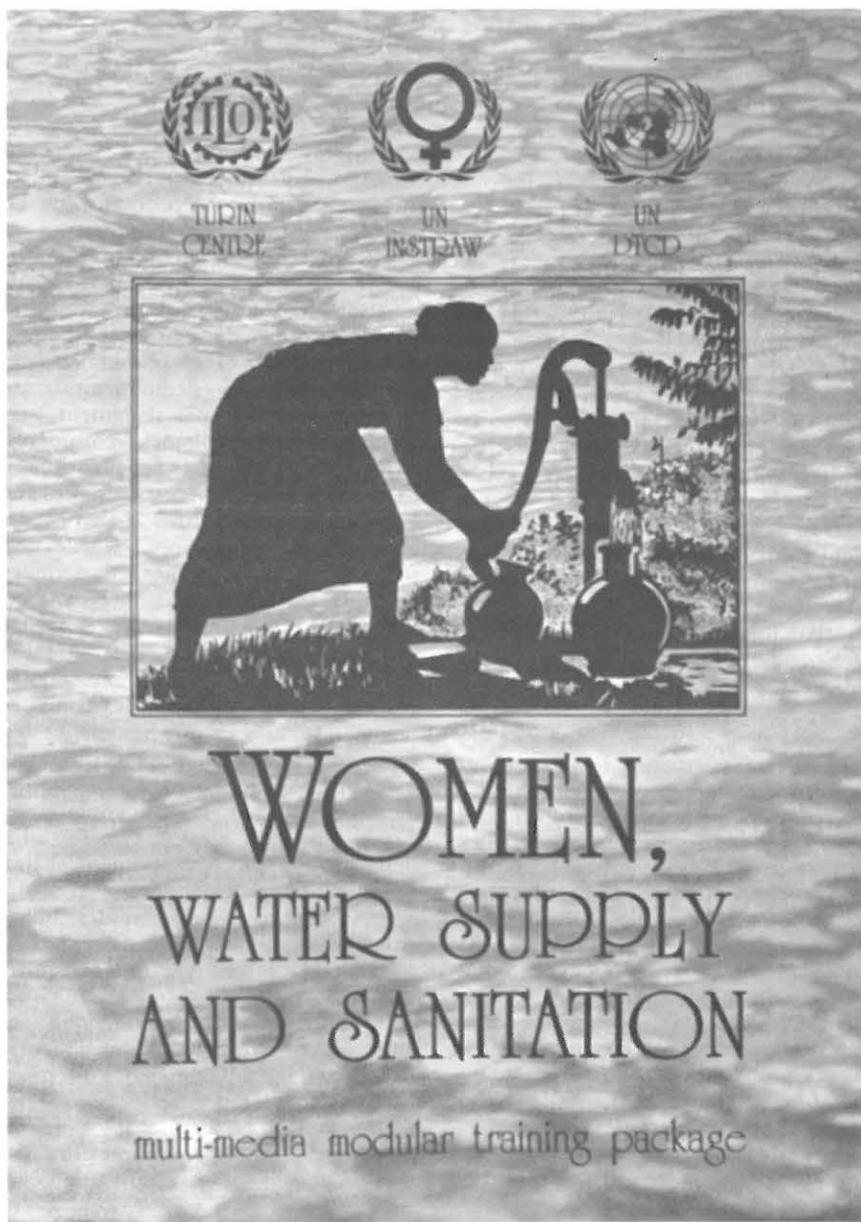
Les participants ont souligné le rôle de premier plan que jouent les femmes en ce qui concerne les principes directeurs et ils ont aussi insisté sur le fait qu'elles devaient participer davantage à tous les niveaux et que telle était l'une des priorités des années 90.

Plus de 500 participants, et parmi eux, Borjana Bulajich, administratrice adjointe chargée des Affaires sociales, ont assisté à cette réunion.

Recommandation concernant la tenue d'une conférence sur l'eau et l'environnement à Dublin

Une conférence internationale sur l'eau et l'environnement se tiendra à Dublin (Irlande) en 1992, conformément aux recommandations émanant du Comité administratif de coordination du Groupe intersecrétariats pour les ressources hydriques qui s'est réuni à Genève du 3 au 5 octobre 1990. Cette conférence s'inscrira dans le contexte de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement (Sommet Planète Terre de Rio de Janeiro, en juin 1992) et elle constituera un jalon important pour les activités concernant les ressources hydriques des différentes organisations.

Les modules de formation multimédias sur les femmes, l'eau et l'assainissement visent à promouvoir la prise en considération des besoins des femmes dans les programmes durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



L'ordre du jour portait essentiellement sur la formulation d'une stratégie pour la mise en application du Plan d'action de Mar de Plata pendant les années 90, élaboré en 1977 par la Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui avait défini les directives et les stratégies de la Décennie. Les participants ont également discuté l'évaluation et la gestion des ressources hydriques existantes; la formulation de politiques dans ce domaine; la qualité de l'eau et les questions relatives à l'environnement; le programme d'action concernant l'utilisation de l'eau pour une mise en valeur durable de l'agriculture; l'approvisionnement en eau et l'assainissement; la formation des ressources humaines; les considérations régionales et les questions concernant la préparation du Sommet Planète Terre.

Les modules de formation de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT sur "Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement" constituent de l'avis de tous une approche et une méthode de formation précieuses pour les dirigeants et les hauts-fonctionnaires des ministères et des autres groupes ciblés.

Vingt-sept représentants d'institutions et d'organismes spécialisés des Nations Unies ont assisté à cette réunion. L'INSTRAW y était représenté par Borjana Bulajich, administratrice adjointe chargée des Affaires sociales.

Le comité directeur fait le point sur la Décennie de l'approvisionnement en eau

L'évaluation de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement était l'un des thèmes examinés par la 18ème réunion du Comité directeur interorganisations d'actions de coopération pour la Décennie qui s'est tenue à Genève le 2 octobre 1990.

La réunion a également examiné le rapport concernant la Réunion de consultation mondiale et les répercussions de cette dernière sur le travail du Comité directeur, l'avenir du contexte international dans le domaine de la coopération mondiale ainsi que les activités futures du Comité directeur.

L'une des principales activités de ce Comité dans le futur consistera à définir clairement et à appuyer les principes directeurs de New Delhi.

Le rapport de l'INSTRAW concernant l'état d'avancement de ses travaux dans le domaine de l'approvisionnement en eau a été présenté pendant la réunion. □

Femmes et le sida

Les priorités de la recherche dans le domaine des femmes et du sida

La sous-directrice de l'INSTRAW, Eleni Stamiris, a participé à une réunion sur *Les priorités de la recherche dans le domaine des femmes et du sida*, organisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève, les 19 et 20 novembre 1990. Plus de vingt-cinq représentants d'organisations et d'institutions de santé, d'établissements d'enseignement et de recherche et d'organisations internationales ont participé à cette réunion qui avait été convoquée afin d'analyser et d'évaluer toutes les recommandations faites jusqu'à ce jour par la communauté internationale en matière de recherche sur les femmes et le sida, afin de proposer des sujets et des méthodes de recherche, de passer en revue les contraintes existantes qui s'opposent à la mise en oeuvre des programmes et projets anti-sida et de recommander des solutions viables.

L'un des points qui a été particulièrement souligné est le fait que, alors que sur les 8 millions de personnes qui dans le monde sont considérées porteuses du HIV un tiers sont des femmes, les recherches portant sur les aspects du sida propres aux femmes n'ont progressé que très lentement. Les participants ont considéré qu'étant donné que les pays occidentaux sont les leaders incontestés de la recherche sur le sida, les biais de type sexuel et culturel qui pèsent sur les connaissances actuelles en matière de sida ont freiné la constatation de l'importance de la maladie pour les femmes à cause de multiples facteurs médicaux et para-médicaux et notamment à cause de la condition inférieure de la femme au sein de la société. Cette constatation tardive, combinée à la discrimination d'origine sexuelle, aux problèmes de recherche propres aux femmes et au manque d'intérêt, explique le peu de progrès réalisés.

Afin de faciliter les débats, la recherche a été sub-divisée en plusieurs thèmes : épidémiologie du HIV / du sida;

recherches sur le comportement; aspects sociaux et économiques du HIV / du sida et les femmes, et notamment ce qui a trait aux femmes en tant qu'utilisatrices et pourvoyeuses de soins. Les priorités de recherche établies pour chaque thème sont notamment :

- **Epidémiologie** : des recherches plus approfondies sur les conséquences biologiques de l'infestation des femmes par le virus HIV, l'interaction de la grossesse et du virus HIV, les effets de certains médicaments sur le virus HIV chez les femmes, qu'elles soient ou non enceintes et les effets des médicaments susceptibles de réduire la transmission verticale (mère-foetus) de la maladie, sont indispensables.

- **Recherches sur le comportement** : des recherches plus approfondies sur les stratégies de prévention destinées à tous les groupes de femmes -- urbaines et rurales, mariées et célibataires, de tous âges et de toutes conditions socio-économiques -- et pas seulement aux groupes traditionnellement considérés comme les plus exposés, les prostituées par exemple, sont nécessaires. Ces recherches devront étudier également la capacité de négociation sexuelle des femmes et les mécanismes leur permettant d'accroître leur habileté dans ce domaine, les moyens efficaces de transmettre des informations aux femmes, et notamment celles concernant l'accès aux services de santé, les comportements sexuels et non sexuels et les facteurs socio-économiques qui augmentent ou diminuent la possibilité que les femmes soient contaminées par le virus HIV ainsi que les facteurs déterminants du comportement et des modifications de ce dernier.

- **Aspects socio-économiques** du virus HIV et du sida et les femmes : la relation entre pauvreté et prédisposition à l'infestation par le virus HIV par voie biologique, immunologique ou autre, devra être étudiée afin d'identifier les facteurs favorisant l'intervention par le biais de stratégies de moyens de pression, par exemple. Il faudra assurer le suivi de la condition des femmes dans tous les pays tant que l'épi-

(suite p. 43)



Photo P. Pittet
Des femmes africaines travaillent en groupe.

Programmes scolaires et les femmes

SECTEURS
ECONOMIQUES
*le rôle des
femmes*

Les femmes latino-américaines analysent les perspectives de la recherche

Des chercheuses de premier plan, en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes, se sont réunies à Saint-Domingue, les 7, 8 et 9 mai, afin de discuter et de comparer, du point de vue théorique et pratique, les perspectives de la recherche concernant les femmes dans la région et pays par pays. Cette réunion du Grupo de Trabajo Condición Femenina du Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO) avait pour but d'identifier les lacunes existantes en matière de recherche, les méthodes utilisées et les stratégies pour l'avenir afin d'entreprendre des recherches dans ce domaine dans la région.

Au cours des débats, axés sur l'évolution historique des recherches concernant les femmes en Amérique latine et

dans les Caraïbes, les participantes ont convenu que, s'il est certain que dans les premiers temps les recherches ont davantage été le fait d'activistes que de spécialistes en sciences sociales et que l'on avait accordé plus d'importance aux femmes qu'aux différences d'origine sexuelle, la recherche pouvait désormais être envisagée d'un point de vue scientifique et social plus vaste. Elles ont considéré que l'objet des recherches ne devait pas être la femme en tant que telle mais la société tout entière : l'étude de la société considérée sous l'angle des différences de type sexuel peut déboucher sur une meilleure compréhension des processus sociaux. Si la recherche concernant les femmes ne s'oriente pas dans ce sens, elle risque de s'enfermer dans un ghetto et de perdre ainsi toute possibilité d'influencer les politiques, les attitudes et les comportements sociaux.

La participation économique des

femmes a été considérée le thème d'étude le plus important dans cette région et notamment celle des femmes du secteur industriel, des femmes rurales et des femmes employées de maison. Des modèles internationaux ont été identifiés en fonction des conjonctures politiques et du degré d'urbanisation et d'industrialisation du pays en question. C'est ainsi que le thème des femmes rurales a été peu traité en Argentine, pays fortement industrialisé et qui accorde au contraire beaucoup d'attention au secteur non structuré et à l'impact de la crise socio-économique sur les familles.

De même, les différentes réalités politiques influencent la manière dont les chercheurs considèrent le pouvoir politique. Alors que dans certains pays, celui-ci n'a pas été abordé par des professionnels, dans d'autres pays – tels que le Nicaragua et le Venezuela – il a été souvent étudié. Toutes les participantes ont coïncidé sur le fait que les femmes et le pouvoir politique constituaient un sujet d'un grand intérêt qui devra être étudié de plus en plus souvent au cours des années 90. Un autre sujet qui a fait l'objet d'une attention variable mais dont les recherches devront s'occuper dorénavant est la violence au sein du foyer. Le thème de l'avortement qui est proche de ce dernier devra lui aussi être étudié de plus près.

Au cours des débats sur les contributions que les femmes ont faites ou peuvent faire en matière de méthode des sciences sociales, quelques participantes ont souligné les liens que de nombreux chercheurs se sont efforcés d'établir entre les domaines micro et macroéconomiques en considérant l'unité familiale comme un élément de la dimension macro-économique. En ce qui concerne les cadres conceptuel et méthodologique, les expertes ont suggéré une plus grande utilisation de l'approche sémiotique. Elles ont demandé la réalisation d'une étude exhaustive des contributions théoriques et méthodologiques des chercheuses aux sciences sociales. Cette étude est considérée comme primordiale si l'on veut que la recherche concernant les femmes soit l'un des constituants du discours général des sciences sociales.

Malgré le fait que toutes les chercheuses participant à la réunion étaient membres du Groupe de travail du CLASCO sur la condition de la femme, les débats ont montré que la communication entre les chercheuses des Caraïbes et d'Amérique du Sud n'était pas bonne et que les actions en commun manquaient. C'est pourquoi, les participantes ont donné leur approbation à l'élaboration d'un répertoire qui servira à étendre le réseau régional des chercheurs spécialistes des questions féminines.

Afin de permettre aux chercheurs dominicains et aux autres personnes qui le souhaitaient de partager les expériences des expertes, l'INSTRAW a organisé une table ronde le 8 mai afin d'étudier les thèmes analysés pendant les séances de travail. Sous le titre "La Investigación social en el tema Mujer en América Latina" (La recherche sociale sur le thème de la femme en Amérique latine), la table ronde est devenue le forum permettant les échanges d'idées entre spécialistes latino-américains et féministes locales sur les différences culturelles que mettent en relief les méthodes de recherche. Les participantes ont fait un résumé de la situation des femmes dans leurs pays respectifs au cours des 20 ou 30 dernières années et notamment en fonction de la conjoncture politique. Les femmes de Porto-Rico, par exemple accèdent à l'éducation et à d'autres moyens pour améliorer leur vie. Cette situation s'oppose à celle d'autres pays latino-américains où les femmes ont dû lutter avec acharnement avant de voir reconquis leurs droits politiques et sociaux les plus élémentaires – souvent avec un succès très relatif. □

Femmes et la famille

Année internationale de la famille : Réunion du groupe de travail à Vienne

Le groupe de travail spécial inter-organisations pour la célébration de l'Année internationale de la famille en 1994 s'est réuni à Vienne les 13 et 14 mars. Le thème principal de cette Année est "La famille : richesses et responsabilités dans un monde en évolution".

La réunion était convoquée pour examiner les mandats et les programmes des organisations des Nations Unies concernées par les questions de la famille, le rôle du système des Nations Unies dans la préparation et la célébration de l'Année internationale de la famille ainsi que la coopération interorganisations.

Les participants, représentant 26 organisations des Nations Unies, ont approuvé les recommandations suivantes en vue de leur mise en oeuvre par les institutions pertinentes, et entre autres :

- d'identifier les manières de renforcer le rôle de la famille dans le processus de développement socio-économique;
- de prêter l'attention nécessaire à l'impact des stratégies de développement global et d'étendre les activités socio-économiques à la famille et à chacun des membres de la famille, afin de renforcer la famille et de promouvoir les droits et la position de tous ses membres, femmes et enfants en particulier;
- d'identifier des sujets pour les programmes d'action destinés à l'Organisation toute entière, tels que "La famille, agent du développement au niveau local", "Paternité responsable" et "Le rôle de la famille dans l'amélioration de la qualité de la vie"; et,

• de prêter tout particulièrement attention aux projets ayant trait aux familles de réfugiés dans le cadre de l'Année internationale de la famille, en collaboration étroite avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

La réunion a également recommandé au Secrétariat de l'Année de préparer une étude consacrée à des questions telles que la conceptualisation, les typologies, les structures et les fonctions concernant la famille et elle a ensuite suggéré que le Bureau de statistique des Nations Unies fasse une description de la famille à des fins statistiques. Ce Bureau pourrait également préparer une charte statistique commune sur la famille avec l'aide des organisations et institutions concernées.

Une seconde réunion spéciale inter-organisations se tiendra les 5 et 6 mars 1992 avant la réunion de la *Commission de la condition de la femme*. Elle examinera les principales manifestations internationales de 1992 ayant trait à l'Année internationale de la famille, et notamment, la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement, le dixième anniversaire du Plan d'action international de Vienne sur le vieillissement et la fin de la Décennie des Nations Unies pour les handicapés.

L'INSTRAW était représenté par Florissa Abreu, administratrice de programmes qui a parlé du mandat et des programmes concernant les femmes de l'Institut ainsi que de l'étroite relation de ceux-ci avec les questions de la famille. □

Statistiques relatives à la femme

Au Soudan, on met l'accent sur les techniques de compilation des données

L'atelier national sur *Les statistiques, les femmes et le développement* est le fruit d'un effort conjoint du point focal de l'INSTRAW au Soudan - le Département des affaires féminines - le Service pour les femmes du Département du bien-être social, le Comité national de la population et l'Institut de la langue arabe de Khartoum avec l'appui des départements de statistique gouvernementaux. L'atelier a eu lieu à Khartoum (Soudan) du 24 au 29 novembre 1990 et il était financé par l'INSTRAW, avec la collaboration de l'UNICEF et de la Fondation Friedrich Ebert. Il a permis aux utilisateurs et producteurs de statistiques soudanais et de données concernant les femmes d'établir un dialogue et d'analyser les obstacles à l'amélioration de la qualité de ces données.

Trente-trois participants, dont la plupart étaient des femmes, ont assisté à l'atelier. Grace Bediako, conseillère technique de l'INSTRAW, y a assisté au nom de l'Institut.

L'atelier avait deux objectifs principaux : faire prendre conscience aux producteurs de statistiques et aux spécialistes de la participation des femmes au développement de l'importance des statistiques concernant les femmes et de faire connaître aux utilisateurs de statistiques les techniques pour la compilation et l'analyse des statistiques et des indicateurs sur la contribution des femmes au développement.

Plusieurs recommandations visant à améliorer la collecte des données et l'analyse de la situation des femmes ont été émises, concernant en particulier la nécessité d'une meilleure coordination en matière d'utilisation et de diffusion des informations statistiques.

L'atelier a mis en évidence combien il est important de coordonner les activités statistiques et à cette fin il a recommandé la création d'un comité technique composé de tous les services et institutions de statistiques pour analyser et normaliser les concepts et procédures utilisés pour la collecte des données au Soudan.

L'atelier a également recommandé de :

- désigner du personnel qualifié en statistiques pour travailler dans les services pour les femmes;
- encourager les gouvernements à inclure dans leurs rapports annuels une analyse de statistiques pertinentes concernant les femmes; et,
- former le personnel du Comité national de population pour qu'il transmette les connaissances aux régions et fasse comprendre aux communautés l'importance des statistiques.

Pour les problèmes propres aux femmes, les participants ont suggéré de :

- réaliser des efforts pour améliorer les possibilités qu'ont les femmes de parvenir à des postes administratifs plus élevés;
- évaluer la faisabilité de créer des écoles techniques et de formation professionnelle destinées aux femmes dans les différentes régions afin d'offrir de meilleures options aux jeunes qui abandonnent l'école en matière de formation professionnelle.

En Malaisie : on souligne la nécessité d'indicateurs pour la participation des femmes au développement

L'atelier national sur *L'utilisation des statistiques et indicateurs concernant les femmes* en Malaisie, organisé par l'INSTRAW avec la collaboration du Secrétariat aux affaires féminines, l'Université Pertanian

Malaysia et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), s'est tenu à Kuala Lumpur, du 5 au 9 novembre 1990. Trente utilisateurs et producteurs de statistiques issus des départements responsables de l'établissement des statistiques nationales, des mécanismes pour le femmes, des ministères pertinents ainsi que des chercheurs d'universités et d'institutions de recherche y ont assisté.

L'atelier a mis l'accent sur le besoin urgent de mettre au point une série d'indicateurs appropriés sur les femmes et le développement. Les participants ont recommandé, pour mener à bien cette tâche d'identifier soigneusement les questions prioritaires pour la participation des femmes au développement, de sélectionner les indicateurs les mieux adaptés et d'examiner les sources de données et les techniques utilisées pour la collecte de ces données. Les indicateurs pertinents devraient inclure les aspects qualitatifs et quantitatifs de la participation des femmes principalement au secteur informel aux activités sociales et aux activités d'éducation de type non classique.

En ce qui concerne la collecte des données, toutes les études et sources de données concernant les femmes devront être centralisées grâce aux efforts concertés et au dialogue permanent entre les organisations gouvernementales et les organisations non gouvernementales pertinentes, et surtout entre utilisateurs et producteurs de statistiques concernant les femmes.

L'atelier a ensuite souligné que toutes les institutions d'enseignement devraient élaborer un cursus, afin de former un noyau de chercheurs qualifiés dans le domaine de la participation des femmes au développement. A cette fin, les participants ont demandé au Secrétariat aux affaires féminines de coordonner ou organiser des cours de courte durée d'évaluation, de divulgation et d'utilisation des données et indicateurs sur la participation des femmes au développement.

L'INSTRAW y était représenté par Marie Paul Aristy, fonctionnaire de première classe chargée des Affaires économiques et sociales et par Mercedes Concepción, consultante.

A Porto Rico : L'atelier sur les statistiques constitue une première

L'atelier de l'INSTRAW sur *Les statistiques et les indicateurs concernant les femmes* (San Juan de Porto Rico, 3-5 octobre 1990) a amorcé un dialogue entre utilisateurs

et producteurs de statistiques et de données concernant les femmes dans l'Etat libre et associé de Porto Rico. Cet atelier, le tout premier à Porto Rico, était organisé par PRO MUJER de l'Université de Porto Rico et il a pu avoir lieu grâce à l'appui du Conseil de planification du gouvernement et de l'Universidad del Sagrado Corazón de Porto Rico. L'INSTRAW a fourni des services techniques et de conseil pour la préparation et la direction de l'atelier auquel ont assisté 36 participants.

Des recommandations spécifiques concernant les statistiques sur la santé, l'éducation, les activités économiques des femmes et les données démographiques ont été faites. Les participants ont considéré unanimement qu'il fallait réviser les concepts et définitions utilisés actuellement dans les recensements et les enquêtes et, si possible, les normaliser. Etant donné que la plupart des utilisateurs continuent à ignorer la quantité et le type de données concernant les femmes qui sont disponibles, les participants ont chaudement recommandé de publier et de diffuser plus systématiquement ces informations et ces données une fois qu'elles sont traitées.

En ce qui concerne les statistiques sanitaires, les participants ont recommandé d'inclure des données particulièrement importants pour les femmes dans la collecte, la compilation et l'analyse des données. Par ailleurs, il faut compiler et diffuser les statistiques ou données concernant le nombre d'avortements provoqués, de césariennes, de cas d'agressions sexuelles et de violence au sein du foyer.

Pour garantir un suivi approprié, en particulier, pour la préparation de principes directeurs clairs et spécifiques pour la présentation et la diffusion des recommandations émanant de l'atelier, un comité composé d'un certain nombre de participants de l'atelier a été créé.

L'INSTRAW et le Bureau de statistique des Nations Unies y étaient représentés par Corazón Narvaez, administratrice adjointe aux affaires sociales et par Francesca Perucci, respective-

Le Mali accueillera un atelier pour les pays africains francophones

À la suite des premiers contacts avec les autorités nationales maliennes, des dispositions sont prises actuellement en vue de la préparation d'un atelier sous-régional

(suite p. 43)

Femmes et l'énergie

L'INSTRAW co-organise un séminaire sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables à Saint-Domingue

Faire mieux comprendre combien il est important de tenir compte des femmes en tant qu'utilisatrices et productrices de l'énergie à toutes les étapes de la planification et de la conception des politiques en matière énergétique, tel était le but d'un séminaire organisé conjointement par l'INSTRAW et par le Bureau national de promotion de la femme - mécanisme national qui s'occupe des questions concernant les femmes et point focal de l'INSTRAW en République dominicaine - sur le thème "*Les femmes, le développement et les substituts énergétiques : les sources nouvelles et renouvelables d'énergie*" qui s'est tenu du 11 au 13 décembre 1990 à Saint-Domingue.

Des orateurs, représentant divers bureaux gouvernementaux, des institutions privées et plusieurs organisations internationales, y compris les institutions de développement de différents pays, ont parlé de leurs expériences dans le domaine des femmes et de l'énergie. Afin d'établir les bases permettant de définir le lien existant entre les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie, deux spécialistes dominicains en énergie ont présenté la version abrégée en espagnol des modules de formation multimédia de l'INSTRAW sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Des fourneaux économisant l'énergie, tels le fourneau Lorraine amélioré ou le fourneau en céramique, quelques exemplaires d'arbres plantés dans les fermes énergétiques et le matériel utilisé pour la fabrication de briquettes ont été montrés pendant le séminaire. Un participant du Costa Rica a fait une démonstration sur la manière de cons-

truire et d'utiliser un fourneau solaire en servant un plat de riz préparé sur place avec un fourneau de ce type.

Les participants ont reconnu que la crise énergétique nationale actuelle est l'une des principales préoccupations des Dominicains. Les hydrocarbures ne sont pas renouvelables et il est de jour en jour plus difficile de se les procurer. Parallèlement, la transformation et la consommation de l'énergie obtenue à partir du pétrole selon la méthode traditionnelle polluent l'environnement. Les politiques énergétiques doivent donc rechercher l'économie, la conservation et l'autosuffisance et les étudiants doivent savoir ce que sont les sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Il faut encourager les projets portant sur la fabrication, l'utilisation et l'entretien des fourneaux en céramique, les fourneaux et panneaux solaires, les moulins à vent, les briquettes et le biogaz, ont dit les participants. Il faut également mettre au point des programmes de reboisement, quantifier les sources d'énergie renouvelables du pays et planifier une campagne pour faire prendre conscience de la nécessité d'économiser l'énergie. Il faut accroître la participation des femmes aux programmes et projets concernant les sources nouvelles et renouvelables d'énergie en faisant une estimation de l'offre et de la demande énergétiques, en réalisant une analyse coûts-avantages et en créant une base de données dans le domaine des femmes et des sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Une commission fut créée avec mission d'assurer le suivi des recommandations du séminaire. Cette commission est composée de représentants du secteur gouvernemental s'occupant de la production énergétique, du Bureau national de promotion de la femme, de plusieurs institutions non gouvernementales, d'experts en énergie et de plusieurs organisations de femmes.

Tripoli accueille le premier séminaire régional de formation en sources nouvelles et renouvelables d'énergie

La toute première activité de l'INSTRAW en Libye a été un séminaire régional de formation sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie qui s'est tenu à Tripoli, du 1er au 8 décembre 1990.

Le séminaire était organisé par la Fondation internationale de l'énergie, le Centre régional africain pour l'énergie solaire, l'INSTRAW et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il avait pour but de promouvoir la participation des femmes aux activités énergétiques en attirant l'attention sur leur rôle et leurs besoins en ce qui concerne la mise au point, la gestion et l'utilisation de ces sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

La Fondation ayant traduit en arabe les modules de formation multimédia de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT sur "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie", ils ont été présentés aux participants pendant le séminaire.

L'ordre du jour comportait un panorama général des activités des Nations Unies dans le domaine des sources nouvelles et renouvelables d'énergie; les besoins des femmes africaines dans ce domaine et leur interaction avec les sources nouvelles et renouvelables d'énergie; la conversion de l'énergie thermique du soleil; la conversion de l'énergie électrique du soleil; les systèmes de conversion de l'énergie éolienne; le dessalement au moyen des sources nouvelles et renouvelables d'énergie; la production et l'utilisation du biogaz; les programmes et projets relatifs aux sources nouvelles et renouvelables d'énergie, leur conception et leur adaptation; activités d'apprentissage et de formation dans ce domaine; les femmes et l'énergie - l'exemple libyen; les fourneaux au bois améliorés - l'exemple tunisien et l'exemple angolais en matière de sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Plus de 120 participants en provenance de divers ministères chargés des projets et programmes énergétiques, d'organisations de femmes et d'institutions des Nations Unies ainsi que des professeurs d'universités, des ingénieurs et des planificateurs du développement ont assisté au séminaire. Ils ont visité des installations d'énergie solaire et éolienne en Libye et ils ont élaboré une série de recommandations en vue d'ac-

tions portant sur la participation des femmes aux projets et programmes relatifs aux sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Les activités de suivi comporteront l'organisation de stages nationaux de formation à partir des modules de formation de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT.

L'INSTRAW y était représenté par Borjana Bulajich, administratrice adjointe chargée des Affaires sociales.

Séminaire de formation méditerranéen sur les sources nouvelles et renouvelables d'énergie à Ljubljana

Un séminaire de formation méditerranéen sur *Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie* a été organisé à Ljubljana (Yougoslavie) du 17 au 21 septembre 1990 par le Centre yougoslave de gestion et de recherche sur le travail, point focal de l'INSTRAW dans ce pays et le Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement. Les points focaux de l'INSTRAW dans la région méditerranéenne et des représentants des ministères de l'Énergie et de la Planification yougoslaves, d'organisations de femmes et d'ONG, ont assisté au séminaire. Ils ont recommandé que le rapport final contienne in extenso le texte des modules de formation de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT adaptés pour la région méditerranéenne.

Le PNUD finance un projet sur les femmes et les politiques du secteur énergétique

Le projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) relatif à *l'Amélioration des relations entre les femmes et les politiques, programmes et projets du secteur énergétique concernant en particulier les sources nouvelles et renouvelables d'énergie* découle directement de la constatation du rôle vital que les femmes peuvent jouer dans le secteur énergétique africain si les dirigeants, les planificateurs, les administrateurs et les techniciens leur procurent les encouragements, les moyens et la formation nécessaires.

Il s'agit d'un projet sur trois ans mené dans quatre pays africains. L'organisation Volontiers in Technical Assistance (VITA), ONG internationale dont le siège se trouve à Arlington (Virginie) a la responsabilité des activités entreprises dans les deux premiers pays et

l'INSTRAW se charge des activités réalisées dans les deux autres.

Le projet se propose de mettre au point une approche systématique afin de faire pleinement participer les femmes à toutes les phases de la planification et de la programmation de la production d'énergie. Des projets pilotes montreront comment les femmes peuvent prendre part à tout ce qui concer-



Un feu en plein air traditionnel

ne ce secteur. Le projet contribuera également à réorienter, recentrer et réviser les tentatives de coordination jusqu'à présent inappropriées des différents ministères, départements et organismes afin de garantir une participation plus efficace des femmes aux programmes et aux projets énergétiques.

A long terme, le projet s'efforcera de faire participer davantage les femmes à la conception, la planification, la mise en oeuvre, la gestion et l'évaluation des programmes et projets du secteur énergétique. Il cherchera également à améliorer la situation de femmes, utilisatrices et productrices d'énergie. Cette distinction est importante, car les femmes en tant que planificatrices, utilisatrices et productrices d'énergie, constituent des groupes cibles séparés qui doivent être considérés différemment.

Les objectifs immédiats du projet s'orientent selon quatre axes principaux :

- encourager l'amendement et l'adoption de politiques visant à améliorer la condition des femmes en ce qui concerne l'utilisation actuelle et possible de l'énergie et à faciliter leur participation tant aux programmes et aux projets énergétiques traditionnels que complémentaires;

- créer et élargir les bases institutionnelles et infrastructurelles nationales afin d'appuyer la participation des femmes aux programmes et projets énergétiques et en particulier à ceux qui concernent l'application des technologies

(suite p. 43)

Les femmes âgées

Réunion de consultation sur les statistiques concernant les femmes âgées

Les participants d'un séminaire récent de l'INSTRAW sur les statistiques ont recommandé de chercher la manière de créer une nouvelle image de la femme âgée qui reflèterait le rôle qu'elle joue dans les sociétés d'aujourd'hui en pleine évolution. Lors de la *Réunion de consultation sur l'amélioration des concepts et méthodes concernant les statistiques et les indicateurs sur la condition des femmes âgées* (New York, du 28 au 30 mai 1991, les participants issus d'un vaste éventail d'organisations internationales et non gouvernementales, ont dit que lorsqu'ils soulignent l'importance du rôle traditionnel de dispensatrice de soins des femmes âgées, les chercheurs doivent éviter de perpétuer les stéréotypes qui considèrent ce groupe comme se limitant à donner des soins, et par là-même comme n'étant pas en mesure de faire d'autres apports à la société ni de jouer un rôle plus significatif.

Bien que la population des pays en développement soit considérablement plus jeune que celle des pays développés, la tendance générale – grâce aux taux décroissants de fécondité et de mortalité – est que le monde en développement vieillit lui aussi. En 1990, la population mondiale de personnes

âgées (60 ans et plus) était estimée à 487,9 millions, soit un habitant sur 11. Les femmes représentent 46 % des personnes âgées.

C'est pourquoi il a été demandé instamment d'évaluer dans le temps la condition des femmes âgées. Il faut encourager les bureaux de statistique, ont dit les participants, à utiliser les résultats des recensements sur la population et le logement de 1990 ainsi que ceux des enquêtes sur les ménages.

Parmi les recommandations du groupe d'experts, on peut citer :

- accorder une attention particulière aux méthodes qualitatives et ethnographiques et à l'utilisation des études de cas pour l'analyse des applications de l'information fournie par chaque pays. Il faudra aussi réaliser des enquêtes spéciales sur les ménages afin de pouvoir mesurer les changements affectant des aspects importants pour les femmes âgées.

- demander aux organisations s'occupant des questions sanitaires, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) de réviser leurs concepts et d'améliorer leurs statistiques et leurs indicateurs, et notamment, ceux qui mettent en valeur les liens unissant la santé des femmes du troisième âge et leur rendement et habileté fonctionnelle.

- collecter des indicateurs d'accès

aux soins médicaux, à la réinsertion et à la communauté afin d'étudier la relation existant entre la condition sanitaire et l'environnement, que celui-ci soit physique ou social.

- collecter des données sur la couverture sociale mise à la disposition des femmes âgées et handicapées.

- entreprendre des recherches approfondies sur les conditions de vie des femmes âgées, l'impact des migrations, le veuvage, les possibilités de formation professionnelle pour les femmes âgées, leur participation économique et l'aide économique et sociale existant actuellement en leur faveur.

L'INSTRAW a demandé qu'une série de projets ciblés sur la femme âgée soient entrepris. Les participants ont demandé à l'Institut, en liaison avec le Bureau de statistique des Nations Unies, le Fonds de développement pour la femme (UNIFEM) et l'Institut international du vieillissement, de chercher à améliorer les méthodes et systèmes de classification (par exemple, la famille et les ménages), ce qui aiderait à mieux comprendre la situation des femmes âgées. Ils lui ont demandé de réviser et de corriger la méthode de collecte, d'analyse et de publication des données concernant les femmes du troisième âge et d'organiser, avec les organismes des Nations Unies concernés, une réunion sur les statistiques relatives à leur état de santé.

L'élaboration de matériels de formation appropriés et la collecte de fonds afin de préparer un cours pilote de formation susceptible d'être reproduit ont également été confiées à l'INSTRAW.

La réunion a ratifié la constatation de l'INSTRAW selon laquelle il fallait résoudre les problèmes affectant les statistiques et les indicateurs concernant les femmes âgées, comme l'absence de données appropriées et les différences nationales en matière de données. L'INSTRAW a étendu son programme de statistique pour entreprendre une recherche préliminaire dans le domaine des méthodes utilisées dans les statistiques concernant les femmes âgées et il a réalisé une étude pour examiner les concepts pertinents et proposer des mesures afin de les améliorer. Cette étude a été analysée lors de la réunion de mai 1991 qui a eu lieu grâce à l'appui financier de l'Association finlandaise en faveur des Nations Unies.

Les problèmes des femmes âgées seront également inclus dans l'ordre du jour de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994. □

Photo P. Pittet

Femme arabe avec un tapis.



Femmes et l'agriculture

Consultations interorganisations

La création d'une base de données fiable sur la participation des deux sexes au développement agricole et rural est l'objectif majeur des *Consultations interorganisations sur les statistiques et les bases de données concernant la différenciation sexuelle dans l'agriculture et le développement rural* qui se tiendra au siège de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, du 25 au 27 septembre 1991.

La préoccupation en ce qui concerne la qualité et la disponibilité des données ayant trait à la participation des femmes au développement s'est intensifiée au fil des années. Tout récemment, ces préoccupations se sont tournées vers

des questions spécifiques, telles que la compilation des statistiques, l'élaboration de normes pour les statistiques, de concepts et de méthodes pour la collecte, la tabulation et la diffusion des données sur le secteur informel, plus particulièrement.

C'est pourquoi, les objectifs de la réunion sont les suivants :

- Examiner les normes statistiques, les concepts, les définitions, les classifications et méthodes utilisés par les organisations pertinentes des Nations Unies en vue d'améliorer leur utilité et leur applicabilité en matière de quantification du rôle des femmes et de leur place dans l'agriculture ainsi que dans les secteurs rural et informel;
- Examiner les sources statistiques nationales et internationales existantes

ainsi que les lacunes et les limites des statistiques concernant les femmes dans l'agriculture disponibles au niveau national et émettre des recommandations concernant leur amélioration et l'établissement et la compilation de données qui seront incluses dans la base de données sur la différenciation sexuelle dans le développement agricole;

- Evaluer d'autres sources statistiques concernant les femmes et l'agriculture, disponibles au niveau sous-national et faire des recommandations concernant leur collecte, leur amplification, leur compilation et leur utilisation dans la base de données;

- Suggérer des mesures techniques, opérationnelles et institutionnelles pour inciter l'élaboration et l'amélioration de statistiques nationales et sous-nationales concernant les femmes et l'agriculture;

- Planifier des échanges d'informations et l'analyse des données statistiques et d'autres informations concernant la différenciation sexuelle dans le développement agricole et prendre des dispositions en ce sens pour créer des réseaux entre les pays et les organisations des Nations Unies; concevoir la manière de mettre au point des formats de base de données compatibles

(suite p. 43)

Femmes et la gestion

Participation accrue des femmes à la gestion étatique

Permettre l'accès à la formation sur un pied d'égalité à tous les cadres de la fonction publique, indépendamment de leur sexe et de leur niveau hiérarchique, telle a été la recommandation des participants au *Séminaire interrégional des Nations Unies pour l'élaboration de politiques en faveur d'une plus grande participation des femmes à la gestion étatique*. Plus de 30 directeurs d'échelon supérieur et hauts-fonctionnaires en provenance de 12 pays se sont réunis à Ljubljana (Yougoslavie) afin d'analyser les barrières et les obstacles s'opposant à la promotion des femmes dans l'Ad-

ministration et examiner la situation actuelle de la fonction publique dans leurs pays respectifs en ce qui concerne l'élaboration des politiques.

Le séminaire - qui a eu lieu du 15 au 19 octobre 1990 - portait sur l'élaboration des politiques, les recommandations ayant trait aux politiques et les stratégies de réforme administrative destinées à réduire les préjugés sexuels et à améliorer l'impartialité de l'Administration à l'égard des femmes.

Les participants ont examiné la situation des femmes au sein des systèmes de gestion du personnel de la fonction publique et dans le contexte plus vaste des tendances en matière de développement national dans le but d'élaborer des plans d'action nationaux. Cinq thèmes majeurs ont été examinés :

facteurs favorisant ou freinant la promotion dans les systèmes de gestion du personnel de la fonction publique des pays en développement; analyse des stéréotypes sexuels et de leurs conséquences pour la promotion des femmes; stratégies pour combiner et/ou équilibrer leurs rôles multiples, et notamment les responsabilités du bureau et de la famille; identification et évaluation des barrières s'opposant à la promotion des femmes, telles les schémas existants pour les affectations et les promotions; et relations à établir entre institutions pour l'introduction d'innovations dans les politiques de l'Etat.

Le séminaire a fait des recommandations spécifiques destinées à des plans d'action concernant les politiques de personnel, et entre autres:

- Les femmes cadres doivent avoir l'occasion de faire des stages de formation à la direction, aux techniques de négociation, à la solution des conflits et à l'élaboration des politiques.

- Il faut fixer des objectifs en matière d'embauche et de promotion des femmes sur la base du mérite.

- Les programmes d'échange entre organisations, secteurs et pays doivent être accessibles aux femmes cadres sur un pied d'égalité.

- Les administrateurs de programmes doivent se convaincre que les femmes sont tout aussi intéressées que les hommes par des possibilités de promotion professionnelle, quels que soient le lieu d'affectation et la durée.

- La formation doit être planifiée en tenant compte des pressions d'horaires inhérentes aux responsabilités familiales des femmes.

- La planification des ressources humaines doit inclure des projets d'orientation professionnelle pour chaque catégorie professionnelle et des services de conseil mis à la disposition tout particulièrement des femmes qui sont mutées.

- Les hommes et les femmes doivent être traités de la même façon dans le domaine des prestations et le principe "à travail égal, salaire égal" doit s'appliquer aussi aux prestations des veufs et des veuves dans les régimes de pension.

- Outre les congés de maternité, il faut encourager les congés parentaux qui allègent le fardeau des mères qui travaillent.

- L'appréciation du comportement professionnel doit éviter de tenir compte des stéréotypes relatifs aux rôles sexuels.

- Des évaluations systématiques, périodiques et impartiales doivent être instaurées et réalisées par un organisme neutre.

- L'impact des programmes d'ajustements structurels devra être étudié lors de la planification et de la mise en application des programmes de réforme administrative afin d'éviter qu'ils n'aient des conséquences plus négatives pour les femmes que pour les hommes.

- Si les réductions d'effectifs font partie de la réforme de la fonction publique, celles-ci ne doivent pas affecter plus lourdement les femmes qui sont probablement confinées aux échelons inférieurs et qui ont moins d'ancienneté mais elles doivent tenir compte de la productivité du personnel.

Le séminaire était organisé par la Division d'administration du développement du Département de coopération technique pour le développement des Nations Unies, en liaison avec le Centre international pour les entreprises privées des pays en développement. Eleni Stamiris, sous-directrice de l'INSTRAW, a présenté une analyse sur l'origine des stéréotypes sexuels et un exercice de groupe pour stimuler les discussions concernant l'utilisation des stéréotypes sexuels dans des contextes nationaux et culturels. □

Communications pour les femmes

Les experts examinent le projet concernant les matériaux d'information sur les communications et la participation des femmes au développement

La première réunion de planification du projet de l'INSTRAW concernant l'élaboration de matériaux de communication sur la participation des femmes au développement s'est tenue à Saint-Domingue, les 10 et 11 février 1991. Elle avait pour but d'examiner l'avant-projet de l'Institut dans ce domaine et de mettre au point une version corrigée susceptible d'être appliquée dans les trois pays concernés : l'Argentine, la Colombie et la République dominicaine. Trois institutions ayant de l'expérience en matière de recherche et d'élaboration de matériaux d'information d'appui ayant trait aux femmes ont été sélectionnées pour coordonner les projets dans chacun des pays. Ce projet, d'une durée de deux ans, comprendra, pendant sa première étape, la préparation de profils nationaux qui seront utilisés pour définir le type de matériel qui doit être élaboré alors que la seconde étape s'occupera de l'élaboration des matériaux d'information à partir des résultats obtenus grâce aux profils nationaux. Le projet est réalisé en commun avec l'AIDoS, l'Association italienne pour la participation des femmes au développement, point focal de l'INSTRAW dans ce pays, avec des fonds du gouvernement italien.

Les participants étaient d'accord pour la plupart sur les domaines dans lesquels il faut effectuer des recherches et sur les méthodes de recherche à utiliser. Ils ont dit qu'il fallait dresser des inventaires nationaux des ressources de communications et analyser la situation des femmes dans les systèmes de communication conventionnels, alternatifs et traditionnels des trois pays. D'autres sujets devant faire l'objet de recherche sont les politiques officielles gouvernementales en faveur des com-

munications et la formation des femmes dans ce domaine.

Une projection des matériaux visuels produits par les institutions participant au projet a eu lieu au siège de l'INSTRAW le 11 février, et les représentantes d'organisations de femmes locales, des communicateurs et le public en général y ont assisté.

Les participants de la réunion de planification étaient, entre autres, des représentantes de l'AIDoS, du Centro de Estudios de la Mujer qui offre des services sociaux aux femmes argentines, de la Fundación Cine Mujer, fondation qui produit des films concernant les femmes et réalisés par des femmes et du CIPAF, centre de recherche dominicain sur les femmes. L'INSTRAW y était représenté par Paola Antolini, fonctionnaire chargée de l'information et par Julia Tavares, administratrice adjointe aux Affaires sociales. □



Femmes l'environnement

L'INSTRAW participe...
(suite de la p. 29)

financières, dit l'article, elles produisent et stockent les aliments selon des méthodes traditionnelles, ce qui les fait les dépositaires d'une mine de connaissances.

L'auteur examine aussi comment les femmes, dans le cadre de leur rôle de spécialistes de l'information, peuvent promouvoir les valeurs et les questions de l'environnement et mettre en commun leurs préoccupations et leurs besoins spécifiques dans ce domaine. □

Femmes et le crédit

Les femmes rurales...
(suite de la p. 32)

- les micro-entreprises en tant que moyen d'incorporer les femmes aux projets de développement rural.

L'objectif général du séminaire est d'élaborer et de perfectionner la conception des politiques et des projets qui bénéficient directement les groupements de femmes rurales les plus démunies et les plus vulnérables. Il essaiera en particulier d'identifier les obstacles de type sexuel dans les domaines suivants : l'économie paysanne, le crédit, les marchés financiers parallèles, la recherche et la vulgarisation agricoles, la formation, la gestion, la commercialisation et la croissance des micro-entreprises. L'identification des approches pour la conception et la mise en place de stratégies efficaces pour accroître la participation des femmes rurales et leur permettre de profiter des différentes phases d'un projet est un autre but du séminaire. Des stratégies innovatrices, susceptibles d'être imitées, seront présentées pendant le séminaire et constitueront des études de cas. Des plans d'action destinés à être ensuite exécutés par les institutions participantes seront également élaborés.

Le séminaire est financé par le gouvernement norvégien, avec la contribution financière de l'UNIFEM. L'INSTRAW y présentera une étude de cas sur l'importance du crédit parallèle pour les femmes rurales des Caraïbes. □

Femmes et le sida

Les priorités de la...
(suite de la p. 34)

démie du virus HIV / du sida continuera à évoluer afin d'identifier et de corriger toute influence adverse sur les progrès socio-économiques que les femmes ont obtenu à ce jour à travers le monde.

Pour répondre aux besoins de recherches approfondies et à la situation mondiale préoccupante du fait de la pandémie du sida -- et en particulier en ce qui concerne les femmes -- l'INSTRAW propose un projet de recherche en vue d'actions postérieures axé sur la prévention et les mesures d'exhortation intitulé "Les femmes et la société contre le virus HIV et le sida : mobilisation des ressources en vue d'actions de prévention". □

Statistiques relatives à la femmes

Le Mali accueillera...
(suite de la p. 38)

sur les statistiques et les indicateurs concernant les femmes à l'intention des pays francophones de l'Afrique occidentale.

Une mission préparatoire a été réalisée par l'INSTRAW à Bamako (Mali) en décembre dernier. Avec la collaboration du Ministère du développement social, la mission a étudié de concert avec les organisations et institutions concernées les questions et problèmes de statistiques et de données concernant les femmes dans la région, et elle a identifié les domaines clés qui devront être étudiés par l'atelier. □

Femmes et l'énergie

Le PNUD finance...
(suite de la p. 39)

relatives aux sources nouvelles et renouvelables d'énergie;

- former des formateurs à la démonstration, la diffusion, la conception, la gestion et l'évaluation des technologies,

projets et activités des secteurs énergétiques traditionnel et complémentaire, en tenant compte tout particulièrement des besoins des femmes et de leur possibilité d'y prendre part; et,

- créer des mécanismes concrets et pratiques pour assurer la participation des femmes aux programmes et projets relatifs aux sources nouvelles et renouvelables d'énergie dans chaque pays et permettre aux femmes d'avoir accès aux informations et ressources nécessaires afin de susciter leur intérêt et de les encourager à y prendre part.

Une réunion technique à haut niveau entre les coordinatrices de l'INSTRAW et de VITA s'est tenue à Lusaka (Zambie) en avril 1991 afin d'étudier les résultats obtenus dans les quatre pays concernés par le projet. □

Femmes et l'agriculture

Consultations Interorganisations...
(suite de la p. 41)

pour la compilation, le traitement, l'analyse, la recherche et la diffusion de ces informations; et faire des recommandations en vue de la coordination du travail et de la collaboration interorganisations pour toutes ces activités aux niveaux national et mondial.

Les thèmes suivants seront traités :

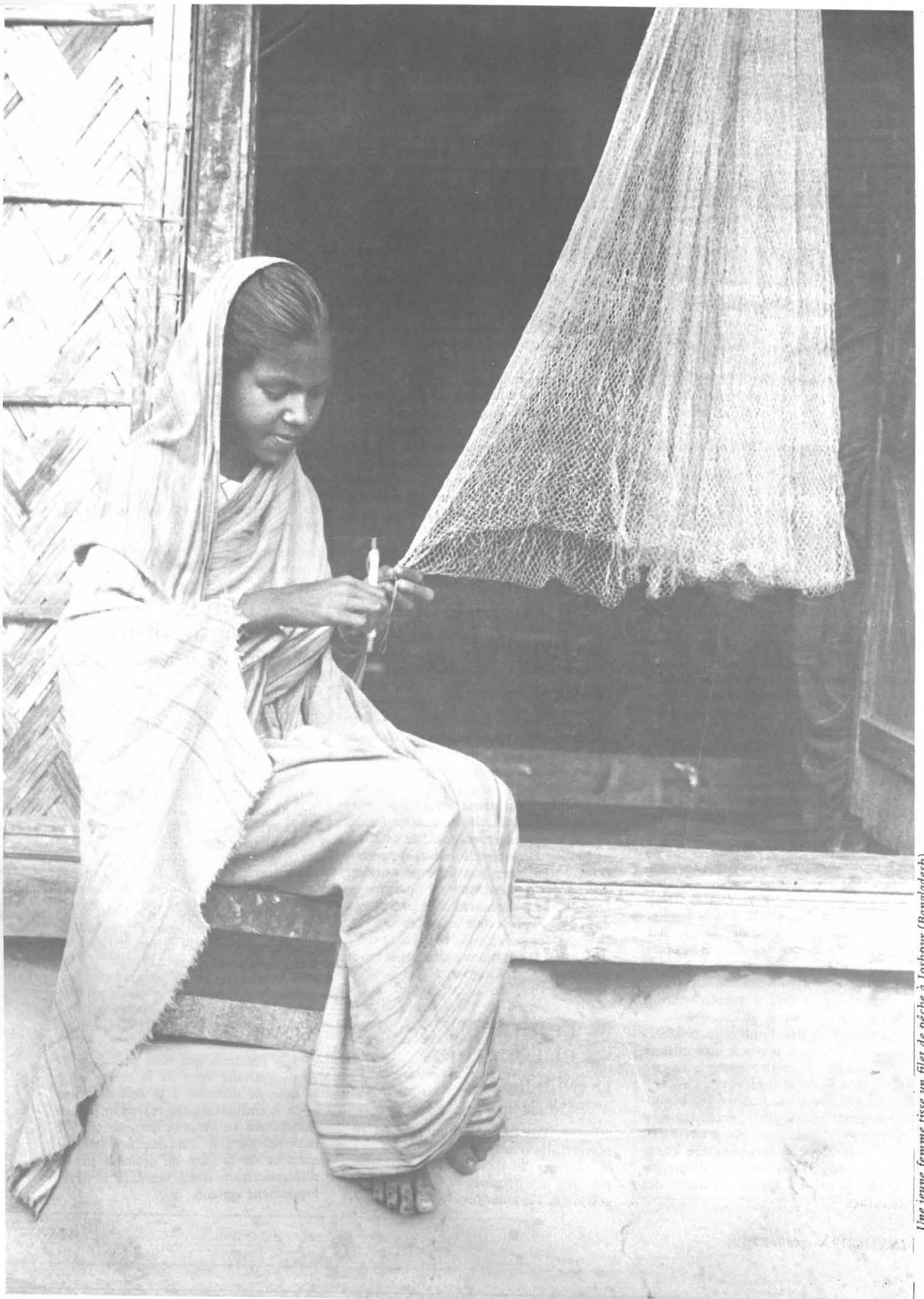
- Examen des normes, concepts et classifications internationaux pour les statistiques concernant les femmes et l'agriculture;

- Examen critique des sources de données, des statistiques et des indicateurs concernant les femmes, l'agriculture et le développement rural;

- Amélioration des programmes statistiques nationaux afin qu'ils produisent les données nécessaires; et,

- Coordination et collaboration interorganisations.

Les résultats qui sont prévus pour ce programme vont de la création de la base de données à la collaboration et la coordination du travail entre organisations au niveaux international et national dans le domaine des statistiques et de la base de données sur la différenciation des sexes dans le développement agricole. □



Une jeune femme tisse un filet de pêche à Josipur (Bangladesh).

R

L

L'I
de

L

agr
lor.
foc
po
en
est
et

pe
l'I
d'a
de
au
tal
tio
dé
fo

éte
mu

C
C
de
(C

six
à
à

tic

fir

ce
in

IN

Femmes en développement DANS LE MONDE

*L'INSTRAW désigne
de nouveaux points focaux*

L'Institute coréen de promotion de la femme et le Bureau des plénipotentiaires pour le progrès de la femme de Pologne ont été agréés par le Conseil d'administration de l'Institut lors de sa session de 1991 comme nouveaux points focaux de l'INSTRAW. L'Institut coréen est le point focal pour les affaires concernant les femmes en Corée alors que le Bureau des plénipotentiaires est une dépendance du ministère d'Etat du Travail et de la Politique sociale polonais.

A la demande de l'Agence danoise de développement international (DANIDA), point focal de l'INSTRAW au Danemark depuis 1985, le Conseil d'administration de l'Institut a également accepté de transférer à K.U.L.U. -- Participation des femmes au développement, organisation non gouvernementale danoise qui s'occupe exclusivement des questions ayant trait à la participation des femmes au développement, la responsabilité d'être le point focal de l'INSTRAW.

Le réseau de points focaux de l'INSTRAW, qui établit des liens solides entre organisations de femmes du monde entier, trouve de nouvelles manières

d'envisager les questions des femmes et qui aide à déterminer les priorités, étend la portée et le champ d'action de l'Institut. La désignation de nouveaux points focaux est l'un des éléments d'un processus permanent visant à maintenir ce réseau en activité.

Les points focaux jouent un rôle actif

L'Institut compte actuellement 32 points focaux à travers le monde. Leurs activités vont depuis la tenue de séminaires et d'ateliers, la réalisation de recherches sur les questions concernant directement les femmes d'aujourd'hui à l'élaboration de matériel didactique, la collecte de fonds, l'organisation d'activités d'information à l'intention du public, la participation à des réunions nationales et internationales, le financement d'activités en liaison avec des institutions gouvernementales et non gouvernementales, la mise en oeuvre de campagnes d'alphabétisation, la publication de résultats de recherches, la mise en place d'activités de création de revenus et la représentation de l'INSTRAW à des réunions et à des conférences. Voici un résumé de quelques-unes de ces activités pendant l'exercice biennal 1989-1990.

COSTA RICA: Centro Nacional para el Desarrollo de la Mujer y la Familia (CMF)

- Formation de 7.800 animatrices de collectivité dans six régions afin de leur apprendre à étendre leurs activités et à partager leurs expériences et leurs connaissances de façon à créer un effet multiplicateur;

- Le Centre est membre de l'Institut de la famille;

- Recrutement de consultants pour s'occuper des questions de la famille;

- Création d'une banque destinée aux femmes pour le financement de projets auto-gérés;

- Création d'un système d'information informatisé concernant les femmes, qui contient entre autres le nom des institutions, les programmes et les projets, le nom des fem-

mes dirigeantes, les documents et les statistiques relatives aux femmes et à la famille.

EQUATEUR: Instituto Ecuatoriano de Investigaciones y Capacitación de la Mujer (IECAIM)

- Organisation de cours sur :

- les femmes en tant que mères – prévention de la toxicomanie

- formation des femmes âgées en matière de gérontologie et de santé

- sources nouvelles et renouvelables d'énergie pour les femmes rurales à Cotacachi, province d'Imbabura

- moyens de défense civile pour les femmes cadres de banque
- procédures administratives pour secrétaires et assistantes de direction
- moyens de défense civile pour les associations de femmes
- formation en matière de violence envers les femmes
- gestion des petites entreprises à l'intention des femmes âgées
- Symposium pour célébrer le 10^{ème} anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
 - Publication des numéros 2 et 3 d'*IECAIM Noticias*;
 - Réalisation de recherches sur les femmes âgées et le secteur informel en Equateur;
 - Publication des résultats de recherche sur les femmes chefs de petites entreprises et de microentreprises dans les quartiers défavorisés de Quito;
 - Projets d'installations énergétiques pour les femmes rurales;
 - Atelier national pour les producteurs et les utilisateurs de statistiques et d'indicateurs concernant la participation des femmes au développement, en collaboration avec l'INSTRAW (27 novembre — 1er décembre 1989).

ESPAGNE: Instituto de la Mujer

- Aide financière et bourses aux groupements de femmes et aux ONG pour la réalisation de recherches portant sur les questions des femmes;
- Financement en liaison avec le ministère des Affaires sociales d'un programme de coopération sociale destiné aux femmes;
- Cours sur le thème des femmes, l'éducation et l'égalité aux groupements de femmes;
- Création, coordination et gestion de 11 centres d'information sur les droits des femmes qui donnent des consultations à travers toute sorte de moyens de communication;
- Coordination de politiques en faveur des femmes qui analysent leurs propres besoins au sein de leur communauté;
- Création de foyers pour les femmes maltraitées à Tolède et Albacete;
- Expositions itinérantes sur le thème des femmes rurales, l'égalité des chances, les femmes et la publicité, les femmes et le travail à travers l'histoire et le droit de vote des femmes espagnoles;
- Publication de livres, catalogues et dossiers sur les questions concernant les femmes;
- Programme éducatif dans le cadre du Plan de 1989-1990 d'égalité des chances pour les femmes, comprenant des séminaires, des financements, la sensibilisation des femmes et des enfants, une orientation non discriminatoire, des actions d'alphabétisation, les stéréotypes sexuels et l'éducation sexuelle;
- Participation à des conférences et à des réunions nationales et internationales s'occupant de plans d'action dans le domaine de l'éducation, la participation des femmes au

Réunion de l'ONU et de l'OEA sur la participation des femmes au développement

L'INSTRAW entreprendra des recherches approfondies sur le secteur informel et il participera à l'élaboration de directives concernant les politiques destinées à sensibiliser les dirigeants afin qu'ils appuient le rôle des femmes au sein de ce secteur, conformément aux recommandations d'une réunion récente sur *La coopération entre le système des Nations Unies et l'Organisation des Etats américains* (OEA). Au cours des discussions sur la participation des femmes au développement, la réunion, qui s'est tenue au siège des Nations Unies à New York, du 15 au 17 mai, a recommandé à la Commission interaméricaine de la femme (CIF) de l'OEA de travailler de concert avec les organisations des Nations Unies afin de résoudre la question de la création de revenus et d'emplois destinés aux femmes.

L'INSTRAW préparera également un rapport de fond pour la Consultation interaméricaine sur les femmes et l'environnement qu'a convoqué la CIF pour le mois d'octobre. Dans ce domaine, le problème que pose l'apparition du choléra en Amérique, où il peut tuer 40.000 personnes au cours des trois prochaines années, selon l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), est d'une importance capitale.

La participation des femmes à la prise de décision; les femmes et la santé, et notamment en ce qui concerne la pandémie du HIV du sida; la détermination du pourcentage des budgets et des dépenses nationales engagé en faveur des femmes ainsi que l'amélioration des ressources hydriques, tels sont quelques-uns des autres domaines de coopération où l'INSTRAW est appelé à jouer un rôle.

Les autres organisations qui participeront aux initiatives communes sont le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Département de coopération technique pour le développement, l'Office des Nations Unies à Vienne, l'OPS et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDD). La sous-directrice de l'INSTRAW, Eleni Stamiris, représentait l'INSTRAW à cette réunion. □

développement, les femmes et le sport et les femmes et les sciences;

- Exposition d'informations à charge du Service d'études générales et de documentation de l'Instituto;
- Programmes expérimentaux au niveau national;
- Cours et séminaires à vocation internationale;
- Formation en matière de participation des femmes au développement pour des ONG du Nord et du Sud;
- Soutien au Plan d'égalité des chances pour les femmes;
- Accords de coopération avec des institutions similaires dans le domaine de la condition féminine, l'éducation, la réforme de l'enseignement universitaire, la formation professionnelle, les femmes adultes, l'éducation physique, l'alphabétisation, l'enfance, la jeunesse et la société et avec des instances gouvernementales dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie des femmes en prison et des femmes rurales;

- Co-financement d'un atelier itinérant de formation et d'information pour les femmes d'Estrémadure;
- Actions de formation organisées en liaison avec la Federación Española de Municipios y Provincias, et entre autres, en matière d'évaluation technique et d'évaluation de projets pour les mairies;
- Programmes d'échanges ayant trait au logement, à la santé, aux petites entreprises et à la violence, avec 10 pays latino-américains.

ETATS-UNIS: United States Council for INSTRAW

- Elaboration du *WID Curriculum Handbook*;
- Financement d'un panel, d'une table ronde et d'un atelier à la Conférence de l'Association of Women in Development à Washington;
- Sélection de stagiaires pour le programme de stages de l'INSTRAW;
- Publication d'un bulletin;
- Aide financière pour l'élaboration de matériel concernant la participation des femmes au développement sur disque compact à mémoire morte;
- Organisation d'un panel sur les questions concernant les femmes dans le cadre des Jeux olympiques de bonne valenté de Seattle;
- Financement d'une table ronde et d'une réception lors des réunions du Congrès international interdisciplinaire des femmes au Hunter College de New York;
- Création d'un mécanisme d'équivalence pour faire venir des femmes des pays du Sud dans les universités américaines dans le cadre du programme de bourses en résidence Fulbright;
- Organisation d'une table ronde pour la Pacific Science Association.

FINLANDE: Institut d'études du développement de l'Université d'Helsinki

- Etablissement de contacts avec l'association des chercheurs qui étudient la participation des femmes au développement en Finlande;
- Création d'une bibliothèque nationale spécialisée en matière de participation des femmes au développement;
- Campagne pour collecter le 1% en faveur de l'INSTRAW organisée par l'Association finlandaise pour les Nations Unies.

FRANCE: Secrétariat d'Etat chargé des droits des femmes

- 60 bourses d'études attribuées à des étudiantes dans des disciplines scientifiques et techniques;
- Services de conseillers pédagogiques à l'intention des lycéennes;

- Financement aux femmes qui montent leur propre entreprise et en particulier dans les zones rurales;
- Formation et information pour le démarrage, la croissance et l'expansion d'entreprises appartenant à des femmes;
- Formation professionnelle pour améliorer l'éventail de possibilités de travail des femmes;
- Création d'un réseau d'institutions bénévoles décidées à promouvoir l'égalité professionnelle des femmes formées au sein de leur propre institution;
- Séminaire sur l'Europe et le travail des femmes à l'intention du personnel administratif et de formation de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), en novembre 1989;
- Atelier de formation organisé conjointement avec l'Association française des femmes ingénieurs pour améliorer l'image des femmes ingénieurs;
- Participation à plusieurs forums destinés à encourager les jeunes femmes à enseigner dans l'enseignement secondaire, et principalement les matières techniques et technologiques, à promouvoir des procédés non discriminatoires pour l'attribution de bourses d'études aux femmes des secteurs défavorisés et à stimuler l'adoption de mesures d'égalité des chances en faveur des jeunes filles inscrites à des programmes universitaires et institutionnels.

GRECE: Secrétariat général hellénique pour l'égalité

- Organisation d'activités d'information pour tout le pays à Athènes sur le thème "Ligne d'égalité" afin de promouvoir l'égalité dans tous les domaines et à tous les niveaux en Grèce;
- Proposition adressée aux stations de radio et de télévision de l'Etat de désigner un comité affecté à ces stations;
- Participation au Congrès des ministres du Conseil de l'Europe sur les stratégies politiques visant à promouvoir l'égalité des femmes et des hommes, en juillet 1989;
- Organisation d'une conférence nationale des comités régionaux et municipaux pour la promotion de l'égalité conformément aux conventions internationales dont la Grèce est signataire;
- Organisation de programmes de formation professionnelle financés par la CEE pour les femmes qui travaillent dans des professions où les femmes sont peu nombreuses ou bien pour lesquelles elles sont peu qualifiées;
- Organisation de réunions d'information entre organisations de femmes de Grèce et les Nations Unies au sujet de la représentation des femmes aux postes d'administrateurs dans le système des Nations Unies;
- Proposition de stratégies visant l'égalité de toutes les femmes élues au sein des parlements nationaux et européens et des organisations de femmes;
- Participation à la planification du Troisième plan d'action pour l'égalité des chances des femmes et des hommes de la CEE (1991-1995);
- Création d'un Bureau pour l'égalité dans la fonction publique à la suite d'une proposition faite par le Secrétariat;
- La Secrétaire générale pour l'égalité a représenté le gouvernement grec à une conférence internationale intitulée

“Politiques internationales et droits de la famille aujourd’hui et demain” qui s’est tenue à Moscou.

- Programmes de formation professionnelle permanente pour les femmes en collaboration avec d’autres institutions;
- Etablissement du Centre de documentation et de communication sur les questions concernant les femmes au Secrétariat;

- Organisation, de concert avec les Nations Unies, d’un séminaire interrégional concernant la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, du 23 au 27 janvier 1989;

- Organisation d’un séminaire à Athènes, en liaison avec le réseau IRIS de la CEE pour la formation professionnelle des femmes, intitulé “Possibilités professionnelles des femmes du Sud de l’Europe face à l’intégration européenne de 1992”;

- Organisation, en collaboration avec l’Institut d’études des femmes de la Méditerranée, du séminaire “L’appartenance à la CEE et les femmes grecques : comment relever le défi de 1992”;

- Organisation d’un séminaire international, en liaison avec le Conseil de l’Europe sur “La participation des femmes aux centres de décision au niveau régional”.

INDONESIE:

Bureau de la Secrétaire d’Etat
à la condition de la femme

- Séminaire national sur le rôle des femmes dans l’économie;

- Symposium de l’ANASE sur l’allaitement naturel;
- Atelier national pour accroître le rôle joué par les femmes dans le développement agricole et rural;
- Séminaire pour accroître le rôle joué par les femmes dans le développement forestier.

- Séminaire sur les femmes et l’environnement;
- Séminaire sur les femmes et les établissements d’émigrés;

- Atelier sur le plan-cadre pour l’intégration des femmes actives (contexte de base);

- Séminaire d’évaluation du programme pour l’amélioration de la productivité des femmes actives;

- Séminaire pour accroître les possibilités d’emploi des femmes du secteur informel;

- Atelier avec des journalistes et des gérants de moyens de communication sur le rôle des femmes dans le développement en collaboration avec l’Association indonésienne des journalistes;

- Atelier sur les résultats de recherche du programme destiné à accroître le rôle des femmes en matière de santé et de bien-être de la famille.

ITALIE:

Associazione Italiane Donne
per lo Sviluppo
(AIDoS)

- Efforts ayant pour résultat l’inclusion d’un mandat concernant l’aide extérieure dans la législation italienne favorisant la condition des femmes;

Rencontre des points focaux de la région méditerranéenne

La première séance d’organisation des points focaux de l’INSTRAW dans la région méditerranéenne a eu lieu le 21 septembre 1990 à Ljubljana (Yougoslavie). Elle avait pour but d’identifier les domaines d’intérêt commun et d’instaurer une coopération permanente entre les points focaux de l’INSTRAW dans la région.

Cette réunion était organisée par l’INSTRAW, le Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement et le Centre pour la recherche sur la gestion et le travail, point focal de l’Institut en Yougoslavie. Des représentants de quatre autres points focaux dans des pays méditerranéens (l’Italie, le Portugal, l’Espagne et la Bulgarie) étaient présents.

Les participants ont recommandé d’intensifier les échanges d’informations, de documentation et d’améliorer les canaux de communication entre l’Institut et ses points focaux, et en particulier, entre ceux qui se trouvent dans la même région. Les points focaux, ont-ils dit, doivent fournir à l’INSTRAW des informations plus fréquentes et plus immédiates sur leurs activités, ils doivent continuer à diffuser des informations relatives aux programmes de l’Institut dans leur propre pays et obtenir davantage de soutien en faveur de l’Institut.

Ils ont considéré comme domaines particulièrement importants le matériel de formation et les statistiques, indicateurs et données concernant les femmes. Les points focaux présents à la réunion ont dit que des statistiques et des indicateurs susceptibles d’être comparés et uniformes devront être établis dans le monde entier et ils se sont offerts pour aider l’INSTRAW à faire connaître les progrès réalisés dans ce domaine et pour veiller à ce que le matériel de formation et les modules de l’Institut portant sur différents sujets soient utilisés au maximum.

La réunion constituait une nouvelle approche qui sera imitée par tous les points focaux de l’INSTRAW dans le monde entier afin de créer un réseau d’institutions qui aideront l’Institut à mettre en oeuvre et à mener à bon terme son programme de travail et à tracer de nouveaux principes régissant la coopération entre l’INSTRAW et ses points focaux.

Le programme de travail de l’INSTRAW a été présenté par Borjana Bulajich, administratrice adjointe chargée des Affaires sociales, qui a mis l’accent sur les domaines de coopération pour l’avenir.

• Activités de recherche et de formation, et notamment, la conception de méthodes pour accroître la participation des femmes au processus de développement;

• Une campagne ciblée sur les femmes et l'environnement, financée par la CEE;

• Publication d'une anthologie, d'un album de photographies et d'une cassette vidéo sur les femmes et l'environnement;

• Publication d'AIDoS News (tous les deux mois en italien et une fois par an en anglais);

• Elaboration de matériel audiovisuel, de séries de diapositives, de vidéos et d'affiches;

• Aide financière et technique pour la création de centres de documentation;

• Réalisation de recherches avec la collaboration du ministère italien des Affaires étrangères, la CEE, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (Unesco), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'INSTRAW;

• Publication d'une série de cinq manuels sur les technologies du cycle alimentaire en anglais, français et portugais, avec la collaboration du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM);

• Campagne d'information contre l'infibulation avec la collaboration de l'Organisation démocratique des femmes somaliennes. Une cassette vidéo en anglais et le compte rendu du séminaire international tenu en juin 1988 à Mogadishu sont envoyés sur demande. Une campagne similaire a été mise en oeuvre dans quatre autres pays africains avec la collaboration du Comité interafricain pour les coutumes traditionnelles qui menacent la santé des femmes et l'aide financière du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Le matériel pédagogique de ces campagnes avait été mis au point en liaison avec le Centre de Turin de l'OIT;

• Préparation avec le Centro de Estudios de la Mujer de Buenos Aires (Argentine) d'un avant-projet envisageant la création d'un dispensaire pour les femmes pauvres d'un quartier de Buenos Aires;

• Collecte de fonds en faveur d'un projet visant à créer des ateliers de fabrication de petits objets en marbre destinés aux touristes, en collaboration avec la Fédération des femmes cubaines et en faveur d'un autre projet visant à former des fabricants de bijoux africains.

JAPON:

INSTRAW,

Division de coopération sociale

• Participation à des discussions portant sur les questions concernant les femmes aux niveaux national, régional et mondial;

• Contributions aux organisations des Nations Unies s'occupant de la promotion de la femme;

• Elaboration du deuxième rapport national sur la mise en application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

• Elaboration et diffusion du matériel d'information en japonais et en anglais sur la condition actuelle des Japonaises;

• Réunions à niveau local et national sur les questions

concernant les femmes afin de diffuser des informations et d'échanger des idées.

PAKISTAN:

Ministère de la promotion de la femme

• Création de cinq comités de femmes pour étudier les droits civils, l'assistance juridique, les *Katchi Abadies*, l'emprisonnement des femmes et l'explosion des fourneaux à huile;

• Ateliers sur le travail communautaire et les agents de développement communautaire à Karachi et Lahore;

• Séminaire intitulé "Etude régionale sur l'approvisionnement en eau par puits de faible profondeur" à Islamabad;

• Atelier d'initiation au suivi des projets de formation destinés aux femmes;

• Coordination de la représentation d'institutions gouvernementales et non gouvernementales pakistanaïses aux réunions internationales concernant les femmes dans le monde entier, la paix, les femmes et le développement rural, et la condition des femmes;

• Construction de 19 foyers pour les travailleuses dans le cadre d'activités d'aide sociale et de formation;

• Création d'un centre de formation à l'informatique à Islamabad;

• Création de cinq centres d'études des femmes à Islamabad, Lahore, Karachi, Peshawar et Quettato visant à accroître la participation des femmes dans le domaine scientifique et technique;

• Assistance dans le domaine de la formation professionnelle, de l'éducation permanente, de la santé, des soins aux mères et aux enfants, des droits civils, de la planification de la famille, des soins de premier secours, du développement communautaire, de l'emploi et des facilités de crédit;

• Réalisation de recherches sur les femmes chefs d'entreprises, les femmes et le développement rural, les femmes employées de maison;

• Séminaire sur "Les femmes et le développement pour tous : des voies nouvelles pour les politiques";

• Réalisation d'un documentaire sur les programmes et projets destinés aux zones rurales planifiés par le Ministère;

• Publication d'études sur les lois concernant la famille musulmane au Pakistan, les femmes et l'industrie, l'émigration des hommes, le travail des femmes, les femmes et les activités économiques rurales, le profil psychologique des femmes rurales, les femmes et les moyens de communication et l'évaluation de l'impact des programmes et projets de développement sur les femmes;

• Don à des institutions gouvernementales et non gouvernementales pour l'accroissement de leurs activités et la prestation de services de dispensaires mobiles, de maternités, d'autobus pour étudiants, de terrains de récréation, de laboratoires de sciences; participation à la construction d'un centre de formation et à un projet d'assistance en matière juridique;

• Création de la première banque destinée aux femmes en vue de satisfaire leurs besoins en matière de crédit.

PHILIPPINES:

Commission nationale sur le rôle des femmes philippines

- Lancement du Plan philippin de développement en faveur des femmes (1989-1992). Ce plan d'action très complet se préoccupe des besoins socio-politiques et économiques des femmes;

- Préparation d'un projet et financement de plusieurs autres projets dans le cadre du Plan national philippin en faveur des femmes;

- Séminaire sur la participation des femmes au développement pour les points focaux gouvernementaux;

- Coordination d'activités à l'occasion de la célébration du Mois de la femme;

- Coordination permanente avec les institutions gouvernementales et l'organisme chargé de la planification nationale afin de synchroniser, évaluer et corriger le Plan de développement philippin à moyen terme;

- Elaboration d'indicateurs statistiques concernant les femmes comme étape initiale avant la mise en oeuvre d'un projet de création d'une base de données, d'indicateurs et de statistiques concernant les femmes;

- Etablissement et renforcement des points focaux gouvernementaux dans le domaine de la participation des femmes au développement par le biais de consultations et de séminaires pour une prise de conscience des différences d'origine sexuelle;

- Séminaire de formation pour une meilleure prise de conscience des différences d'origine sexuelle et pour une planification tenant compte de celles-ci à l'intention de plusieurs groupes cibles;

- Organisation du Congrès des femmes au gouvernement, avec la collaboration de la Commission de la fonction publique.

REPUBLIQUE DOMINICAINE:

Dirección General de Promoción de la Mujer (DGPM)

- Création du poste de coordinatrice nationale des organismes non gouvernementaux qui travaillent en faveur des femmes;

- Ampliation des responsabilités du Conseil consultatif interinstitutions de la Dirección -- qui coordonne les activités en faveur des femmes de plusieurs instances gouvernementales -- afin d'y inclure les activités de type technique;

- Cours aux techniciens du gouvernement sur les rôles sociaux en matière de participation des femmes au développement;

- Séminaire sur la participation des femmes aux élections;

- Atelier/séminaire sur les critères de formulation des politiques et des projets concernant les femmes;

- Elaboration d'un module de formation sur les différences d'origine sexuelle;

- Atelier sur l'analyse des différences d'origine sexuelle;

- Atelier/séminaire sur les femmes, le développement et les énergies de substitution : les sources nouvelles et renouvelables d'énergie;

- Cours de formation à la gestion et à l'organisation du Centre de documentation de la Dirección;

- Etude préliminaire sur la violence à l'encontre des jeunes filles et des femmes en République dominicaine;

- Formulation de politiques en faveur de l'intégration des femmes au développement;

- Cours de formation aux métiers d'art pour Mujeres en Accion Social (MAS), groupe de femmes local;

- Séminaire sur les femmes, le tabac et la santé, organisé conjointement par la Dirección, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le Secrétariat d'Etat à la santé publique et à l'assistance sociale.

SOUDAN:

Département des Affaires féminines

- Création et dotation en personnel des bureaux des points focaux;

- Organisation, conjointement avec l'INSTRAW, de l'atelier de formation national sur "Les femmes, les statistiques et le développement", du 24 au 29 novembre 1990

- Célébration du 10ème anniversaire de l'INSTRAW avec la publication des activités et du travail réalisés par l'Institut dans le *Sudan National Population Committee Newsletter* et l'exposition des publications de l'INSTRAW pour le public en général;

- Formation de 150 femmes au Centre social de formation de Soba;

- Formation du personnel des bureaux régionaux d'assistance sociale.

SRI LANKA:

Centre de recherche sur les femmes (CENWOR)

- Conclusion des études sur "La sous-traitance dans l'industrie et son impact sur les femmes" et "Les femmes et les droits de la personne";

- Etudes en cours sur "Les professionnelles de l'agriculture -- une étude pilote"; "Le chômage des femmes sur les plantations"; "Les groupements de femmes au sein des communautés locales"; "Stéréotypes concernant les rôles sexuels à l'école primaire"; et préparation de matériels didactiques supplémentaires pour stimuler l'égalité entre les sexes;

- Publication de *The Hidden Face of Development: Women, Work and Equality in Sri Lanka* et de bulletins en anglais, en sinhala et en tamil;

- Réalisation d'une vidéo "Possessed" dans le cadre d'un programme d'orientation juridique;

- Ateliers traitant de la dimension sexuelle, intitulés "Parvenir jusqu'aux pauvres", "Contraintes dans le domaine des maladies professionnelles et besoins des femmes" et "Femmes et environnement";

(suite p. 56)

L'Université d'Istanbul ouvre un Centre de recherche et d'enseignement concernant les femmes

L'Université d'Istanbul a inauguré en octobre 1990 un Centre de recherche et d'enseignement concernant les femmes où auront lieu cette année, dans le cadre de son programme de maîtrise interdisciplinaire, des cours et des conférences sur les questions des femmes et qui permettra aux femmes de se rencontrer pour des discussions.

Le Centre souhaite entreprendre, appuyer et coordonner les recherches féministes sur la place des femmes dans la société, dans le système juridique, en politique et sur le marché du travail. Il prétend également renforcer la coordination des recherches individuelles et institutionnelles ainsi que les actions de formation visant la promotion des femmes, organiser des programmes d'information pour faire connaître aux femmes leurs droits et leurs atouts et réaliser des programmes de formation spéciaux à l'intention

des femmes et des jeunes filles rurales qui ne sont pas réellement intégrées au développement national. L'instauration le plus rapidement possible de l'égalité *de facto* des femmes et des hommes dans la société et l'élimination de la discrimination sexuelle qui résulte des coutumes ou des institutions sociales sont également parmi ses objectifs.

Le Centre a traduit en turc la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et il a organisé deux séminaires ayant trait à la Convention.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous à Necla Arat, Directrice, Centre de recherche et d'enseignement concernant les femmes, Université d'Istanbul, Bozdogan Kemerli Cad. 1, Ogrenci Kultur Merkezi, Vezneciler, Istanbul, Turquie, télécopie: (991) 520.5473.

Le réseau DAWN s'installe aux Caraïbes

Le Secrétariat de Development Alternatives for Women in a New Era (DAWN) qui promeut des stratégies économiques différentes en faveur des femmes du tiers monde transférera cette année son siège de Rio de Janeiro (Brésil) à La Barbade. Sa nouvelle coordinatrice générale est Peggy Antrobus, responsable et coordinatrice de l'Unité administrative pour la participation des femmes au développement de l'Université des West Indies qui servira de siège au Secrétariat.

DAWN est un réseau de femmes chercheuses, dirigeantes, actives et spécialistes en communication des pays en développement qui concentrent essentiellement leurs travaux sur les perspectives, les besoins et les points de vue des femmes pauvres du tiers monde. Fondé en 1985, il a grandi grâce aux initiatives marquant la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985).

La décision d'installer le Secrétariat de DAWN dans les Caraïbes

Development
Alternatives with
Women for a
New Era



à été prise lors de la réunion interrégionale récente du réseau DAWN qui s'est tenue à Rio de Janeiro. Des participantes en provenance des Caraïbes, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et

du Pacifique ont examiné les tendances actuelles de l'économie mondiale et le défi que représente pour la croissance économique l'échec apparent du socialisme et des modèles d'ajustements structurels. Le sujet force de la réunion était, de ce fait, comment réconcilier les exigences de la viabilité économique et la satisfaction des besoins élémentaires.

Toute alternative viable, ont conclu les participantes devra tenir compte de la participation et de l'autodétermination des femmes, de leur aptitude à identifier leurs priorités et à concevoir ce qu'il convient de faire pour améliorer la qualité de leur vie et de la capacité productive de la population en général.

Les thèmes de recherche et d'analyse pour la prochaine période sélectionnés par les participantes reflètent cette préoccupation à l'égard de la qualité de la vie. Le travail futur de DAWN étudiera donc les liens entre les contextes économiques proposés, l'environnement, les droits de la procréation et la population. Des politiques concernant les modèles de substitution pourront ensuite être formulées qui :

(a) permettront aux femmes de maîtriser leur fécondité et de protéger l'environnement; et

(b) garantiront la satisfaction des besoins élémentaires dans les limites permises par la pénurie de ressources résultant des politiques d'ajustements structurels.

Les recherches et les analyses seront réalisées par un groupe de discussion ouvert à toutes et de composition hétérogène, comportant des femmes chercheuses, des dirigeantes et des activistes des différentes régions. Ce groupe synthétisera les études de cas concernant les expériences des femmes pauvres qui serviront de base aux analyses.

L'une des tâches urgentes du Secrétariat de DAWN est d'améliorer la publication trimestrielle du réseau, *DAWN Inform*, afin de mieux informer les femmes des pays du Sud des travaux et activités des autres pays. Cette publication sera dans la mesure du possible le fruit d'un travail d'équipe et elle fera appel aux groupements et organisations de femmes des moyens de communication de tous les pays du monde. □

La CEPALC étudie les femmes et la culture, la socialisation, l'impact des technologies et les réfugiées

Le Service pour la participation des femmes au développement de la Division de développement social de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a concentré, l'année dernière, ses activités sur l'assistance technique, la préparation d'études de fond sur les questions et les activités urgentes relatives aux projets régionaux. Des études approfondies ont également été entreprises sur les progrès réalisés et sur les obstacles existants en matière d'intégration des femmes au développement, sur les femmes et la culture ainsi que sur la socialisation et la famille. Des compilations de données sur les institutions gouvernementales et des profils statistiques de base ont aussi été établis.

Une étude exploratoire, réalisée l'année dernière, par le Service a étudié l'impact des technologies nouvelles sur la production et la procréation des femmes. Elle avait pour but de cerner le phénomène, puis de proposer des thèmes de discussion et de mettre au point des méthodes de recherche sur les problèmes que pose l'adoption des technologies nouvelles ayant entraîné d'importants changements socio-économiques. Cette étude analyse la manière dont se traduisent ces changements dans la condition des femmes et comment ils peuvent modifier la division traditionnelle du travail entre les sexes. Elle examine si la main-d'oeuvre féminine obtient ou non des "avantages comparatifs" en utilisant dans son travail les technologies nouvelles.

Une étude sur les réfugiées de la région constitue la première initiative que la Commission réalise au nom du système des Nations Unies dans ce domaine. Malgré la pénurie de données statistiques pertinentes, le document s'efforce de décrire les situations spécifiques qu'affrontent les réfugiées et il émet une série de propositions visant à les intégrer au processus de développement.

Le Service a également préparé un mémoire sur *La vulnérabilité des ménages ayant une femme comme chef de famille : questions et options en matière de politiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, qui a été analysé lors de la Réunion du groupe d'experts à Vienne sur le thème des Femmes vulnérables du 26 au 30 novembre 1990.

Poursuivant les actions commencées en 1989 dans le domaine des femmes et de la culture, a été élaboré un document-cadre qui relie ce sujet à la proposition de la Commission ayant trait à la nécessité de changer totalement les modèles de production.

La formation des ressources humaines constitue l'une des principales approches des années 90 pour incorporer les femmes au développement. Un diagnostic de la situation des femmes de la région dans le domaine de la formation est actuellement en cours de réalisation.

Les 28 et 29 mai 1990 s'est tenue au siège de la CEPALC à Santiago du Chili la Dixième réunion des présidents de la Conférence régionale pour l'intégration des femmes au développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes. Tous les membres de la Conférence étaient présents - les Antilles hollandaises, l'Argentine, Cuba, le Guatemala et le Venezuela - ainsi que des observateurs du Chili et de la Commission interaméricaine de la femme, institution de l'Organisation des Etats américains (OEA). Outre les délégués appartenant à la CEPALC, les organisa-

tions des Nations Unies ayant un bureau à Santiago y étaient représentées.

Les futures activités de fond doivent consister essentiellement à élaborer des données pour l'évaluation que réalisera la Cinquième conférence régionale de Caracas (Venezuela) en septembre 1991. Le Service s'efforcera aussi d'inclure le thème des femmes dans la programmation de la CEPALC et d'étudier de plus près la relation qui les unit à la culture, aux technologies nouvelles et au secteur informel. Un autre projet concerne le renforcement des mécanismes juridiques et des institutions dans quatre pays de la région. □

L'AIDoS fête le 10ème anniversaire de l'INSTRAW

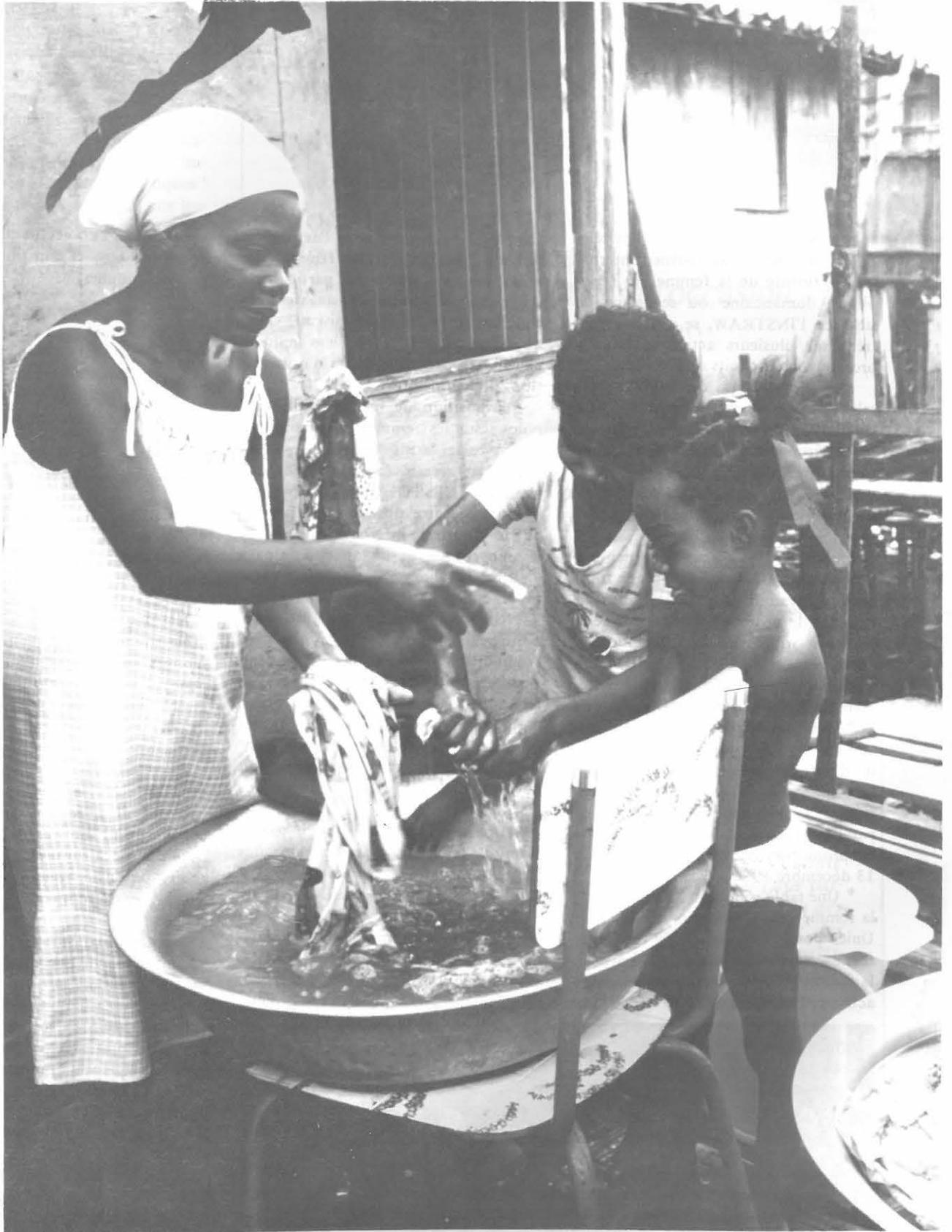
Le point focal de l'INSTRAW en Italie, l'AIDoS (Association italienne pour la participation des femmes au développement) a célébré le dixième anniversaire de l'Institut lors d'une séance publique à Rome le 18 mars, à l'occasion de la *Réunion consultative des experts sur l'analyse des politiques macro-économiques concernant la participation des femmes au secteur informel* de l'INSTRAW.

La sous-directrice de l'INSTRAW, Eleni Stamiris, a prononcé le discours liminaire de cette réunion, intitulé "Les études concernant les femmes ainsi que leur participation au développement replacent les femmes dans l'histoire".

L'AIDoS a présenté au public italien et à la presse une brochure sur les 10 premières années d'activités de l'Institut. Cette brochure de 48 pages, en italien, contient un article de Daniela Colombo, présidente de l'AIDoS et ancien membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW, faisant l'évaluation de la première décennie de l'Institut. Elle comporte également des renseignements détaillés sur les initiatives de l'Institut dans plusieurs domaines, des photos et un choix de matériels d'information de l'INSTRAW.

L'AIDoS tient cette brochure à la disposition des autres points focaux qui désireraient la traduire dans leur langue et l'utiliser pour célébrer l'anniversaire de l'Institut dans leur pays. Pour toute information complémentaire, adressez-vous à l'AIDoS, Via dei Guibbonari 30, interno 6, Rome 00186, Italie.





*Une femme fait la lessive avec
l'aide de ses enfants. Salvador (Brésil).*
Photo ONU-Allan Tannenbaum

Le 8 mars

A SAINT-DOMINGUE : Les célébrations de la Journée internationale de la femme en République dominicaine où se trouve le siège de l'INSTRAW, se sont concentrées sur plusieurs activités visant à promouvoir les droits de la femme.

Des expositions, des ateliers, des tables rondes, des conférences et des cérémonies de remise de prix ont été organisées et plusieurs rapports ainsi que du matériel d'information, tel que cartes postales et affiches concernant les célébrations, ont été mis en circulation.

L'INSTRAW a financé des manifestations organisées par son point focal dans le pays qui l'accueille, le Bureau national de promotion de la femme et par la coordinatrice des organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent avec les femmes. Il a également participé aux activités suivantes:

- Présentation du rapport final du Séminaire-Atelier intitulé "Les femmes, le développement et les énergies de substitution: les sources d'énergie nouvelles et renouvelables", organisé par l'INSTRAW et le Bureau national de promotion de la femme, du 11 au 13 décembre 1990.

- Une table ronde sur "Les droits de la femme et la Convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme: obstacles et progrès." Cette activité, financée par l'INSTRAW et le

Centre de recherche pour l'action des femmes, groupement de femmes dominicaines, s'adressait tout particulièrement aux politiciennes et aux femmes fonctionnaires de haut niveau, telles qu'éluës, maires, conseillers municipaux et aux représentantes d'organisations de femmes.

- Exposition de matériel bibliographique sur les femmes des années 80, organisée par la coordinatrice des ONG travaillant avec les femmes. Pendant le vernissage, l'INSTRAW a mis en circulation une carte postale en l'honneur de la Journée internationale de la femme contenant un appel à la paix ("Hommes allumez les feux de votre foyer, et non pas les feux de la guerre").

- Une visite au siège de l'INSTRAW a été réalisée par 22 personnalités de Women of our Hemisphere Achieving Together des Etats-Unis, d'Amérique latine et des Caraïbes, invitées à visiter la République dominicaine à l'occasion de la Journée internationale de la femme par le Bureau national de promotion de la femme et la coordinatrice des ONG travaillant avec les femmes.

- Une conférence organisée par le Comité pour la participation des femmes au développement du Peace Corps des Etats-Unis au cours de laquelle l'on a rendu hommage à 20 femmes rurales pour leur rôle d'animatrices au sein de leurs communautés. L'INSTRAW a exposé des matériaux d'information concernant ses projets,

programmes et objectifs qui montraient comment ceux-ci contribuent au progrès des femmes.

"Obtenir que les femmes soient prises en considération", telle est l'idée-force de la célébration au siège des Nations Unies

"Le défi majeur des années 90 est d'aller au-delà de la rhétorique et des bonnes intentions", a dit le Dr Nafis Sadik, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Prenant la parole à une table ronde intitulée "Obtenir que les femmes soient prises en considération pendant les années 90", tenue au siège des Nations Unies pour fêter la Journée internationale de la femme, le 8 mars, elle a déclaré que pour parvenir à ce que les femmes soient prises en considération dans le développement -- et parvenir ainsi à un développement durable et à l'auto-suffisance sociale et économique de toutes les femmes -- exige des actions énergiques pour la prise de position se transforme en politiques efficaces.

Dans son exposé, le Dr Sadik a également demandé que soit attribuée une valeur économique au travail non rémunéré, des femmes ainsi qu'à leurs travaux au sein du secteur informel. Il faut, a-telle dit, aider les gouvernements dans leurs efforts pour obtenir que les systèmes nationaux de collecte des données reflètent exactement la contribution des femmes au développement.

Geraldine Ferraro, première femme candidate à la vice-présidence d'un des grands partis politiques des Etats Unis, a dit aux assistants dans son discours liminaire que les femmes doivent chercher la manière de faire admettre



Table ronde sur les droits de la femme et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. De gauche à droite: Carmen Luisa Figueiras, Ivelisse Pratts de Pérez, Nélsida Marmolejos, Magali Pineda, Eleni Stamiris, Mirtha Roses, Francia Sención.

leurs points de vue et leurs capacités dans le processus politique. "La politique est la pratique sociale par essence et les femmes excellent à cela", a-t-elle déclaré; comme on les socialise pour écouter, les femmes savent convaincre et reconnaître la valeur de la planification. Les femmes ont le devoir d'"humaniser la formulation des politiques" puisqu'elles comprennent qu'"une politique économique qui tient compte de tous les coûts sauf du coût du facteur humain est véritablement impolitique". Soulignant le fait que la plupart des pays n'ont qu'une "poignée" de politiciennes, voire aucune, Mme Ferraro a demandé que "moins de femmes entrent dans l'histoire et que beaucoup plus d'entre nous se consacrent à la politique".

Les disparités de salaires entre hommes et femmes ont été soulignées par Winn Newman, avocat qui a gagné plusieurs procès qui ont fait jurisprudence aux Etats-Unis en matière de "à travail de valeur comparable, salaire égal". M. Newman a dit que les capacités particulières des femmes aboutissent à des salaires moindres au lieu de salaires supérieurs. Pour résoudre cette situation, il a conseillé de tirer profit de la ségrégation professionnelle ou bien de changer de sexe.

Catherine O'Neill, présidente de la Commission des femmes en faveur des femmes et enfants réfugiés a parlé de problèmes des 10 millions de femmes et enfants déplacés et émigrés à l'intérieur de leur propre pays que "le système a rejetés". Trop souvent, a-t-elle dit, les Nations Unies se "sont inclinées devant la souveraineté nationale et ne sont pas allées défendre les droits internationaux de ces êtres humains parce que les déplacés n'ont pas eu la possibilité matérielle de traverser une frontière pour se rendre dans un autre pays".

Pour que les femmes réfugiées soient prises en considération au cours des années 90, il faut que tous les réfugiés soient traités équitablement par les pays donateurs et que les Nations Unies soient plus "énergiques", a-t-elle dit.

Près de 700 personnes ont assisté à la table ronde et notamment des représentants d'organisations non gouvernementales travaillant dans la région new-yorkaise et des membres de la presse.

LE SECRETAIRE GENERAL DEMANDE D'AIDER LES FEMMES REFUGIEES

Voici le texte du message du Secrétaire général, Javier Pérez de Cuellar, à l'occasion de la Journée internationale de la femme de 1991

"Au moment où nous célébrons la Journée internationale de la femme, qui est consacrée cette année à la femme réfugiée, redoublons nos efforts pour fournir aide et protection aux femmes réfugiées du monde entier.

Partout, les femmes ont lutté pour atteindre l'objectif d'égalité fixé par les Nations Unies. Aucune cependant n'a eu à faire dans des circonstances plus contraives que celles qui se sont vues forcées de devenir des réfugiées. Mais aucune non plus n'a mieux démontré la capacité des femmes à lutter et à l'emporter sur l'adversité. Les femmes réfugiées -- qui représentent plus de la moitié des 15 millions de réfugiés mondiaux -- sont le plus souvent victimes de circonstances qu'elles ne maîtrisent pas et de décisions politiques auxquelles elles ne participent pas. En s'enfuyant à travers des frontières, il leur incombe d'assurer la survie économique, sociale et culturelle de leur famille.

Les femmes réfugiées méritent toute l'attention et toute la préoccupation de la communauté internationale. Leur participation à part entière à la planification et à l'exécution des programmes est cruciale pour la solution du problème des réfugiés dans son ensemble, responsabilité qui a été plus particulièrement confiée au Haut-Commissariat pour les réfugiés, actuellement sous la direction éclairée de Mme Sadako Ogata.

Parallèlement aux efforts des Nations Unies pour éliminer les motifs qui ont forcé les femmes réfugiées à abandonner leur maison, il faudra aussi s'assurer que les mesures qui seront prises appuient les buts généraux de promotion de la femme. L'attention toute spéciale que nous consacrons aujourd'hui à un groupe de femmes qui sont parmi les plus défavorisées devrait motiver la communauté internationale à faire de son mieux pour permettre à toutes les femmes de jouir de l'égalité, du développement et de la paix dans le cadre établi par les Nations Unies." □

Sri Lanka...

(suite de la p. 50)

- Première convention nationale sur les études concernant les femmes, du 1er au 3 mars 1989
- Poursuite des programmes concernant le Centre de documentation, la bibliothèque et le programme de stages;
- Réalisation de recherches sur le Bureau de formation en charpenterie à l'intention des femmes de Mahaweli, zone H, sur un projet de traitement du poisson à l'intention des femmes de Settappuduwa et sur les micro-entreprises chez soi pour les femmes de Pragathipura, Madiwela et Palagama;
- Activités en cours dans le domaine du chômage des femmes, des femmes diplômées universitaires en sciences agricoles, les groupements de femmes, les cursus axés sur les rôles sexuels, les pêcheries du Golfe du Bengale, les maladies professionnelles et les contraintes des femmes, les femmes sri-lankaises travaillant comme employées de maison à Hong-Kong, Singapour et au Pakistan;
- Activités prévues dans le domaine des femmes des secteurs informels urbain et rural, de l'alphabétisation, des petites filles, et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Activités permanentes de formation, et notamment, stages destinés à former une équipe de jeunes chercheurs aux études concernant les femmes;
- Projets pour aider les femmes à augmenter leurs revenus, améliorer la qualité de leur vie, promouvoir l'indépendance et l'autosuffisance des femmes et mettre au point de nouvelles approches de formation pour les femmes.

VENEZUELA:

Ministra de Estado para la Promoción de la Mujer

- Création par décret présidentiel de la Commission consultative gouvernementale pour les femmes que préside le Ministre d'Etat chargé de la promotion de la femme;
- Membre du Comité présidentiel pour vaincre la pauvreté;
- Conception d'un projet de formation intégrée pour les femmes, comportant des sous-projets concernant les femmes en prison, les femmes rurales et indigènes, les femmes et les communautés, les mères d'enfants ayant des besoins spéciaux, les femmes et la santé, l'information sanitaire pour les mères d'enfants hospitalisés, les femmes et la direction d'entreprise et le personnel médical et para-médical;
- Atelier sur la santé mentale des Vénézuéliennes en vue de la préparation d'un document sur "La santé des femmes dans la région des Andes";
- Coordination d'un centre d'information en liaison avec l'organisation panaméricaine de la santé (OPS) dans le cadre de son programme concernant les femmes, la santé et le développement;
- Elaboration d'un avant-projet sur la légalité afin de garantir la stabilité des politiques en faveur des femmes;
- Appui aux accords de coopération mutuelle entre institutions gouvernementales et non gouvernementales engagées dans des programmes en faveur des femmes;

- Création d'une commission chargée de mettre au point, les activités préparatoires du Congrès latino-américain "Les femmes et Ethnos";
- Création du 2ème réseau d'assistance juridique à niveau national et de son Conseil d'administration;
- Coordination d'ateliers de formation à la gestion, de programmes de défense de la famille contre les mauvais traitements, de respect de soi-même et de capacité à diriger;
- Aide aux femmes pour leur permettre d'avoir accès à la justice;
- Elaboration de la charte des droits des femmes pour qu'elle soit distribuée et diffusée lors d'ateliers;
- Préparation du Plan national en faveur des femmes et de leur incorporation au 7ème Plan national;
- Conception d'un instrument juridique pour la création d'un Conseil administratif national pour les femmes;
- Préparation de manifestations pour le 2ème Congrès vénézuélien (1991) dans le domaine de la culture, la politique, l'environnement, le travail et la législation;
- Création d'une base de données informatisées concernant les femmes;
- Préparation d'un projet sur le Centre intégré pour les femmes;
- Extension du réseau national d'assistance juridique;
- Préparation de brochures d'information sur les droits des femmes et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Préparation d'un annuaire concernant le réseau d'assistance sociale;
- Participation à la Conférence régionale pour l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes et au séminaire/atelier régional du Bureau des femmes de l'UNICEF;
- Analyse de la situation des femmes au Venezuela en collaboration avec la Commission présidentielle pour la réforme de l'Etat;
- Conception d'un projet concernant l'économie sociale de la famille;
- Préparation et exécution de projets concernant des institutions internationales en liaison avec le gouvernement allemand.

YOUGOSLAVIE:

Centre de recherche sur la gestion et le travail

- Projets de recherche concernant les femmes;
- Table ronde sur la place des femmes dans l'économie;
- Création d'un groupe de travail sur la participation des femmes au développement;
- Séminaire sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie en collaboration avec l'INSTRAW;
- Célébration du 10ème anniversaire de l'INSTRAW;
- Réunion internationale sur les statistiques et les bases de données concernant les femmes et sur la place des femmes dans les entreprises publiques, janvier 1989;
- Accueil de la première séance d'organisation des points focaux de l'INSTRAW dans la région méditerranéenne.

BIBLIOTHEQUE

sélection des publications de l'INSTRAW

Taller Nacional para Productores y Usuarios de Estadísticas e Indicadores de la Mujer y el Desarrollo. INSTRAW, 1989. 161 pages, en espagnol. INSTRAW/SER. A/24.

Un atelier national pour les producteurs et utilisateurs de statistiques et d'indicateurs concernant les femmes et le développement s'est tenu à Quito (Equateur) du 27 novembre au 1 décembre 1989. Il était organisé par l'INSTRAW avec la collaboration de l'Instituto Ecuatoriano de Investigaciones y Capacitación de la Mujer (IECAIM), point focal de l'Institut en Equateur. Des représentants de toutes les provinces d'Equateur, provenant d'instituts qui utilisent ou produisent des statistiques y ont participé.

Les thèmes suivants ont fait l'objet d'une analyse et sont traités dans le rapport :

- sources principales d'informations statistiques pour quantifier la participation des femmes au développement;
- besoins en matière de statistiques concernant les femmes pour la planification du développement national;
- contribution économique des femmes et statistiques; et
- utilisation des statistiques existantes dans les travaux réalisés afin d'améliorer la condition des femmes.

L'essentiel du rapport consiste dans la publication des interventions, lesquelles portent sur :

- les principales sources d'informations statistiques pour quantifier la participation des femmes au développement;
- les statistiques concernant les femmes indispensables pour la planification du développement;

- la contribution économique des femmes et les statistiques; et

- l'utilisation des statistiques existantes dans les études entreprises pour améliorer la condition des femmes.

Le texte de chacune des interventions est accompagné d'un bref commentaire.

National Training Seminar on Women and New and Renewable Sources of Energy. INSTRAW, 1990. 46 pages, en anglais. INSTRAW/SER. A/23.

Ce rapport présente les travaux du séminaire de formation national sur les Femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie qui s'est tenu du 11 au 15 juin 1990 à Dar-es-Salaam (Tanzanie). Le séminaire, organisé par l'INSTRAW, faisait partie d'un projet financé par le gouvernement italien. Il avait pour but de tester les modules de formation multimédias de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT sur les Femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie dans un contexte national.

Les débats portant sur quatre des sujets principaux sont résumés dans le rapport : panorama général des actions entreprises par les Nations Unies en faveur des sources nouvelles et renouvelables d'énergie; le rôle des femmes dans ce domaine; caractéristiques et technologies des systèmes pertinents; et conception et mise en oeuvre des projets et programmes concernant les sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Deux groupes de travail ont été constitués : l'un avec les hommes, l'autre avec les femmes, afin d'analyser ce dernier sujet du point de vue de chaque sexe. Les rapports de tous les

groupes de travail y sont également présentés ainsi que la liste des participants.

National Training Seminar on Women and New and Renewable Sources of Energy. INSTRAW, 1990. 29 pages, en anglais. INSTRAW/SER. A/25.

Cette publication résume les résultats d'un séminaire de formation national sur les Femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie qui s'est tenu au Centre national de recherche du Caire (Egypte) du 24 au 28 juin 1990.

Ce séminaire, organisé par l'INSTRAW, avec la collaboration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Centre national de recherche de l'Egypte et l'Association scientifique des femmes arabes en Egypte, faisait partie d'un projet financé par le gouvernement italien. Il a permis aux spécialistes et aux experts d'échanger leurs points de vues et leurs idées sur le rôle que jouent actuellement les femmes dans la société ainsi que sur les préoccupations et les besoins de celles-ci en matière d'énergie.

Le rapport résume la présentation des modules de formation de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT sur Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Il présente également une synthèse des discussions sur les thèmes principaux - panorama général des actions entreprises par les Nations Unies dans le domaine des sources nouvelles et renouvelables d'énergie; le rôle des femmes dans ce domaine; les caractéristiques et technologies des systèmes

pertinents; la conception et la mise en oeuvre des projets et programmes relatifs aux sources nouvelles et renouvelables d'énergie -.

Comme l'indique le rapport, une compagnie italienne du secteur énergétique - l'AGIP - a analysé pendant le séminaire un projet pilote visant à fonder un établissement rural dans une région éloignée et désertique du Sud-Ouest de l'Égypte où il ne pleut presque jamais, à partir de la mise en valeur des sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Le projet se propose de mettre en place une ferme où se combinerait une agriculture expérimentale et l'élevage du bétail, ce qui permettrait par la suite l'installation d'une petite communauté auto-suffisante. Le projet est une opération conjointe des gouvernements égyptien et italien.

Mujer, desarrollo y alternativas energéticas: fuentes de energía nuevas y renovables. INSTRAW, 1990. 45 pages, en espagnol. INSTRAW/SER. A/26.

Un séminaire-atelier sur "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie" s'est tenu à Saint-Domingue (République dominicaine) du 11 au 13 décembre 1990, sous les auspices de l'INSTRAW et de la Dirección General de Promoción de la Mujer, point focal de l'Institut dans le pays où se trouve son siège (voir *Les Femmes et l'énergie*, p. 38). Ainsi que le dit ce rapport, l'atelier se divisait en cinq parties. La première portait sur les femmes et l'énergie, la seconde sur les sources d'énergie de substitution. Une table ronde entre représentants du gouvernement sur la situation énergétique de la République dominicaine en constitue la troisième partie, et la quatrième présente les modules de l'INSTRAW sur Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Les débats qui ont suivi un panel formé de représentants de plusieurs institutions internationales de développement sur les expériences et les stratégies de ces organisations quant à la mise en oeuvre de projets et de programmes dans ce domaine, constituent la cinquième partie du rapport.

Les annexes contiennent le programme de l'atelier, la liste des participants, une liste du matériel concernant le secteur énergétique exposé dans le

cadre du séminaire, les plans d'un fourneau solaire, les membres du comité de suivi du séminaire désignés par l'atelier et les noms des membres du comité organisateur.

Les conclusions et les recommandations de l'atelier, qui sont également présentées dans cet ouvrage, mettent l'accent sur la crise énergétique qui sévit actuellement en République dominicaine et qu'aggravent encore la pénurie croissante en hydrocarbures et la pollution que causent les sources énergétiques traditionnelles à base de pétrole. Les participants ont demandé, entre autres, de promouvoir des projets concernant la fabrication, l'utilisation et la maintenance des sources nouvelles et renouvelables d'énergie d'origine solaire, éolienne ou à partir de la biomasse, de mettre en place des programmes de reboisement, de planifier une campagne pour sensibiliser le public à la nécessité d'économiser l'énergie et de créer une base de données sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Catalogue of INSTRAW Publications. INSTRAW, 1990 98 pages, en anglais.

Ce catalogue contient une brève présentation de toutes les publications de l'INSTRAW au cours de ces deux dernières années. Ces publications concernent les recherches et les actions de formation de l'Institut aussi bien que les rapports des réunions auxquelles celui-ci a participé.

Les publications sont regroupées en cinq grandes catégories : recherches

(études, exposés et enquêtes); réunions de groupes d'experts; formation (rapports et travaux, ensembles de programmes en modules, manuels et bibliographies); information générale (bulletins, brochures, expositions mobiles, affiches, diagrammes et cartes postales, matériel audiovisuel) et publications découlant d'activités cofinancées par l'Institut.

Dans la catégorie "recherche", l'INSTRAW a mené des études approfondies sur les statistiques et les indicateurs servant à quantifier les prestations des femmes en matière d'éducation, les activités économiques et le travail, la santé, les disparités et la mobilité socio-économiques. Parmi les recherches effectuées, on peut également citer celles portant sur la contribution économique des femmes, le secteur informel, la technologie, le crédit, les études relatives à la participation des femmes au développement et le vieillissement.

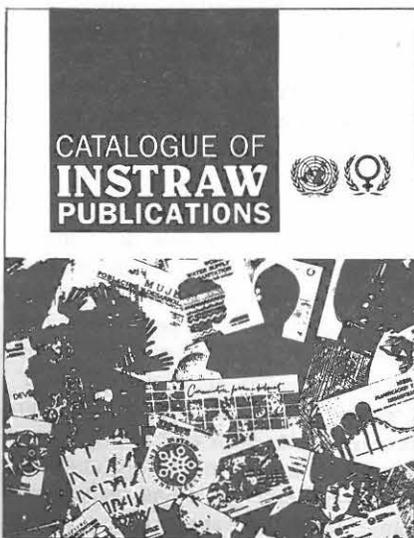
Les publications concernant le matériel destiné à la formation incluent les ensembles de programmes en modules pour la formation des femmes dans le domaine de l'approvisionnement en eau et l'assainissement et des sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Il existe également un module à l'intention des femmes chefs d'entreprises dans les pays en développement et un manuel sur la participation des femmes au développement.

Mediterranean Training Seminar on Women and New and Renewable Sources of Energy. INSTRAW, 1991. 101 pages. INSTRAW/SER. A/28.

Cet ouvrage contient le rapport du séminaire de formation de l'INSTRAW pour la région méditerranéenne, tenu à Ljubljana (Yougoslavie) du 18 au 21 septembre 1990 ainsi que la version adaptée des modules de formation de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT intitulée "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie dans la région méditerranéenne".

Le rapport présente également un résumé des interventions et des discussions au sein des groupes de travail. La plus grande partie de la publication, cependant, est consacrée aux quatre modules.

Le premier module traite *Le potentiel des pays méditerranéens en matière*



de sources d'énergie renouvelables. Il commence par décrire ce que l'auteur, Peter Novak, appelle "l'effondrement du mythe des ressources". Il désigne ainsi le fait que le monde passe continuellement d'une ressource à l'autre, non pas à cause de l'épuisement des ressources anciennes, mais parce que les nouvelles sont plus faciles à obtenir et donnent de meilleurs produits ou de meilleurs résultats.

Le Dr Novak, ingénieur en mécanique qui dirige un laboratoire thermique et d'énergie solaire à Ljubljana, a ensuite analysé les répercussions sur l'environnement de l'utilisation croissante de l'énergie, telles que l'effet de serre, les pluies acides et la déforestation. Les perspectives énergétiques basées sur l'utilisation de nouvelles technologies et la modification des patrons de consommation y sont décrites ainsi que les méthodes servant à évaluer les ressources renouvelables. Finalement, l'ouvrage contient une présentation exhaustive du potentiel de la région méditerranéenne dans ce domaine, accompagnée de tableaux et de cartes concernant les sources d'énergie solaire, éolienne, hydraulique, géothermique et provenant de la biomasse.

Le Rôle des femmes dans les économies consommant une grande quantité d'énergie est le thème du deuxième module qui s'occupe de l'emploi des femmes slovènes dans le secteur formel et de leur emploi informel au sein du ménage. A partir des enquêtes sur l'emploi du temps, ce profil succinct analyse les tendances structurelles (recettes/revenus, temps libre, budget et préférences du ménage), charge de travail, statistiques sur les appareils ménagers des ménages slovènes, éducation, et des activités de recherche et de formation y sont proposées.

Un troisième module sur *L'utilisation de l'énergie en Slovénie* présente les principaux aspects de ce thème et le quatrième module sur les *Nouvelles combinaisons énergétiques à l'usage des foyers et du secteur tertiaire pour l'amélioration de l'environnement en Slovénie* explique les causes des dégradations écologiques dans cette région et il décrit schématiquement la genèse de son développement énergétique. Les moyens actuels et futurs pour remédier à cette dégradation y sont également examinés. □

Margaret Shields est désignée directrice de l'INSTRAW



Le Secrétaire Général, Javier Pérez de Cuellar, souhaite la bienvenue à Mme Margaret Shields. photo ONU

Margaret Shields, ancien ministre des Affaires féminines de la Nouvelle Zélande et longtemps députée au Parlement, a été nommée directrice de l'INSTRAW par le Secrétaire général, Javier Pérez de Cuellar.

De 1984 à 1990, Mme Shields a occupé plusieurs portefeuilles ministériels et elle a été chargée notamment de la défense des consommateurs, de l'éducation, des statistiques, des douanes, du logement et des personnes âgées. Avant d'être élue au Parlement en 1981, elle a travaillé pendant neuf ans comme statisticienne sociale au Département de statistique de la Nouvelle Zélande où elle a participé à l'élaboration d'un programme d'indicateurs sociaux et elle a établi le premier profil des femmes de son pays.

En 1988, Mme Shields a été l'une des fondatrices de la Société de recherche sur les femmes de la Nouvelle Zélande. Elle est actuellement membre du Conseil politique du Parti travailliste néozélandais, membre du Conseil des femmes travaillistes et Vice-Présidente des femmes de l'Internationale socialiste.

Elle a fait ses études au Collège de filles de Wellington puis à l'Université Victoria de Wellington où elle a obtenu une licence en sociologie et un diplôme de troisième cycle en démographie. Mariée, Mme Shields a deux filles d'âge adulte. □

NOUVELLES INTERNES

• En septembre, l'antenne de Saint-Domingue de l'Universidad Católica Madre y Maestra a envoyé deux représentantes à l'Institut afin d'étudier les possibilités de coopération, Mirna Guerrero Santiago, doyen de la Faculté des Sciences sociales et administratives et Carmen González, directrice du département d'assistance sociale et de sociologie.

• L'ancienne sous-directrice de l'INSTRAW, Krishna Abooja-Patel, qui est actuellement titulaire de la chaire de participation des femmes au développement à Mount Saint Vincent University d'Halifax (Canada) a fait une visite de politesse à l'Institut.

• Julia Tavares, qui a une maîtrise d'anthropologie de l'Université de Yale, vient d'être engagée comme administratrice adjointe de 1ère classe chargée des affaires sociales. Elle est Dominicaine.

• En octobre, Margaret Snyder, ancienne directrice du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et membre actuel du Conseil d'administration d'Appropriate Technology International (ATI), ONG dont le siège est à Washington, est venue en visite non officielle à l'INSTRAW pendant un séjour à Saint-Domingue où elle assurait le suivi de programmes financés par ces deux institutions.

• Marguerite Berger, conseillère pour les affaires féminines du Département des projets de développement de la Banque interaméricaine de développement (BID) a travaillé avec l'INSTRAW comme consultante en matière de crédit pour les femmes.

• L'épouse du consul de Suisse en République dominicaine, Gudrun Tartini, a travaillé pendant quelque temps comme bénévole à l'Institut au mois de novembre.

• Elena Ferrati, du bureau local du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), consultante

chargée du Service pour la participation des femmes au développement a fait une visite de travail à l'Institut.

• Le Dr Sigrid Moller, conseillère principale pour la participation des femmes au développement de l'Agence allemande de coopération technique a été mise au courant des programmes et activités de l'Institut en même temps qu'un groupe de spécialistes originaires du Nicaragua, du Honduras, du Guatemala et du Costa Rica, qui participaient à un séminaire sur la violence à l'égard des femmes, organisé par le bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le pays.

• Nohra Rey de Marulanda, directrice du Département de développement économique et social de la BID à Washington et Nelson Ocampo, représentant de la BID dans le pays nous ont fait une visite de politesse.

• Soukeyna Diaye, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Afrique, est venue à l'Institut afin de s'entretenir d'un projet concernant le secteur informel.

• Ginny Taulé, de l'Instituto Tecnológico de Santo Domingo (INTEC) et Yamile Azize, qui travaille pour le Programme d'études sur les femmes de l'Université de Porto Rico ont participé à une réunion en vue d'étudier la possibilité de collaborer au programme de l'INSTRAW concernant un cursus sur la participation des femmes au développement.

• Annette Svensen, du ministère suédois des Affaires étrangères a été informée des programmes et activités de l'Institut.

• Magaly Pineda, coordinatrice générale du Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF), ONG dominicaine, a fait deux exposés au personnel de l'Institut pour leur parler d'un programme éducatif non sexiste du CIPAF, sur les thèmes: "Les femmes, l'oppression et la subordination" et "Les femmes et la résistance".

• En février, Els Hocken, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), qui rentrait à New York après avoir assisté à une réunion en Equateur, s'est arrêtée ici et a visité l'Institut.

• Rosa Rita Alvarez, nouvelle directrice exécutive de Mujeres en Desarrollo (MUDE), ONG dominicaine, nous a rendu visite.

• En mars, Jennifer Alexander-Terry, de l'Institut de recherche sur les femmes de l'Université technologique de Virginie, à Blacksburg, a fait une visite de politesse à l'Institut.

• Sonia Harris, consultante de l'Organisation internationale du Travail (OIT) nous a rendu visite. Elle travaille actuellement à une étude sur les garderies d'enfants dans les Caraïbes anglaises.

• Stella Pieters et Anne Celline Oedit Doebe, de Curacao, sont venues à l'INSTRAW pour obtenir du matériel d'information et de la documentation sur la condition des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes au cours des cinq dernières années.

• En avril, Sandra Bertoli, des Eats-Unis, est entrée à l'INSTRAW en tant que spécialiste des communications. Elle vient de terminer un cours de doctorat en sociologie du développement à l'Université de Cornell. Elle travaillait depuis 1982 comme consultante en développement international et elle était, ces dernières années, au Malawi, à l'Institut d'anthropologie du développement.

• Altigracia Paulino, coordinatrice du Programme pour l'intégration des femmes de la Confédération dominicaine de coopératives, a rencontré le personnel de l'INSTRAW pour un échange de vues et pour étudier les possibilités de collaboration.

• Clara Báez, sociologue dominicaine, a fait une visite de politesse à l'Institut. □

Conseil d'administration

FATIMA BENSLINAME
Maroc

PENELOPE RUTH FENWICK
Nouvelle Zélande

GULE AFRUZ MAHBUB
Bangladesh

GERTRUDE IBENGWE MONGELLA
République-Unie de Tanzanie

VICTORIA N. OKOBI
Nigéria

VIRGINIA OLIVO DE CELLI
Venezuela

AMARA PONGSAPICH
Thaïlande

PILAR ESCARIO RODRIGUEZ-SPITERI
Espagne

D. GAIL SAUNDERS
Bahamas

RENATA SIEMIENSKA-ZOCHOWSKA
Pologne

KRISTIN TORNES
Norvège

Membres de droit

Un représentant du Secrétaire général
La directrice de l'Institut
Des représentants des cinq commissions économiques
régionales des Nations Unies
Un représentant du gouvernement de la
République dominicaine

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

INSTRAW
nouvelles 
FEMMES ET DEVELOPPEMENT

Le but principal d'*INSTRAW Nouvelles* est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement.

INSTRAW Nouvelles, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 14.500 exemplaires.

Veuillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

INSTRAW, Boîte postale 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone (809) 685-2111, télécopie (809) 685-2117
télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:
Bureau DC1-1106, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017,
téléphone (212) 963-0834; télécopie (212) 963-2978.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit d'abrégé des textes en fonction de l'espace disponible.